

ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

LOUPIAC-DE-LA-RÉOLE

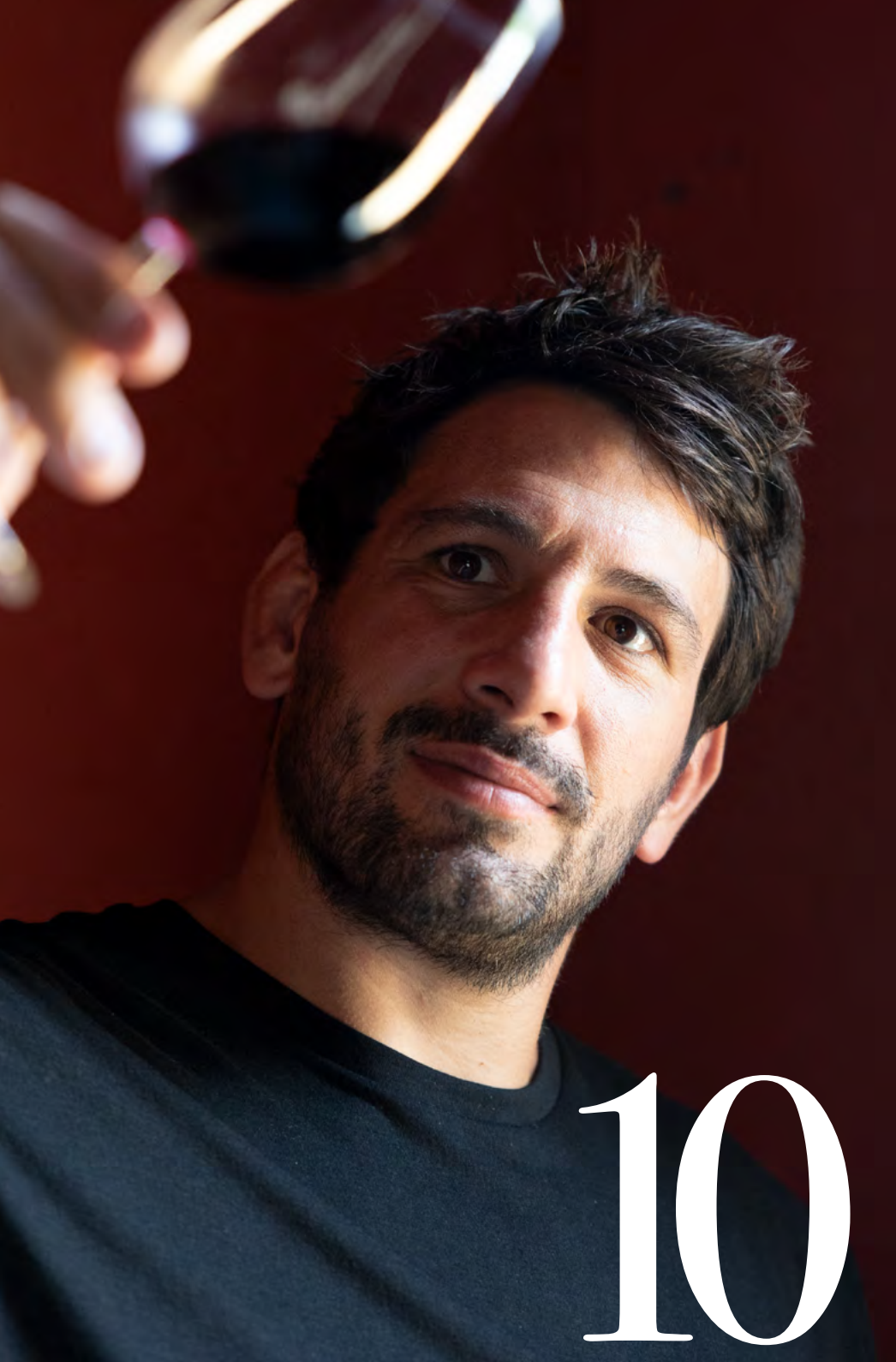
Toopi Organics
vers l'industrialisation

SAINT-GERVAIS

SurJet, passion aéro

RÉMI
LAMERAT

Un
rugbyman
dans
la vigne



ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS Édités par la Société ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS - SAS au capital de 45 000 € - Siège social : 108 rue Fondaudège CS 71900 - 33081 Bordeaux Cedex • SIRET 456 200 476 00038 • 05 56 52 32 13 • Réunion des cinq journaux d'informations judiciaires : **AFFICHES BORDELAISES** (fondées en 1904) **ANNALES DÉPARTEMENTALES** (fondées en 1933) **ANNONCES DU SUD-OUEST** (fondées en 1924) **INFORMATEUR JURIDIQUE** (fondé en 1948) **PETITES AFFICHES DE LA GIRONDE** (fondées en 1848) • Directeur de la publication : Guillaume **LALAU** • Directeur adjoint : Nicolas **THOMASSET** • Directeur des rédactions : Vincent **ROUSSET** • Rédactrice en chef : Astrid **GOUZIK** • Direction artistique : David **PEYS** • Maquettistes : Sarah **ALBERT**, Noëlie **SANZ**, Raphaëlle **MOURET** & Cyrielle **MICHAUD** • Secrétaire général des rédactions : Michel **CASSE** • Rédaction : Nathalie **VALLEZ**, Jennifer **WUNSCH** & Marie-Amélie **HUSSON** • Photographe : Louis **PIQUEMIL** • Responsable Organisation et Systèmes d'Information : Ophélie **BROUTTIER** • Chargée de Webmarketing et Community Manager : Cyrielle **MORFEA** • Assistante Communication Digitale : Magalie **RICCETTI** • Responsable Annonces Légales : Emmanuelle **GESLAIN** • Service Annonces Légales : Nicolas **KARNAY**, Adèle **BROCHARD**, Sandrine **CARCENAC** & Estelle **MENAUT** • Direction financière et administrative : Katia **DE STEFANO** • Responsable comptabilité : Florence **MANOEUVRIER** • Service abonnement : Catherine **DEPETRIS** • Service comptabilité : Élodie **VIGNEAU** • Service commercial annonces légales : Anthony **BLUTEAU**, Christophe **CLERTEAU** & Franck **DUPERIÉ** • **PUBLICITÉ** : Guillaume **LALAU** & Christine **SABOURIN** • Tél. 05 56 52 32 13 • publicite@echos-judiciaires.com • Dépôt légal à parution Hebdomadaire - Parution le vendredi • Impression : **ROTIMPRES** Carrer del Pla de l'Estany, sn, 17181 Aiguaviva, Girona, Espagne • Routage **SUD MAILING** • Commission paritaire n° 0228 I 82797 ISSN 0420-4360 • Prix unitaire : 2,20 € • Abonnement 1 an papier + web : 79 € au 05 57 14 07 55



Dans l'actu

GIRONDE

4 En bref Gironde

10 À la Une
Rémi Lamerat,
un rugbyman dans la vigne

16 Loupiac-de-la-Réole

Toopi Organics
vers l'industrialisation

18 Saint-Gervais

Surjet, passion aéro

EN RÉGION

20 En bref Nouvelle-Aquitaine

22 Landes

Bientôt une IGP pour le miel des Landes ?

24 Lot-et-Garonne

Confluence,
le nouveau cœur battant d'Agropole

Le cercle des experts

26 La tribune du barreau de Bordeaux

Les contrats de travail en viticulture

30 Tribune

Vers une réindustrialisation
verte des territoires

Tendances Business

36 Économie

Le bel été d'un tourisme en mutation

38 Économie

Le commerce équitable :
arme anti-inflation ?

40 Emploi

Le plafond de verre des seniors

42 Droit

De l'ombre pour les parkings

Vini & Culture

44 En bref Sortir en Gironde

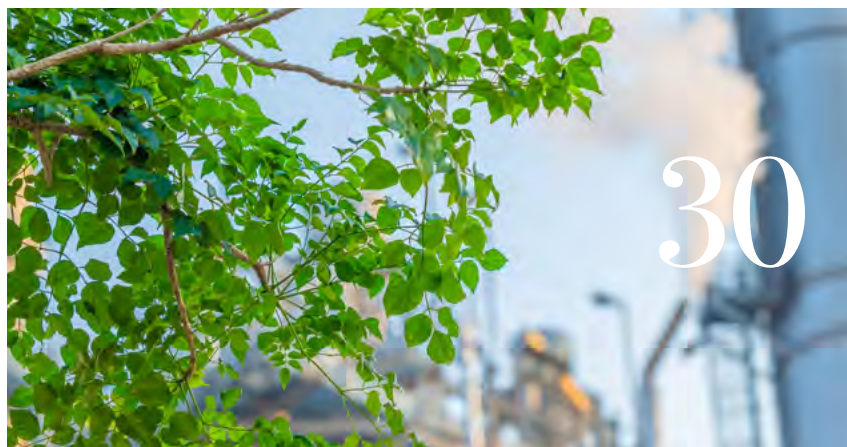
46 Tourisme

Punta Cana, les défis du tourisme durable

48 Cinéma

L'Été dernier

52 Annonces Légales



Gironde En bref

Pessac **LE GROUPE SERMA S'IMPLANTE AUX ÉTATS-UNIS**

La plateforme indépendante d'expertise, de conseil, de test, et de produits pour les technologies électroniques et les systèmes embarqués SERMA, qui intervient dans la conception, la sécurisation et la fiabilisation des produits et des données, annonce l'acquisition de Microtech Laboratories. Ce laboratoire d'expertises et d'analyses électroniques implanté près de Dallas, au Texas, permet au groupe SERMA, et plus particulièrement à sa filiale SERMA Technologies, de s'implanter aux États-Unis. « Dans un premier temps, l'entreprise vise à devenir un acteur local majeur dans le domaine des laboratoires d'analyse électronique.

Par la suite, le groupe SERMA compte profiter de cette implantation pour développer ses autres métiers : ingénierie, développement et réparation des systèmes embarqués, conception et assemblage microélectronique, caractérisation et tests des systèmes énergétiques, sécurité et sûreté de fonctionnement des systèmes », précise le groupe dans un communiqué. Fort de 1 300 collaborateurs, SERMA était déjà implanté sur 12 sites en France, en Allemagne et en Tunisie, et a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 170 millions d'euros en 2022.



Saint-Médard-de-Guizières **LE GROUPE ESTÉMI RENFORCE SA DIRECTION**

Acteur national de la construction et de la rénovation de l'habitat individuel, fabricant de menuiseries (sous la marque Ouvêo) et de fermetures (Loubat / Provélis) multimatériaux, le groupe Estémi vient de nommer un directeur général, David Petrovic, aux côtés de son président, Jean-Luc Nouveau. Ancien directeur général d'Ouvéo Aquitaine, siège historique du groupe Estémi à Saint-Médard-de-Guizières, David Petrovic est remplacé par Philippe Novak depuis le 17 juillet. « Le développement du groupe Estémi se poursuit. Pour ce faire, j'ai souhaité intégrer une équipe d'experts avec à sa tête David Petrovic. Chacun sur son site et son territoire portera une attention toute particulière à son ancrage local, le produire en France, en maintenant et développant la relation de proximité avec ses clients, professionnels indépendants de la pose et entreprises générales, notre marque de fabrique depuis notre création », commente dans un communiqué Jean-Luc Nouveau. Le groupe Estémi, qui compte 6 sites de production en France employant plus de 550 collaborateurs, a réalisé un chiffre d'affaires de 105 millions d'euros en 2022.



**DAVID
PETROVIC**
Directeur général
du GROUPE ESTÉMI

**JEAN-LUC
NOUVEAU**
Président du
Groupe ESTÉMI

**PHILIPPE
NOVAK**
Directeur général
OUVÉO AQUITAINE



LUDVINE
ROMARY
Fondatrice de MyEli

Bordeaux LES BIJOUX CONNECTÉS DE MYELI EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

« Nous étions en pleine accélération, deuxième levée de fonds en cours, une conjoncture économique catastrophique, plus le temps passait moins nous ne pouvions tenir sur notre trésorerie. La dette a commencé à s'accumuler, timing trop short, et on le sait, on ne lève pas pour financer sa dette. Je n'ai pas eu d'autre choix que de placer MyEli en liquidation judiciaire », annonce à regret le 4 septembre sur LinkedIn Ludvine Romary, fondatrice et dirigeante de l'entreprise. En plein mois d'août, la jeune femme a dû renoncer à sa société de bijoux connectés esthétiques et sécurisants, créée 3 ans plus tôt. MyEli aura accumulé près de 4 000 clients en France et à l'étranger, réalisé un chiffre d'affaires de 300 000 euros en 1 an et demi de commercialisation, réuni une équipe 5 salariés, un board de 8 actionnaires et fait travailler 20 sous-traitants. Son passage dans la saison 3 de l'émission « Qui veut être mon associé », diffusée sur M6 en 2023, et l'Innovation Award reçu en 2022 au CES de Las Vegas, restent autant de sources de « reconnaissance » de son « extraordinaire aventure entrepreneuriale », estime la jeune femme.

Bordeaux EN FORTE CROISSANCE, UBIWAN RECRUTE

La société bordelaise spécialisée dans la géolocalisation et la gestion de flotte de véhicules professionnels Ubiwan, rachetée par Coyote en 2022, a vu son portefeuille clients augmenter de 90 %. L'entreprise, qui équipe désormais plus de 15 000 véhicules et engins, et traite plus de 2 millions de données GPS quotidiennement au service de 900 entreprises, espère ainsi recruter une dizaine de personnes d'ici à la fin de l'année. « Nous renforçons nos équipes de R&D pour consolider notre position de *game changer*, toujours au service de la productivité des entreprises et surtout de leurs salariés. Nos solutions s'appuient sur un socle technique parmi les plus robustes du marché : en réseaux mais aussi en production et traitement des signaux embarqués et en IoT. Nous avons de belles cartes à jouer et des services innovants qui seront déployés dès 2024 », assure dans un communiqué David Babin, CEO et cofondateur d'Ubiwan.





Blanquefort POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DE LA SERRE « INSECT PROOF »

Le Vinopôle Bordeaux-Aquitaine, situé au château Dillon, à Blanquefort, se dote d'un démonstrateur de serre « insect proof » pour la pré-multiplication de plants de vigne.

Objectif : tester et éprouver la culture sous serre afin de fournir aux viticulteurs de Nouvelle-Aquitaine des plants de vigne adaptés au changement climatique et résistants aux maladies, tout en favorisant la réduction de l'usage des produits phytosanitaires. Parmi les plus importantes opérations du programme VitiREV, cette opération portée par la Chambre d'agriculture de la Gironde a bénéficié d'un financement régional de 100 000 euros et du Plan d'Investissement d'Avenir. La pose de la première pierre de cette serre a eu lieu le lundi 4 septembre.

À terme, le démonstrateur sera au service des vignobles de Cognac, de Bordeaux, de Bergerac-Duras et des Pyrénées-Atlantiques.



Carnet

Auparavant directrice des opérations réseaux de la région Orange Grand Nord-Est, **Catherine VOISIN** est nommée directrice Orange Grand Sud-Ouest. Elle affiche déjà 19 années au sein du groupe Orange.

Elle pilotera les activités d'Orange France en Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, couvrant 25 départements et réunissant plus de 10 000 collaborateurs. À 46 ans, cette diplômée de CentraleSupélec et d'un master Télécoms de Polytechnique Montréal, apportera son expertise business et technique et son expérience opérationnelle. Ses objectifs : « conforter le leadership d'Orange sur le territoire du Grand Sud-Ouest et renforcer son rôle d'acteur responsable et engagé de la transformation numérique. Elle s'attachera tout particulièrement à y déployer le nouveau plan stratégique de l'entreprise à horizon 2030 « Lead The Future » », détaille Orange dans un communiqué.



© Alexandra Geysier



Carnet

Depuis le premier de ce mois, **Fabrice GOLL** est le nouveau directeur régional de France 3 Nouvelle-Aquitaine et de la chaîne .3 NoA. Diplômé de l'École de journalisme de Bordeaux (IJBA), il a débuté sa carrière à France 3 Rennes. En 1995, il était intégré à Bordeaux, tout en assurant des détachements sur de grands événements tels que la coupe du monde de football 1998 et les jeux olympiques de Sydney en 2000. En charge de l'Unité sport de Bordeaux en 2007, Fabrice Goll a exercé par la suite des responsabilités en Bretagne, Paris-Île de France ou Midi-Pyrénées. Depuis janvier 2021, il était directeur délégué aux sports du réseau régional France 3. Dans ses nouvelles fonctions, en lien avec la direction de la proximité et la direction des antennes régionales, Fabrice Goll coordonnera également l'offre sport du réseau régional.

© Eric Fougère

Carnet

Le 1^{er} septembre, la colonel **Nathalie PICOT** a pris le commandement de la base aérienne 106 de Mérignac pour deux années. Pilote d'hélicoptère, la colonel Picot sert l'armée de l'Air et de l'Espace depuis 1999. Elle a été déployée à plusieurs reprises en opérations extérieures et totalise près de 3 000 heures de vol et 34 missions de guerre. Lors de cette cérémonie de prise de commandement, à laquelle ont assisté de nombreux acteurs majeurs de la région, notamment des élus locaux, la colonel Picot a été faite chevalier de la Légion d'Honneur. Elle succède au colonel **Ludovic LOURIU** comme commandant de la base aérienne 106.



La passation de pouvoirs entre le colonel Ludovic Louriou et la colonel Nathalie Picot, au commandement de la base aérienne 106.



© D. R.

Bordeaux **OUVERTURE D'UNE BOUTIQUE ZÈTA**

Depuis son lancement il y a tout juste trois ans, Zèta s'est imposé pour mission de réduire l'empreinte environnementale de la confection des baskets en s'assurant d'avoir l'impact le plus faible possible sur l'environnement. Café, maïs, marc de raisin pressé, bouchons de liège et bouteilles en plastique revalorisées... les baskets Zèta sont ainsi entièrement fabriquées à partir de matériaux recyclés et recyclables.

Des semelles aux lacets, chaque partie des baskets respecte ainsi l'éthique végan. Depuis le jeudi 7 septembre, la marque « bien dans ses baskets » a sauté le pas et ouvert une boutique physique, rue Saint-François à Bordeaux. Les Bordelais y retrouveront l'ensemble des modèles de la marque, dont la nouvelle collection pour enfant, mais aussi des produits de seconde main. Avec le lancement de sa boutique, Zèta souhaite agir toujours davantage en faveur d'une mode plus vertueuse, et plus respectueuse des hommes et de la planète.



© Shutterstock

Gironde **LA DÉLINQUANCE EN BAISSÉ**

Le préfet de Gironde Étienne Guyot, entouré de la procureure de la République Frédérique Porterie et d'Emmanuel Morin, directeur départemental de la sécurité publique et du maire de Bordeaux Pierre Hurmic ont accueilli à l'hôtel de police de Bordeaux les 64 policiers nouvellement affectés en Gironde. Ceux-ci viennent renforcer l'action de la police contre la délinquance dans la métropole bordelaise et la ville d'Arcachon. Le préfet a salué à cette occasion le travail mené par les forces de l'ordre qui a permis, depuis le début de l'année, une stabilisation de la violence dans les transports en commun, une baisse des vols avec violence et une baisse significative des cambriolages. La présence policière sur la voie publique a fortement augmenté : de 136 % pour les patrouilles pédestres, de 91% pour les patrouilles sur la voie publique et de 14% dans les transports en commun.

ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

Actualité économique
Vie des entreprises et des collectivités
Décryptages juridiques
Annonces légales - Ventes aux enchères

79€ TTC
magazine + web

ABONNEZ-VOUS !
52 numéros

Gagnez du temps !

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE sur echos-judiciaires.com

Paiement sécurisé



Magazine + Web

☐ 6 MOIS = 48 €

☐ 1 AN = 79 €

☐ 2 ANS = 119 €

Web

☐ 6 MOIS = 24 €

☐ 1 AN = 39 €

☐ 2 ANS = 59 €

Nom ou raison sociale _____

Activité _____

Adresse _____

Ville _____ code postal _____

Tél _____ email _____

Autre contact _____

Nombre d'abonnements souhaité _____

Contact : Catherine Depetris

abonnement@echos-judiciaires.com / 05 57 14 07 55

108 rue Fondaudège CS 71900 - 33081 Bordeaux Cedex

Pour les abonnements multiples, contactez notre service abonnement par mail

AVANT JUNE

RÉMI
LAMERAT



Un rugbyman dans la vigne

YVRAC • L'ancien joueur de l'UBB Rémi Lamerat a définitivement raccroché les crampons pour se lancer dans la viticulture. Son Domaine Grand Jour, situé au nord de Bordeaux, est à la fois l'aboutissement d'un long cheminement et le commencement d'une nouvelle carrière.

Par Nathalie VALLEZ

C'est un retour aux sources, un retour à la terre et aux vignes. Le vignoble, Rémi Lamerat le connaît bien. Originaire de Sainte-Foy-la-Grande, son grand-père avait un domaine classé en Côtes-de-Duras. Mais son père n'avait pas voulu le reprendre, et lui-même a été happé pendant 15 ans par sa carrière de rugbyman professionnel. Pourtant il y avait fort à parier que ce garçon attaché à la terre y reviendrait, et c'est ce qu'il a fait, même s'il n'a pas emprunté le chemin du Bordelais pour découvrir la viticulture.

LA VIGNE POUR LE PLAISIR

« J'ai eu la chance de bien connaître le Gaillacois quand je jouais à Castres », reconnaît-il en préambule, « ainsi que les côtes d'Auvergne. J'ai toujours le regret de ne pas être parti à l'étranger, comme l'ont fait beaucoup de mes copains viticulteurs, pour aller vendanger, vinifier dans l'hémisphère sud, et ma compensation c'est d'avoir connu d'autres régions viticoles, d'autres cépages, d'autres savoir-faire », rajoute-t-il pour expliquer son parcours. Parti à l'âge de 15 ans se former au Stade Toulousain, Rémi Lamerat, sélectionné à plusieurs reprises en



équipe de France, a mis fin à sa carrière à l'Union Bordeaux Bègles (UBB) en juin dernier. Il est aussi passé par les clubs de Castres et de Clermont-Ferrand. C'est là qu'il commence à s'intéresser au monde du vin. « On a beaucoup de temps libre, alors plutôt que ne rien faire, j'allais tailler les vignes pour les caves coopératives de Gaillac avec Vinovalie, un partenaire du club. » Quelques années plus tard, alors qu'il joue à l'ASM-Clermont, il passe un BTS viticulture œnologie (2017-2019) au LEGTA de



Beaune. « La partie agronomie m'a vraiment passionné et donné l'envie d'avoir un projet agricole », remarque-t-il, « je voulais travailler dans le vin, mais pas forcément avoir ma propriété, c'est ce qui m'a fait basculer ! »

UN PROJET FAMILIAL

Son BTS obtenu en 2019, qui coïncide avec son retour à Bordeaux, Rémi Lamerat, tout jeune papa, décide de se lancer dans un projet familial qu'il définit avec Clara, sa compagne. Son diplôme en poche, il se sent enfin légitime... Sauf qu'il a 4 ans de contrat avec l'UBB. « Mais comme tout le monde », il s'ennuie pendant le confinement et commence à écrire son projet : « Je ne voulais pas d'une propriété dans une appellation trop porteuse. J'avais envie d'être différent, de gagner ma légitimité à travers le produit et non l'ancien sportif qui a investi. Être authentique et original ! ». On lui propose Saint-Émilion : « Avec

un bon business plan et pourquoi pas le nom sur l'étiquette, ça aurait roulé tranquillement », mais lui recherche le challenge : « J'avais envie de changer les cépages, travailler comme je l'entends ». Sortir de sa zone de confort. Deuxième point primordial : vivre sur la propriété car c'est avant tout un projet familial. Sa compagne, graphiste et web designer, prend d'ailleurs en charge la partie marketing, communication, création des étiquettes et du site internet, et collabore sur la partie événementielle qui est aussi au cœur du projet. « Elle est moins passionnée que moi par le vin mais sait très bien retranscrire mon point de vue », résume-t-il. « On est complémentaires. » Lui qui veut prendre son temps commence tout de même à visiter des propriétés, et finalement il a un gros coup de cœur : « C'était la 8^e visite, j'ai garé ma voiture, j'ai su que j'étais arrivé ».

LE BONHEUR EST DANS LE PRÉ

Si la bâtisse principale est à l'abandon, les vignes sont en revanche très bien entretenues et la famille Lamerat comprend ins-



© Louis Piquemil - Echos Judiciaires Girondins

RÉMI LAMERAT EN 10 DATES

1990 : Naissance à Sainte-Foy-la-Grande

2005 : Arrivée au centre de formation de Toulouse

2009 : Rejoint l'équipe première du Stade Toulousain

2011 : Intègre le Castres Olympique

2016 : Arrivée à l'ASM Clermont Auvergne

2017-2019 : BTS viticulture/œnologie au LEGTA de Beaune

2019 : Signe à l'UBB pour 4 ans

2021 : Achète le château Grand Jour

2022 : Première cuvée du Domaine Grand Jour

2023 : Termine sa carrière à l'UBB et prend définitivement les rênes du domaine



© Louis Piquemil - Echos Judiciaires Girondins

“J’avais envie d’être différent, de gagner ma légitimité à travers le produit et non l’ancien sportif qui a investi. Être authentique et original !”

tantanément que c’est ici qu’elle va poser ses valises. Il rachète ainsi 10,5 ha de vignes à Yvrac (à une demi-heure environ du centre du Bordeaux), un peu de bois et de terre nue. Il décide également de créer un outil de production : cuvier, chai d’élevage et salle de réception seront bientôt en chantier. Il rachète la marque « Château du Grand Jour » qu’il fait modifier en « Domaine Grand Jour ». Le

temps de formaliser l’administratif, il signe en janvier 2022. « Il y avait tout à réécrire, ce n’était pas forcément ce qui était prévu », et demande 1 an pour travailler le projet. Le propriétaire accepte.

180 AVENTURIERS

L’aventure ne se fera pas en solo, un terme qui sied si mal à Rémi Lamerat. À la faveur d’un déjeuner entre vignerons, il rencontre

Ludovic Aventin, directeur de Terra Hominis, société à mission qui aide des vignerons à s’installer et se développer grâce au financement participatif. « L’ami, je peux t’aider, à la fois financièrement, mais surtout avec des ambassadeurs avec qui tisser des liens humains et commerciaux », lui déclare ce dernier. Il revend alors des parcelles pour créer des GFV (groupements





fonciers viticoles) avec 180 associés qui ont droit tous les ans à un pourcentage de bouteilles, et qui vont diffuser le produit autour d'eux. « Une super rencontre, mais il n'y a pas de hasard dans la vie », glisse Rémi Lamerat. Ce sont, ce qu'il nomme, ses 180 aventuriers : « On a un groupe Whatsapp, on envoie des photos, ça réagit pas mal et pour notre fête de septembre, on avait 130 inscrits deux semaines avant ! ».

tant que chef de culture, mais également David Harter, œnologue chez Banton Lauret, qui continue de l'accompagner dans son projet : « On est les 3 mousquetaires, ce sont de vrais amis très investis dans le projet. Il y a beaucoup de transmission ».

CÉPAGES ORIGINAUX

En 2022, le domaine Grand Jour a lancé ses 6 premières cuvées. L'année 2023 voit l'arrivée de nou-

éphémères, de la création : du vin orange et du blanc de noir ». Cette année reverra également L'ArtHrosé des vieux copains, un rosé lancé avec ses anciens coéquipiers de l'UBB Jean-Baptiste Dubié et Nans Ducuing : « On s'est éclaté ».

AU PIED DU CAMION

Côté appellation Bordeaux « le cœur de gamme » côtoie des vins de France : « On n'ira pas forcément sur des vins de garde, même si on a un petit chai d'élevage ». En 2022, les 8 ha en production ont donné 36 000 bouteilles. « Cette année on s'attend à un peu plus de 50 000 bouteilles », évalue-t-il.

Depuis quelques mois, les différentes dégustations auxquelles il a participé ont boosté les premières ventes : « au pied du camion comme on dit », s'amuse-t-il à préciser, alors que la commercialisation vient juste d'être lancée. Cette rentrée sera dédiée aux premières prospections. Des cavistes et restaurateurs les suivent déjà. Domaines et Villages qui vendent aux comités d'entreprises leur permet également d'écouler de gros volumes. Les prochains mois seront ainsi consacrés aux démarches dans des régions ciblées et aux participations à de nombreux salons. Domaine Grand Jour a commencé son petit bonhomme de chemin ! ■

“ Cette année on s'attend à un peu plus de 50 000 bouteilles ”

PREMIÈRE CUVÉE

Début 2022, la transition peut enfin s'opérer. Commencent les travaux de la partie habitation puis du chai. Les premières vendanges également : « Des raisins magnifiques ». L'année 2023 sera plus difficile à cause du mildiou. « On a été relativement épargnés », souffle-t-il, mais pas mal ébranlés par ce fléau alors qu'ils sont en pleine transition bio. Cette nouvelle vendange sera la première au chai. Après une saison rugbystique qui s'est achevée en juin dernier, il peut enfin se consacrer entièrement à son domaine : « Pendant 2 ans, j'étais double actif, c'était dur, d'autant plus que mon poste à l'UBB me demandait beaucoup d'engagement ». Mais la transition était amorcée, même si mentalement c'est plus difficile : « J'avais quand même rempli mon capital émotions », se satisfait-il.

LES 3 MOUSQUETAIRES

Savoir s'entourer est aussi son credo : Il a commencé son activité accompagné par la société Banton Lauret « présidée par un ami d'enfance » qui propose des prestations aux propriétés viticoles allant d'une aide manuelle à la gestion de propriété. C'est là qu'il a rencontré Romain Khalfi qui le seconde désormais au quotidien en

veaux cépages originaux : muscat à petits grains blancs, marselan, castets, et bouchalès, mancin découverts à Gaillac : « Ils ont un conservatoire de plus de 500 cépages, des résistants, des classiques, et ils vinifient de manière très pure. Ça collait avec mon projet technique et différenciant, et une agriculture raisonnée ». Il a également replanté du cabernet franc pour avoir les 3 cépages traditionnels bordelais avec le merlot et le cabernet sauvignon. Son idée est de faire des micro-cuvées, des essais : « Je ne sais pas combien mais plus de 10 c'est certain ! », se réjouit-il. Domaine Grand Jour sera la cuvée référence. Et au milieu, ce sera un laboratoire : « Il y aura des choses

L'ÉVÉNEMENTIEL EN DÉVELOPPEMENT

9 événements sont prévus entre septembre et octobre à l'occasion de la coupe du monde de rugby : « On a seulement répondu aux sollicitations », précise Rémi Lamerat. La plupart sont des visites-dégustations suivies des diffusions des matchs avec restauration et traiteur. « Pour certains événements, les invités repartent avec un magnum et son étiquette personnalisée. » Les entreprises locales se sont investies tout comme la ligue de rugby ou encore des supporters irlandais et gallois : « les gens ont envie de passer du bon temps ici ». Une occasion de redéfinir ses objectifs : « Un lieu familial, un projet agricole cohérent et œnotouristique, mêler le côté convivial du rugby et du vin ». Il souhaite privilégier le teambuilding : « je pourrais avoir une réelle compétence », mais aussi proposer une guinguette, des apéros vigneron et pourquoi pas des séjours yoga — bien-être. Deux futures chambres d'hôtes sont d'ailleurs en cours de rénovation dans la propriété.

Toopi Organics

Vers l'industrialisation

LOUPIAC-DE-LA-RÉOLE • La biotech girondine, qui a développé un fertilisant issu de la fermentation d'urine humaine, annonce une levée de fonds de 16 millions d'euros. Elle financera notamment la construction de deux usines, une en Belgique, l'autre en Gironde.

Par Astrid GOUZIK

Quelques mois après avoir décroché l'autorisation de mise sur le marché pour son Lactopi Start, un biostimulant issu de la fermentation de l'urine humaine, c'est une autre bonne nouvelle qu'a annoncé la start-up girondine Toopi Organics. Elle a clôturé une levée de fonds de série A de 11 millions d'euros menée par le fonds singapourien VisVires New Protein, spécialiste de l'investissement à impact dans le domaine de l'agroalimentaire. Un tour de table complété de 5 millions d'euros de fonds non dilutifs obtenus auprès de l'Agence de la transition écologique (ADEME) et de Bpifrance.

2 MILLIONS DE LITRES EN 2027

Avec cet apport de fonds, Toopi Organics va pouvoir accélérer son industrialisation et ainsi transformer 2 millions de litres d'urine en Europe d'ici à 2027, évitant ainsi de souiller plus de 24 millions de litres d'eau potable aux toilettes. La première phase de cette industrialisation se déroulera à Loupiac-de-la-Réole, en Gironde, où est installé le siège de l'entreprise ainsi que son démonstrateur industriel de 600 m². La construction de sa première usine, sur un terrain d'un hectare au sein de la zone industrielle Ecopole, démarrera début 2024 pour une mise en service mi-2025. Démarreront ensuite les travaux pour une deuxième usine, en Belgique, vraisemblablement dans la province de Liège. La société devrait investir environ 4 millions d'euros pour chacun des sites.

FOCUS SUR LA BELGIQUE

Si Toopi Organics installe un site de production chez nos voisins wallons, c'est avant tout car il s'agit du premier marché à avoir autorisé la commercialisation de son biofertilisant agricole. La France a suivi. « Nous en avons commandé 10 000 litres au printemps 2023 pour couvrir 400 hectares de culture. Et nous venons de resouscrire pour 10 000 litres pour l'arrière-saison », détaille Étienne Tavernier de la Société coopérative agricole de la Meuse (Scam). « Nous avons deux typologies d'utilisateurs : les agriculteurs qui cherchent à optimiser leur rendement et utilisent le Lactopi en supplément de leur engrais. Et ceux qui veulent limiter leur utilisation de fertilisants chimiques et remplacent donc 25 à 30 % d'engrais par Lactopi », explique-t-il.

EN CHIFFRES

2019 : création de Toopi Organics
30 salariés en 2023

60 salariés en 2025

50/50 : répartition du capital
entre l'ensemble de

l'équipe dirigeante d'un côté et les
investisseurs de l'autre.

15 millions d'euros de chiffre d'affaires
prévus en 2027

“La guerre en Ukraine a provoqué des pénuries d'engrais inédites en 2022, avec des augmentations de prix jusqu'à 300 %”

3 NOUVEAUX PRODUITS

La levée de fonds va aussi permettre à la biotech girondine de financer le développement et le lancement de trois nouveaux produits qui devraient être disponibles à la vente en 2027. L'un captera directement l'azote dans l'air, un autre augmentera la résistance des plantes à la sécheresse.

L'augmentation des volumes de production, couplée au lancement des nouveaux produits, assureront un chiffre d'affaires de 15 millions d'euros d'ici à 5 ans. « En 2023, nous avons réalisé un chiffre d'affaires de 100 000 euros, limité par notre capacité de production. D'où cette levée de fonds pour accélérer l'industrialisation », assure Alexandra Carpentier, directrice générale de Toopi Organics.

En 2027, Toopi Organics devrait atteindre la rentabilité dans la configuration actuelle. Mais les ambitions de l'entreprise ne s'arrêtent pas là. « D'autres investissements seront sans doute nécessaires pour aborder d'autres marchés et cela pourrait décaler notre rentabilité », précise-t-elle. « Nous recevons déjà des demandes d'autres pays mais nous ne disposons pas des capacités de production », souligne Michael Roes, cofondateur et président de Toopi Organics. ■

MICHAEL ROES
président de Toopi Organics

CHRISTOPHER
AMEN

SurJet, passion aéro

©Phil Labeguerie

SAINT-GERVAIS • Ancien mécanicien dans l'aéronautique, Christopher Amen s'est inspiré de sa passion pour le secteur de l'aviation pour imaginer des têtes de sièges et des produits et textiles personnalisables. Séduisant l'aviation d'affaires, le secteur du cinéma et de l'événementiel, mais aussi les Armées, il s'est lancé en 2023 dans la location de têtes.

Par Jennifer WUNSCH

C'est sa passion pour le secteur aéronautique qui a mené Christopher Amen à fonder l'entreprise SurJet. En 2012, cet ancien mécanicien aéronautique girondin se met à créer des objets de décoration à partir de pièces

d'avion. En 2013, lors d'une exposition de mobilier à Bordeaux, pour laquelle il confectionne des têtes en tissu personnalisées pour une rangée de banquettes d'avion de ligne, il est repéré par un collectionneur. « J'ai été contacté pour créer des copies d'anciennes têtes de sièges Air Inter. Personne ne faisait cela en France : je me suis dit qu'il

y avait un marché », se souvient Christopher Amen, dont la mère était couturière. La commande de têtes par le cinéma Gaumont de Toulouse, afin de désigner les sièges réservés, le confirme.

Alors en 2014, il lance la société SurJet, spécialisée dans la confection de têtes de sièges, et achète sa première machine : « une presse à

chaud ou imprimante à sublimation, permettant de personnaliser toutes sortes de goodies : décapsuleurs, sous-verres, bavoirs, coques de téléphone, porte-clés... », explique-t-il. Sa première gamme d'objets inspirés de l'aviation est vendue au musée aéronautique du Bourget,

au musée Aeroscopie de Toulouse, à l'aéroport du Touquet. Il est alors contacté par les escadrons de l'Armée de l'Air pour faire de la personnalisation, qui devient son cœur d'activité.

PATHÉ-GAUMONT ET NETFLIX COMME CLIENTS

« Aujourd'hui, nous fabriquons des têtes de siège et personnalisons objets et textiles pour les entreprises », précise Christopher Amen. Son atelier de 150 m² installé à Saint-Gervais, en Nord-Gironde, est équipé de machines permettant de faire de la broderie, de l'impression numérique, du transfert sérigraphique, du flocage, du marquage à chaud pour le cuir

de Netflix, pour un lancement de montres de luxe ou encore pour la Grande Dictée de Paris, le 4 juin sur les Champs-Élysées », énumère Christopher Amen. SurJet réalise également les « welcome packs » du Crédit Mutuel Arkéa, et les cadeaux VIP de la salle de concert de Floirac, l'Arkéa Arena, propriété de Lagardère Live Entertainment. « Nous leur fournissons notamment le kit d'accueil des publics TSA (avec trouble du spectre autistique), qui devrait être dupliqué dans d'autres salles de concert parisiennes du groupe », annonce le dirigeant.

DES TÊTIÈRES RÉUTILISABLES

Parmi les rares fabricants français de têtes de siège personnalisables, SurJet est « le seul à avoir la réactivité exigée par l'aviation d'affaires, dont nous appliquons les codes », revendique Christopher Amen. « Nous sommes équipés pour fabriquer la veille pour le lendemain un ensemble de têtes de siège, pour les voyages de stars ou de sportifs », assure celui qui a également confectionné les têtes de siège des fauteuils de la tribune présidentielle des Girondins de Bordeaux. C'est aussi la seule entreprise du secteur à proposer depuis cette année un service de location de têtes de siège réutilisables. Nettoyables et réparables, elles sont aussi personnalisables grâce à une fenêtre plastifiée dans laquelle peuvent être glissés le logo de l'organisateur, les noms des invités ou des publicités.

« Cela nous a permis d'obtenir le marché de la compagnie aérienne commerciale Air Antilles, à qui nous avons fourni 700 têtes de siège réutilisables », annonce le dirigeant, remplaçant 200 000 têtes de siège jetables utilisées chaque année. « Cela entre dans la démarche RSE des entreprises et améliore le bilan environnemental lié à l'organisation d'événements », note Christopher Amen, qui s'est lui-même lancé dans une ambitieuse politique RSE en 2023, revendant des produits et fournisseurs labellisés. ■

SURJET EN CHIFFRES

Date de création : **2014**

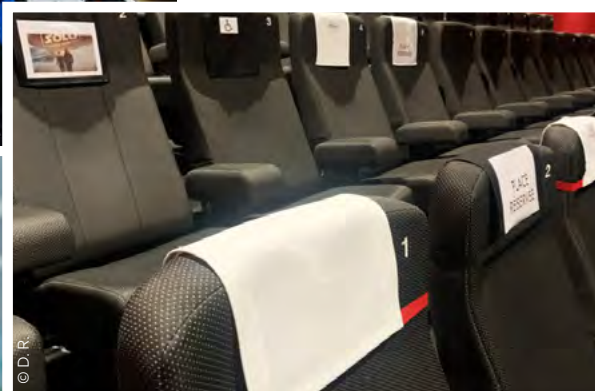
Effectifs : **6 personnes**

Croissance 2022 :

+ 35 % (chiffre d'affaires non communiqué)

et bien sûr, de la confection, avec différentes machines de couture. SurJet, qui compte parmi ses clients des sociétés industrielles du secteur aéronautique, des ministères, l'Armée de terre, la Marine nationale et l'Armée de l'air, dont elle fabrique des écussons et porte-clés flamme, collabore également avec le secteur de l'événementiel et du cinéma.

« Nous travaillons depuis près de 10 ans avec Pathé-Gaumont, avons récemment fait les têtes de siège pour une avant-première



Nouvelle-Aquitaine En bref

Landes **MAÏSADOUR ET EURALIS RENONCENT À CRÉER UNE ENTREPRISE COMMUNE**

Le rapprochement entre le groupe landais Maïsadour (1,4 milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2022) et son voisin béarnais Euralis (1,6 milliard d'euros de CA), annoncé officiellement en octobre 2021, n'aura finalement pas lieu. L'Autorité de la concurrence a pris acte, le 30 août dernier dans un communiqué, du retrait par les deux coopératives de leur projet de création d'une structure commune autour des activités de palmipèdes gras, de poisson fumé et de boutiques de vente au détail, portées par Delpeyrat, Comtesse du Barry et leurs filiales pour Maïsadour et par Euralis Gastronomie et ses filiales. L'Autorité de la concurrence qui avait déclenché une phase d'examen approfondi de l'opération en décembre 2022, avait notamment relevé que l'entreprise commune - qui aurait représenté 50 % de la production de foie gras en France - présentait « des risques concurrentiels » dans la mesure où elle aurait détenu « de très importantes parts de marchés sur de nombreuses segmentations des marchés aval de la commercialisation de produits issus de canards gras » à destination de la grande distribution et de la restauration. Elle avait également alerté sur « sa part très importante dans la production et l'abattage de canards gras en France, dans un secteur très impacté par la grippe aviaire ».



Nouvelle-Aquitaine **CRÉATION DU CLUB DES ACTEURS DE LA TRANSMISSION**

La région Nouvelle-Aquitaine lancera son Club des acteurs de la transmission, le 30 novembre prochain. Ce collectif composé de chefs d'entreprise, de structures, établissements, associations ou collectivités qui agissent en faveur de la transmission d'entreprise aura pour mission de « fédérer et initier des expérimentations », en partageant les bonnes pratiques, les actualités, les expériences ; en améliorant le travail des acteurs de terrain et les synergies et en assurant la promotion de la transmission/reprise d'entreprise.



Brantôme LUMINOTHÉRAPIE POUR LES SALARIÉS DE LA CLINIQUE

Delphine Fremont, directrice de la clinique Pierre de Brantôme, a souhaité mettre à disposition des 50 salariés des dispositifs de luminothérapie, disponibles depuis novembre dernier dans l'établissement sanitaire où le travail de nuit, notamment, peut représenter un facteur de risques (dérèglement de l'horloge biologique, somnolence, accident de travail...). Ces outils agissent bénéfiquement en combinant la relaxation par des sons, des musiques ou des voix avec la stimulation par la lumière, pulsée ou continue, ce qui favorise des turbo-siestes de 2 à 15 min. Des programmes complémentaires de relaxation agissent sur le stress, le sommeil, le lâcher prise, la gestion de la douleur. S'il s'adresse à l'ensemble des professionnels, dans la clinique et en prêt à leur domicile, cet outil sera aussi déployé dans le cadre des thérapies non médicamenteuses.



© Clinique Pierre de Brantôme



Périgord pourpre L'OT DES BASTIDES SUR LES ROUTES

Si les visiteurs ne viennent à lui, alors c'est lui qui va à leur rencontre : l'office de tourisme des Bastides s'est transporté hors les murs durant l'été, sur les lieux de séjour et de loisirs, en sillonnant les routes du Périgord pourpre : marché hebdomadaire du Buisson-de-Cadouin, aéroport de Bergerac, abbaye de Saint-Avit-Sénieur, Trémolat, Lalinde, Lanquais, Mauzac, Montferrand, Saint-Félix... reçoivent la visite de ce nouveau camion spécialement aménagé. Marchés nocturnes, fêtes, brocantes, toutes les occasions sont bonnes pour faire mieux connaître le patrimoine local, apporter des conseils et offrir de la documentation.

Bordeaux-Bergerac-Sarlat DES GARES PLUS ACCESSIBLES ET CONFORTABLES

15 gares de la ligne TER Bordeaux-Bergerac-Sarlat ont bénéficié du programme de modernisation et de confort financé par la Région Nouvelle-Aquitaine et Gares et Connexions : Saint-Émilion, Castillon-la-Bataille, Lamothe-Montravel, Vélines, Saint-Antoine-de-Breuil, Sainte-Foy-la-Grande, Gardonne, Lamonzie-Saint-Martin, Bergerac, Lalinde, Mauzac, Trémolat, Siorac-en-Périgord, Saint-Cyprien, Sarlat. À cela s'ajoutent des avantages tarifaires dont peuvent bénéficier les usagers de cette ligne. De quoi faciliter la mobilité pour les déplacements, qu'ils soient quotidiens ou occasionnels. Les offres de rentrée permettent de réaliser une économie de 30 % sur l'abonnement mensuel. Et la démarche Optim'TER a déjà amélioré la desserte sur cette ligne avec + 12,2 % de circulations. À noter que les abonnements TER sont éligibles à la prime transport employeur avec une prise en charge à partir de 50 % du coût mensuel.

Bientôt une IGP pour le miel des Landes ?

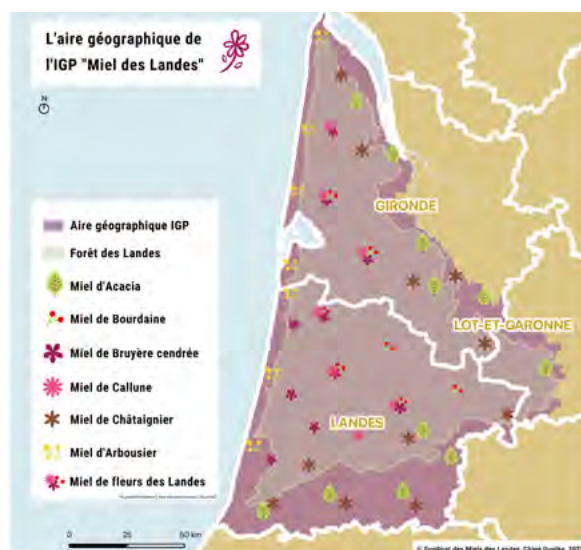
LANDES • La France a validé la demande d'Identification géographique protégée (IGP), portée par le Syndicat des miels des Landes. C'est maintenant à l'Europe de se prononcer sur la spécificité du savoir-faire des producteurs locaux.

Par Cécile AGUSTI

En France, 50% du miel consommé est importé. Or, selon une étude de la Commission européenne publiée en mars dernier, 46 % des miels importés en Europe sont frauduleux. Les tromperies aux consommateurs sont doubles. Dans certains cas, les miels incriminés sont coupés avec des produits sucrants pour en augmenter le volume. Dans d'autres, il y a tromperie sur l'origine de la marchandise.

C'est pour se prémunir de ces dérives et apporter des garanties aux consommateurs que le Syndicat des miels des Landes travaille depuis 10 ans à l'obtention d'une Identification géographique protégée (IGP) Miel des Landes. Ce label européen repose sur la notion de savoir-faire et distingue un produit dont les caractéristiques sont liées au lieu géographique dans lequel il est produit, élaboré et/ou transformé.

Obtenir ce sésame requiert de la patience. Il faut convaincre les instances nationales du bien-fondé de la démarche, avant de pouvoir solliciter la consécration européenne. Le Syndicat des miels des Landes vient de passer la première étape avec succès. Suite à la validation de son cahier des charges par le comité national de l'Institut national de l'origine et de la qualité (Inao) fin mai, l'arrêté d'homologation a été publié au *Journal officiel* le 23 août. La demande d'IGP va donc être envoyée à la Commission européenne dans les prochaines semaines.



LE MIEL DES LANDES EN CHIFFRES

Selon les estimations réalisées à partir des données de la Direction générale de l'alimentation (DGAL), il y a 1 800 apiculteurs sur l'aire géographique de l'IGP Miel des Landes. Ce chiffre peut paraître énorme, mais toute personne détenant au moins une ruche est tenue de se déclarer comme apiculteur. L'administration fait toutefois la distinction entre les apiculteurs de loisirs qui possèdent moins de 50 ruches et les apiculteurs professionnels qui en ont plus de 50. Sur les 1 800 apiculteurs de la zone, environ 200 sont dits professionnels et détiennent 70 % des quelque 17 000 ruches qui s'y trouvent.

Le dossier de demande d'IGP estime que 400 tonnes de Miel des Landes peuvent potentiellement être produites sur l'aire géographique retenue. Les adhérents actuels du Syndicat du miel des Landes en produisent environ 130 tonnes.

Si tout se passe bien, les pots de Miel des Landes pourraient être estampillés IGP d'ici un an. « Notre dossier a été reconnu solide et suffisamment étayé pour espérer un passage rapide », se réjouit Lénéaïc Lecrénaïs, président du syndicat qui regroupe une vingtaine d'apiculteurs professionnels.

UNE AIRE GÉOGRAPHIQUE D'UN MILLION D'HECTARES

En plus d'assurer aux consommateurs l'origine locale des produits, l'IGP vise à reconnaître le savoir-faire des apiculteurs œuvrant dans l'aire géographique du plateau sédimentaire des Landes de Gascogne (soit plus d'un million d'hectares couvrant le département des Landes et une partie du massif forestier girondin et lot-et-garonnais). « Faire du miel sur ce terroir spécifique est plus compliqué que dans d'autres endroits », assure Lénéaïc Lecrénaïs. « Il est produit uniquement à partir de la flore spontanée. Cela nécessite une connaissance fine du territoire et une grande réactivité de la part des apiculteurs pour transporter leurs ruches au bon endroit, lors des floraisons successives. »

UNE LARGE GAMME DE MIELS

La saison mellifère locale s'étend ainsi sur huit mois. Elle débute en avril avec l'acacia « dont la miellée intervient subitement et peut durer seulement quatre à cinq jours ». Au gré des transhumances, les abeilles peuvent ensuite butiner la bourdaine dans les zones humides de l'Albret et de la Haute Lande, la bruyère cendrée dont les fleurs violettes s'épanouissent l'été, la bruyère d'automne plus connue sous le nom de callune, ou le châtaigner en Chalosse et dans le Bazadais. En fin de saison, vers octobre, novembre, elles se régaleront d'arbousier sur la côte.

« Cette diversité nous permet de proposer une gamme de miels assez complexes, de l'acacia, très doux, à l'arbousier, très amer aux notes de café torréfié et de réglisse. Pour les enfants, je l'appelle le « miel à la grimace » ! Mais il est très apprécié en gastronomie. »

L'obtention de l'IGP permettra d'ailleurs au miel de rejoindre le club des produits sous signe officiel



© Shutterstock

de qualité et d'origine regroupés sous la bannière Qualité Landes. Aux côtés de l'armagnac, de l'asperge des sables, du bœuf de Chalosse, du canard fermier, du kiwi de l'Adour, des vins de Tursan et des volailles fermières, il deviendrait alors la huitième « merveille » des Landes. ■

DÉBAT AUTOUR DE L'IGP

L'annonce de la publication de l'arrêté d'homologation au *Journal officiel* n'a pas fait que des heureux. L'Abeille landaise, syndicat d'apiculteurs qui revendique 340 adhérents dans le département (dont 17 professionnels, 27 pluriactifs et près de 300 de loisirs) est vent debout contre le projet d'IGP.

Son président, Jean-Pierre Lespiaucq, dénonce un « manque de concertation de la part de l'Inao » dans l'étude du dossier et un projet qui « ne profitera pas à l'économie locale ». « Avec l'IGP, les apiculteurs landais ne pourront plus utiliser la mention « Miel des Landes » sans payer une redevance à l'Inao. En revanche, d'autres pourront venir installer leurs ruches ici et vendre du « Miel des Landes » s'ils s'acquittent de cet impôt ! » Il craint d'ailleurs un afflux d'apiculteurs venus de l'extérieur, tout en affirmant que « le niveau des contrôles prévus dans le cahier des charges n'empêchera pas les fraudes à l'origine ». Avec d'autres syndicats d'apiculteurs de Gironde et du Lot-et-Garonne, il dit réfléchir à « porter cette affaire en justice ». Il milite par ailleurs pour la création d'une marque « uniquement réservée aux apiculteurs landais ».

Confluence

Le nouveau cœur battant d'Agropole

LOT-ET-GARONNE • Le nouveau site du technopole lot-et-garonnais vient d'être inauguré en grande pompe à Damazan.

Plus de 30 ans après sa création, Agropole continue de rayonner et d'inspirer les décideurs locaux qui ont évoqué le projet de propager ce concept à l'échelle départementale.

Par Jonathan BITEAU

La foule des grands jours était présente pour l'inauguration du nouveau site de l'Agropole à Damazan. Malgré un soleil de plomb et une chaleur écrasante, ils étaient plus de 200 pour l'événement le 5 septembre dernier. Michel Masset, maire de Damazan et président de la communauté de communes, a pu notamment compter sur la présence de la présidente du Conseil départemental, Sophie Borderie, le président de la CCI, Frédéric Péchavy, le président de la Chambre de Métiers et d'Artisanat, Jean-François Blanchet, maire de Villeneuve-sur-Lot, Guillaume Lepers, ainsi qu'Alain Rousset, président de la région Nouvelle-Aquitaine et même le président du SUA, Jean-François Fonteneau.

LA MÉMOIRE DE JEAN FRANÇOIS-PONCET

Du beau monde pour un moment qui fleurait bon l'histoire locale et les grandes figures du territoire. En effet, la mémoire de Jean François-Poncet planait au-dessus de cette inauguration et il a évidemment été cité à plusieurs reprises, lui qui était à l'origine de l'installation de l'Agropole à Estillac en 1989. L'ambition était de favoriser l'émergence d'une filière industrielle agroalimentaire dans un département à forte vocation agricole. 34 ans plus tard, les 60 hectares du site age-nais étant lotis, l'idée de l'essaimage du concept a été retenu : ainsi est né Agropole Confluence.

DAMAZAN, NOUVEAU CŒUR DE L'AGROPOLE

C'est peu dire que le Confluent, avec sa sortie auto-routière à Damazan, jouit d'une attractivité certaine ces dernières années. Après l'arrivée de Biocoop, de Valoregen, de la plateforme Emmaüs, c'est au tour de l'Agropole de s'installer sur ce territoire en plein essor. Avec un budget général de 850 000 euros et un aménagement réalisé par l'architecte François de la Serre, Agropole Confluence est un site qui a de quoi susciter des vocations.

AGROPOLE CONFLUENCE EN BREF

10 cellules de production de 200 à 800 m²

À partir de 6 € le mètre carré

3 sociétés déjà installées :

- **On Tap Cocktails**, vainqueur du Tremplin des start-ups 2023 : production de cocktails à la pression.
- **Diva Flora** : société de soins et bien-être dans le domaine des compléments alimentaires et de la cosmétique
- **Logic'Intérim** : agence d'intérim spécialisée dans les métiers de l'industrie.

Installation du service développement économique de la Communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas et d'une antenne du Campus Numérique 47.

Il comprend des cellules de production de différentes superficies (de 200 à 800 m²) ainsi que des bureaux pour une superficie totale de 3 200 m². Sur ce lieu, seront également proposés un espace de travail partagé, une salle de séminaire et une innovation : une cuisine show-room professionnelle disponible à la location pour les start-ups intéressées. L'encadrement de l'Agropole sera quant à lui dupliqué sur Confluence avec les outils suivants : Agrotec, le centre d'innovation technique et Plus 10, l'incubateur agroalimentaire.

VERS DE NOUVEAUX AGROPOLES ?

Ce n'est un secret pour personne dans les milieux politico-économiques : avec l'essaimage d'Agropole à Damazan, d'autres territoires se sont mis sur les rangs pour reproduire cette initiative, ceci expliquant aussi le grand nombre d'élus présents à l'inauguration. Après quelques discours prudents sur le sujet, c'est Alain Rousset qui n'a pas hésité à évoquer cette hypothèse en prenant les élus locaux à témoin : « Si on ne réfléchit pas à la valeur ajoutée et aux circuits courts, on attendra Godot (référence à la pièce *En attendant*

Godot de Samuel Becket NDLR). Il faut créer ce que la société attend : des produits plus sains et un parcours de production plus sain. Pourquoi ne pas développer dans tout le département d'autres projets et d'autres accueils de ce type ? ». Devant une assistance groggy par la chaleur mais très attentive pour autant, le président du Conseil régional parlait d'or. Et Alain Rousset de conclure : « Cette inauguration a été mon petit bonheur du jour ». Gageons que ses mots auront fait le bonheur de ceux qui les ont entendus. ■

L'AGROPOLE EN CHIFFRES

117 entreprises

2 750 emplois

60 hectares

750 millions de chiffres
d'affaires cumulés

Plus grande pépinière
agroalimentaire d'Europe

LES
MEILLEURES IDÉES
SONT CULTIVÉES
ICI !

TECHNOPOLE
agropole
CONFLUENCE

De gauche à droite : Sylvain Pineau, Myriam Viau, Jacky Larroy, Alain Rousset et Sophie Borderie.



PAROLE À L'AVOCAT

LA TRIBUNE DU BARREAU
DE BORDEAUX



© Atelier Gallien - Echos Judiciaires Girondins

Les contrats de travail en viticulture

LE CYCLE DROIT DU VIN (2/4) • Dans une série de quatre chroniques publiées en septembre et octobre dans notre magazine, les avocats experts de l'Institut du droit du vin du Barreau de Bordeaux fournissent les clés réglementaires et juridiques indispensables aux jeunes viticulteurs. Cette semaine, focus sur les spécificités des contrats de travail en viticulture.

Par Nicolas CARTRON
Avocat à la Cour à BORDEAUX
Associé SELARL RODRIGUEZ & CARTRON

En dehors du recours aux prestataires extérieurs ou aux entreprises de travail temporaire, l'exploitation viticole, comme toutes entreprises, peut bien évidemment avoir vocation, intérêt, sinon inévitablement besoin, d'embaucher.

Pour ce faire, l'exploitation viticole comme tout employeur, dispose des deux grandes catégories de contrats de travail qu'offre le code du travail, à choisir en fonction du besoin d'emploi à pourvoir : le contrat à durée indéterminée ; le(s) contrat(s) à durée déterminée.

LE CONTRAT À DURÉE INDÉTERMINÉE DE DROIT COMMUN :

Destiné à pourvoir un besoin d'emploi permanent, avec ou sans polyvalence, le contrat à durée indéterminée appliqué à l'exploitation viticole ne présente pas de particularité, SAUF sa soumission aux prévisions des conventions collectives nationales et/ou départementales¹ qui la concerne. En effet, un

contrat de travail ne peut *a priori* déroger aux prévisions d'une convention collective qui le couvre de son champ d'application, que dans un sens plus favorable au salarié.

Libre dans sa forme, il convient néanmoins de privilégier l'écrit dans l'établissement du contrat, et de soigner sa rédaction pour y consigner notamment :

- la nature du contrat ;
- l'identité et la domiciliation des parties ;
- la période d'essai (si souhaitée) ;
- la date d'entrée en fonction du salarié ;
- la qualification et classification professionnelles du salarié ;
- la rémunération ;
- la durée du travail ;
- la convention collective applicable.

Il est encore conseillé, en pratique, d'en numéroter les pages et d'y mentionner dans sa partie finale, outre la formule usuelle « lu et approuvé » à reprendre par chaque partie avec sa signature, l'indication : « Contrat établi en deux exemplaires, dont un remis au salarié ».



LE(S) CONTRAT(S) À DURÉE DÉTERMINÉE DE DROIT COMMUN ET SPÉCIFIQUES :

L'exploitation viticole, avec ses travaux successifs aux saisonnalités marquées jusqu'à l'apogée des vendanges, est naturellement éligible et intéressée aux contrats à durée déterminée, destinés à pourvoir un besoin d'emploi temporaire, dont, au premier chef, ceux dits « saisonniers »².

Ceci est tellement vrai et nécessaire que le législateur a créé un contrat à durée déterminée saisonnier spécifiquement dédié à l'exploitation viticole et à son moment culturellement le plus emblématique et crucial : le « contrat vendanges ».

ATTENTION, pratiques et usuels, tous les contrats à durée déterminée sont strictement encadrés et réglementés et doivent être choisis, conçus, et rédigés avec le plus grand soin, puis scrupuleusement suivis dans leur déroulement.

Ainsi, tout contrat à durée déterminée doit obligatoirement être écrit³.

Outre les mentions envisagées ci-dessus pour le contrat à durée indéterminée, tout contrat à durée déterminée doit encore expressément :

- **Mentionner son motif**, les cas de recours aux contrats à durée déterminée étant limités. Ainsi, en matière viticole les cas de recours les plus désignés sont ceux liés aux emplois saisonniers dont ceux plus spécifiquement liés aux vendanges. Quoique d'occurrence plus rare, mérite également d'être signalé le cas de recours visant à remplacer un(e) chef d'exploitation ou d'entreprise agricole, un(e) aide familial(e), un(e) associé(e) d'exploitation, ou leur conjoint participant effectivement à l'activité de l'exploitation ou de l'entreprise agricole. Au-delà et bien évidemment, l'exploitation viticole peut également mobiliser les autres cas de recours communs que sont la nécessité de remplacer un salarié absent (hors grève), ou de faire face à un accroissement temporaire d'activité (hors caractère saisonnier, comme par exemple la préparation d'une grosse commande exceptionnelle). ATTENTION tout contrat à durée déterminée ne peut mentionner qu'un seul motif de recours.
- **Indiquer son terme**, que celui-ci soit précis ou certain (date ou période en jours ou mois), ou imprécis ou incertain, c'est-à-dire dépendant d'une échéance ne pouvant précisément être fixée par avance (par exemple : le retour du chef d'exploitation ou d'entreprise agricole, de l'aide familiale, de l'associé, du conjoint ou du salarié absent, ou encore la fin des travaux saisonniers visés).

L'INSTITUT DU DROIT DU VIN

En juin 2022, pour resserrer les liens entre les professionnels de la filière vitivinicole et les avocats, le Barreau de Bordeaux a créé le tout premier Institut du droit du vin en France, piloté par M^e Jean-Baptiste Thial de Bordenave. Regroupant des avocats experts de la question, l'Institut accompagne et conseille tous les acteurs de la filière, particulièrement les jeunes viticulteurs, afin de lever tous les freins au développement économique. La première mission confiée à l'institut a été la publication d'un *Guide juridique pour les jeunes viticulteurs*, dématérialisé et gratuit, accessible sur le site de l'Ordre des avocats : <https://barreau-bordeaux.avocat.fr/> Outre celui dédié aux droits du vin, le Barreau de Bordeaux regroupe 19 instituts au service des justiciables et des entreprises, notamment les Instituts du droit des affaires, du droit européen ou encore du droit de la construction.

ATTENTION, si le contrat à durée déterminée ne peut pas indiquer un terme précis ou certain, il doit impérativement prévoir et mentionner une durée minimale.

ATTENTION, sauf accord exprès entre les parties au contrat, cas de force majeure, inaptitude ou faute grave du salarié ou sa démission, tout contrat à durée déterminée ne peut pas être rompu avant son terme, sous peine d'avoir à verser au salarié l'équivalent des salaires dus jusqu'à ce terme et d'encourir une indemnité supplémentaire en fonction du préjudice subi.

Tout contrat à durée déterminée cesse de plein droit à l'échéance de son terme prévu, et ne doit pas se poursuivre au-delà, sauf à vouloir ou le voir évoluer en contrat à durée indéterminée.

- **Mentionner le nom et la qualification professionnelle de la personne remplacée**, dans les contrats à durée déterminée de remplacement.

Le contrat doit être remis au salarié dans les deux jours ouvrables suivant son embauche.

CONTRATS SAISONNIERS ET CONTRAT VENDANGES

Toutes ces obligations sont prescrites et doivent être respectées sous peine ou risque de requalification du contrat à durée déterminée en contrat à durée indéterminée avec, outre les implications de ce changement de régime⁴, la sanction spécifique supplémentaire d'une indemnité d'un mois de salaire minimum à payer par l'employeur au salarié.



Les contrats saisonniers et le contrat vendanges, pour s'en tenir aux contrats à durée déterminée plus spécifiquement désignés à l'activité viticole, présentent encore la particularité de ne donner lieu à aucune indemnité de fin de contrat (ou « de précarité ») à l'échéance de leur terme prévu.

Concernant encore le contrat vendanges, en plus de tout ce qui précède, il convient de préciser au niveau de son motif de recours, qui doit donc être mentionné dans le contrat, qu'il est strictement réservé à la réalisation de travaux de vendanges, qui s'entendent légalement « des préparatifs de la vendange à la réalisation des vendanges, jusqu'aux travaux de rangement inclus ».

Le contrat vendanges doit également indiquer sa durée, qui ne peut excéder un mois maximum. S'il y a plusieurs contrats vendanges successifs avec un même salarié, la durée totale des contrats cumulés ne peut excéder deux mois maximum sur une période de douze mois.

LE MOYEN D'EMBAUCHE D'ADAPTÉ

Ces quelques repères des contrats de travail en viticulture n'ont d'autre ambition que de sensibiliser la connaissance et la vigilance des viticulteurs sur les moyens d'embauche adaptés et adaptables qui s'offrent à eux.

Néanmoins, un contrat de travail n'est jamais chose anodine, y compris dans le cadre du dispositif TESA (Titre Emploi Simplifié Agricole⁵), et il ne faut certainement jamais hésiter à se faire accompagner en la matière par un avocat. ■

¹ Ainsi, pour les exploitations viticoles girondines la « Convention collective de travail du 23 juin 2015 concernant les exploitations agricoles de la Gironde ».

² Pour les emplois dont les tâches sont appelées à se répéter chaque année selon une périodicité à peu près fixe, en fonction du rythme des saisons ou des modes de vie collectifs.

³ Il s'agit non plus d'une recommandation préférable comme pour le CDI mais d'une obligation légale absolue.

⁴ D'avoir à conserver le salarié ou d'avoir à le licencier à la condition de pouvoir justifier d'un motif valable, d'en respecter la procédure, et d'en payer les indemnités potentiellement dues telles que l'indemnité de préavis, l'indemnité de licenciement (au-delà de 8 mois d'ancienneté), voire, éventuellement, une indemnité de réparation en cas de contestation du licenciement.

⁵ Pour les contrats à durée déterminée de moins de trois mois.

Le 29 septembre
retrouvez la
troisième chronique de
l'Institut du droit du vin :
« **Le dépôt de sa
marque de vin** ».

A professional studio portrait of Vincent Maymo, a middle-aged man with grey hair and a beard, wearing a dark blue suit and a white shirt. He is sitting on a stool, leaning forward with his hands on his knees, looking directly at the camera with a slight smile. The background is a solid dark grey.

VINCENT
MAYMO

Vers une réindustrialisation verte des territoires

LE CERCLE DES EXPERTS

TRIBUNE •

La dépendance française à des chaînes de valeur mondiales et éclatées a été exposée crûment à la lumière des crises liées au covid-19 et à la guerre russo-ukrainienne. Le projet de loi « industrie verte », adopté en première lecture, fin juillet, à l'Assemblée nationale, doit conjuguer les défis industriels français avec l'accompagnement de la transition écologique du secteur. Ces 15 mesures sont-elles suffisamment ambitieuses ? Est-ce à la hauteur du choc de compétitivité recherché dans le cadre de France 2030 ?

par Vincent MAYMO
Professeur des universités, IAE de Bordeaux

250 ans nous séparent des premiers jalons d'une révolution industrielle dont les problématiques restent pleinement d'actualité. « Si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à meilleur marché que nous ne sommes en état de l'établir nous-mêmes, il vaut bien mieux que nous la lui achetions avec quelque partie du produit de notre propre industrie, employée dans le genre dans lequel nous avons quelque avantage », avançait alors

Adam Smith, le père de la pensée classique, dans sa *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776). Une telle logique aurait ainsi pu présider aux délocalisations entreprises à la fin du vingtième siècle vers des destinations low-cost. Ces délocalisations ont en effet profité pendant un demi-siècle aux clients, bien heureux de voir le champ des consommations possibles s'élargir, comme aux actionnaires qui ont vu la rentabilité de leurs placements s'envoler. Pour autant ceux-là



même qui ont facilité cette mutation du modèle productif français ont aussi perdu de vue que la richesse d'un territoire suppose qu'il trouve quelque avantage à l'échange.



BALANCE COMMERCIALE NÉGATIVE ET DETTE PUBLIQUE COLOSSALE

Ces délocalisations ont tristement jeté un écran de fumée sur une autre réalité. On pourra rappeler la perte de compétitivité d'une nation dont la balance commerciale est négative depuis vingt ans. On ne pourra non plus nier l'évolution inquiétante d'une dette publique passée de 700 milliards en 1996 à près de 3 000 milliards en 2023, quadruplant pour rattraper le montant du PIB d'un Hexagone qui vit désormais à crédit. On pourra surtout souligner l'impact plus profond sur les territoires d'activités autrefois florissantes mais qui n'ont su évoluer. La crise du covid et plus encore la guerre russo-ukrainienne ont mis en lumière notre dépendance à des chaînes de valeur internationales et éclatées : un pays qui n'est plus maître de ses productions ne l'est pas davantage de ses consommations et repose sur le bon vouloir de partenaires devenus concurrents. L'abandon

des usines, le recul de l'emploi industriel et la perte de compétences inhérentes sont autant de symptômes du désintérêt porté à la production industrielle en France. Des pans entiers de nos territoires ont ainsi perdu une partie de leur ossature et l'on ne peut qu'ensemble en constater l'impact néfaste sur l'économie, l'environnement et le social.

L'URGENCE D'UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE

Une décennie après la première véritable prise de conscience par les gouvernements de l'urgence de la situation, la France doit se doter d'une politique industrielle capable de relever les défis d'un XXI^e siècle déjà bien avancé. Car il s'agit aujourd'hui d'éviter l'anachronisme. Dès le début des années 2000, des clairvoyants comme Henri Martre, Robert Guillaumot ou Alain Juillet pointaient du doigt les challenges qui étaient les nôtres et l'urgence d'adopter une vision plus systémique de la situation en inscrivant notre modèle dans le temps long. L'importance des transformations de l'environnement nécessitait et nécessite encore une information utile pour l'anticipation, la décision et l'action. « Il faut savoir sortir des limites d'une vision territoriale, régionale, natio-

“ Réindustrialiser la France conjugue un défi économique avec des problématiques de transition à la fois environnementales, sociales et sociétales ”



nale ou continentale pour avoir une intelligence du monde. Si les menaces traditionnelles ou nouvelles sont multiples, les opportunités sont partout pour celui qui croit en l'avenir », nous rassurait Alain Juillet lors d'une allocution où se mêlent optimisme et pragmatisme. Cette vision long-termiste et systémique est essentielle pour construire des territoires compétitifs à l'échelle internationale. Or l'inefficacité des politiques successives questionne. D'aucuns considèrent que les solutions mises en œuvre font figure de pansements en ne s'attaquant pas véritablement au nerf de la guerre. La prise de conscience tant attendue ne resterait-elle à ce jour qu'un doux rêve pour quelques idéalistes désireux de sauver un modèle économique, social et écologique à la française ?

Proposées dans ce contexte historique nourri de blessures et de nombreuses incompréhensions, les 15 mesures de la loi « industrie verte » veulent conjurer les défis industriels français

avec l'accompagnement de la transition écologique du secteur.

Or, nous l'avons vu, relier industrie et France pourrait relever de l'oxymore tant le recul de la première a été structurel dans la seconde.

Le sujet apparaît d'autant plus épineux qu'il conjugue en l'occurrence un défi économique avec des problématiques de transition à la

fois environnementales, sociales et sociétales. Si « Redévelopper l'industrie dans (une ville, une région, un pays) où elle est en recul » pour paraphraser le petit Robert,



constitue l'une des priorités du programme des cent

jours d'Élisabeth Borne, le projet de réindustrialisation convoque une logique globale, systémique même, qui nous engage vers un renouveau du contrat social. L'ancien ministre de l'Économie et du Redressement productif, Arnaud Montebourg, relève lui-aussi l'ambiguïté du problème et confesse la nécessaire conjugaison de ces objectifs : « J'ai deux cerveaux : je veux réindustrialiser et je suis écologiste ». Et l'on n'a d'autre choix que de résoudre de tels dilemmes pour faire face à l'urgence de la situation sur le plan économique et social, nous l'avons dit, mais aussi lorsque l'on sait que 6 des 9 limites planétaires définies par Rockström et ses co-auteurs en 2009¹ ont déjà été franchies en 2023. Le projet de loi porté par le gouvernement sur la réindustrialisation verte veut dépasser des obstacles bien identifiés en travaillant à la « simplification d'implantations d'entreprises », l'« amélioration de la planification foncière », le « renforcement des leviers de décarbonation (commande publique, labels, économie circulaire) » et la « mobilisation de l'épargne des français ». Mais de telles idées, simples à énoncer, apparaissent beaucoup plus complexes à mettre en œuvre tant elles nécessitent de modifier en profondeur nos usages. Des progrès sont en cours et l'on voit les acteurs institutionnels et politiques s'ouvrir plus que par le passé à la vie entrepreneuriale. Néanmoins, les bonnes volontés s'affrontent avec des limites évidentes au regard des enjeux.

UN DÉFAUT D'ATTRACTIVITÉ

Parce que nous avons appris à faire sans industrie ou parce que nous ne percevons pas nettement les conséquences de sa délocalisation, la réindustrialisation ne constitue pas à proprement parler une attente pour la plupart d'entre nous. L'image de l'industrie souffre d'un défaut d'attractivité forgé par des décennies d'industrie-bashing liées notamment à des pratiques non respectueuses de l'environnement et des hommes. Revenir sur le « suicide économique de la désindustrialisation », pour paraphraser Bruno Le Maire, nous impose d'embarquer les défis sociaux et environnementaux pour faire sens et canaliser l'ensemble des forces, au-delà des tensions partisans.

“ Réindustrialiser en respectant l'environnement, c'est aussi faire revivre des territoires que l'on avait laissés mourir ”

¹ Rockström, J., Steffen, W., Noone, K. et al., « A safe operating space for humanity », *Nature*, 461, pp. 472-475 (2009)

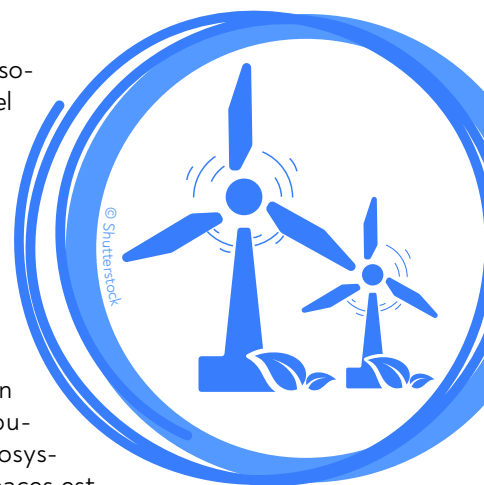


La réindustrialisation made in France définit une économie au service de l'homme et de sa qualité de vie. En ce sens, certains économistes sont tentés par une intervention, de plus, de l'État pour prioriser les domaines de la réindustrialisation dans une recherche d'indépendance sur les besoins essentiels mais aussi pour rééquilibrer la balance commerciale de la France. Si des orientations peuvent être encouragées, il ne faut pas perdre de vue la subsidiarité nécessaire à l'engagement des forces vives. Sur le terrain, les entrepreneurs prônent une posture opportuniste pour produire « partout où on peut restaurer la souveraineté industrielle française, de la mascotte des JO dont la production aurait pu être française, à la production d'aiguilles au Pays basque », nous explique Gilles Mathelié-Guinlet, ambassadeur néo-aquitain des Forces Françaises de l'Industrie. L'innovation et l'agilité sont la clé pour retrouver de la compétitivité économique et valoriser pleinement le modèle social et écologique français. On retrouve ici l'argument qui faisait de la Responsabilité Sociale des Entreprises l'un des vecteurs de compétitivité de l'union européenne dans son rapport annuel de 2008 auquel elle consacrait son huitième chapitre. Faire de la réindustrialisation respectueuse de l'environnement nécessite de reconcevoir les produits en mobilisant des compétences spécifiques, à renforcer, intégrant notamment la circularité et les coûts humains de production. Au niveau microsocial, les entreprises repensent leurs modèles d'affaires que ce soit en amont avec l'usage de matières premières recyclées, comme en aval où la durée de vie et les services associés devront être renforcés. Le renouveau des bicyclettes illustre bien les possibilités offertes par une telle écono-

mie. Il s'agit au niveau macrosocial de reprogrammer le logiciel culturel des Français.

LA GESTION DES ESPACES

La réindustrialisation se conçoit et s'inscrit dans le cadre plus général de l'écologie industrielle pour prendre en compte la gestion des ressources et des débouchés dans une approche écosystémique. La gestion des espaces est alors un des points d'achoppement lorsqu'il s'agit de redéfinir notre engagement dans les territoires ou de re-végétaliser des zones minéralisées. L'objectif de zéro artificialisation nette suppose de « faire émerger du foncier disponible » et pour cela de redonner vie à des territoires délaissés, les grandes zones urbaines étant saturées. Les « métropoles » comme Bordeaux ne peuvent supporter davantage de population, davantage de construction et davantage de transports. Ce point est devenu critique car les politiques d'urbanisation des dernières décennies se sont trop régulièrement opposées aux enjeux de transition : des zones construites à la va-vite, souvent pour des raisons électorales, en minéralisant et en faisant la part belle aux grands groupes nationaux plutôt qu'aux initiatives locales et entrepreneuriales. Les avis convergent d'ailleurs vers la renaturalisation, la réintroduction des arbres et des zones vertes indispensables à une maîtrise de la température et une humidification raisonnée des sols. Les implantations industrielles trouvent leur place plus loin, dans les territoires. La transition écologique nous invite à un retour vers les zones rurales, là où les friches sont nombreuses et les sites à revitaliser peu coûteux. Réindustrialiser en respectant l'environnement, c'est aussi faire revivre des territoires que l'on avait laissés mourir. Mais de telles greffes ne pourront prendre qu'en s'inscrivant dans un écosystème pour amener une vie sur les territoires : des familles, des entrepreneurs, des commerces de proximité, des administrations et des associations, des services médicaux et des infrastructures, mais aussi des arts, du fun et de l'aventure. Avec la vie, il faut compter sur la vie des affaires. La





“ On ne peut que douter de la cohérence pour une nation de financer un pivotement stratégique de grande ampleur sans révolutionner son modèle de financement ”

Paul Reynaud, ministre de Daladier, qui en 1939 se voulait rassurant : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts ».

Mais il faudrait pour cela fermer les yeux sur la réalité des échanges internationaux. La finance du XXI^e siècle se joue en milliers de milliards, avec des acteurs comme BlackRock qui gèrerait 10 000 milliards à lui seul ou les plus de 15 000 milliards sous gestion pour les 10 principaux fonds de pensions internationaux.

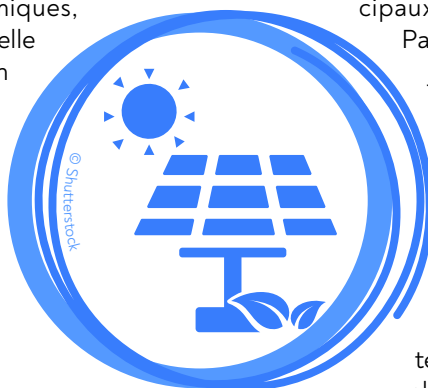
Parmi ces derniers, le seul fonds public japonais GPIF capitalise 1 412 milliards d'euros, soit davantage que le PIB de l'Espagne en 2020. Il s'est fait remarquer en 2021 par un rendement exceptionnel de 25,15 % générant plus de 286 milliards d'euros de gains, des fonds qui peuvent être investis dans les entreprises nationales ou internationales, dans les terres agricoles ou dans l'immobilier. Les quelques dizaines de milliards investies d'ici

2030 en France apparaissent bien dérisoires et

illustrent une nouvelle fois les limites de notre modèle centralisé et court-termiste de notre financement de l'économie. Un pays ne peut fonctionner sans constituer des fonds de capitalisation de grande ampleur pour alimenter l'économie et accompagner les transitions. Il ne peut pas davantage délaisser les investissements en intelligence en leur préférant l'immobilier et les assurances vie lesquels constituent en France la majeure partie du patrimoine des ménages.

On ne peut que douter de la cohérence pour une nation de financer un pivotement stratégique de grande ampleur sans révolutionner son modèle de financement, casser les codes et révolutionner les usages. Si le défi français est incommensurable, ce serait sans compter sur un héritage culturel national où, pour paraphraser Beaumarchais, « la difficulté de réussir ne fait qu'ajouter à la nécessité d'entreprendre ». ■

proximité d'affaires est un indispensable à la redynamisation et porte en fer de lance la notion de circuit court. Une telle proximité limite l'impact carbone, et renforce l'assurance que la production est réalisée en respectant des exigences à la fois économiques, environnementales et sociales. Mais elle ne peut s'envisager sans embarquer en profondeur un projet de rénovation de l'attractivité des territoires : « Il faut que les entreprises d'un territoire travaillent en meute », précise encore Gilles Mathélié-Guinlet. Innover, c'est aussi penser en termes de coopération, travailler en réseau, vivre ensemble.



UN FINANCEMENT À LA HAUTEUR ?

Dernier point de cette tribune et mesure importante du projet de loi industrie verte, on peut se demander si le financement de la réindustrialisation est à la hauteur du choc de compétitivité recherché dans le cadre de France 2030. Peut-être faut-il rappeler les « 54 milliards d'euros d'investissement » orientés sur la période « 2022-2027 en faveur de l'industrie, des technologies innovantes et de la transition écologique ». Dans le cadre du projet de loi « Industrie verte », on parle aussi plus spécifiquement de 5 milliards d'euros véhiculés d'une part via la création d'un nouveau support, le « Plan Épargne Avenir Climat » et d'autre part via l'orientation d'une partie de l'épargne retraite. Enfin, et surtout, le crédit d'impôt viserait à diriger quelques 3 milliards d'investissements par an jusqu'en 2030. De tels montants sont évidemment consistants, voire très importants à l'échelle française et l'on aurait envie de reprendre la formule de

Le bel été d'un tourisme en mutation

ÉCONOMIE • La saison touristique estivale a été globalement très profitable pour les professionnels, d'après Bercy. Mais le secteur subit des mutations importantes, notamment liées au réchauffement climatique.

Par Anne DAUBRÉE

Une saison touristique « excellente ». Ce sont les mots d'Olivia Grégoire, ministre déléguée chargée des Petites et moyennes Entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme. Le 29 août, à Bercy, elle présentait le bilan estival du tourisme, aux côtés de François de Canson, président d'ADN Tourisme, Fédération nationale des organismes institutionnels de tourisme, Hugo Alvarez, sous-directeur chez Atout France et Caroline Leboucher, directrice générale d'Atout France. Au total, les recettes internationales du tourisme devraient se situer entre 64 et 67 milliards d'euros. L'an dernier, ce chiffre s'élevait à 58 milliards d'euros. Côté clientèle, « les Français ont sacrifié les vacances, malgré le contexte inflationniste », constate Olivia Grégoire. Le concept de « vacances » est à prendre au sens

très large : si 67 % des Français sont partis en juillet ou en août, c'est en vacances ou pour un simple week-end. Parmi ceux qui n'ont pas bougé, 4 sur 10 évoquent un manque de moyens. Mais ceux qui se sont déplacés ne sont pas allés très loin : 88 % d'entre eux sont restés dans l'Hexagone. Toutefois, « certains recommencent à partir pour l'étranger. Nous avons perdu un point par rapport à 2022 », note François de Canson.

Quant à la clientèle internationale, elle fait son retour en France, mais de manière différenciée selon la provenance. L'an dernier, les « voisins » étaient plus massivement revenus que les touristes qui prennent des moyens ou long-courriers pour se rendre chez nous. 2023 marque leur retour avec

De gauche à droite, Olivia Grégoire, ministre du Tourisme ; François de Canson, président d'ADN Tourisme ; Hugo Alvarez, sous-directeur observation, prospective et stratégie chez Atout France ; Caroline Leboucher, directrice générale d'Atout France.



+ 15 % en août, par exemple. Parmi eux, des Américains, des Canadiens, mais également des Asiatiques. Avec des pics, comme pour les Japonais dont la fréquentation (qui partait de très bas) a crû de 140 %.

Par ailleurs, globalement, en termes de destination choisie par les vacanciers sur le territoire « le tourisme a été beaucoup plus homogène que d'habitude », commente Olivia Grégoire. Si les littoraux demeurent la destination où se concentrent le plus de vacanciers, la campagne, et surtout la montagne, ont vu leur fréquentation s'accroître considérablement. *A contrario*, certaines destinations ont connu une baisse. En cause : l'effet « répulsif » de prix trop élevés, selon les termes d'Olivia Grégoire, et une météo désastreuse.

L'ÈRE DU VACANCIER INSAISSISSABLE ?

Ces bémols signalent que le secteur du tourisme devra faire face à de nombreux défis. « Nous assistons à des mutations profondes dans la consommation du tourisme (...). Nous n'en sommes qu'aux prémisses », prévient

RÉGULER LES FLUX TOURISTIQUES

Pour Olivia Grégoire, en visite le 29 août, dans la baie de Somme, interrogée sur le risque de surfréquentation de certains sites touristiques, « la question est bien celle de la surfréquentation de certains lieux. La surconcentration touristique touche 20 % du territoire, pas plus. Et ce n'est pas à moi de dire ce qu'il faut faire au cas par cas. Nous avons écouté ce qui se fait, par exemple aux calanques de Marseille et Cassis (ou à Porquerolles, ou au mont Saint-Michel...). La réponse est dans la régulation des flux de visiteurs. Car il s'agit plutôt de pics de fréquentation, et non de « surtourisme » ». La ministre suggère d'« équiper les collectivités locales d'outils, comme des boîtiers de comptage, par exemple. Cela peut coûter des dizaines de milliers d'euros. C'est pourquoi j'ai annoncé, en juin dernier, un plan d'action sur le sujet ; l'État va prendre en charge 50 % du financement de telles solutions, et des dispositifs d'accompagnement vont être mis en place dans les prochains mois ».

Comme annoncé, ces mesures, incluant aussi des initiatives de sensibilisation et de communication, des guides de bonnes pratiques, etc., vont s'appuyer notamment sur les compétences d'Atout France, chargé de créer une plateforme numérique *ad hoc*, et les financements sont confiés à la Banque des Territoires.

P. M.

Olivia Grégoire. De fait, les attentes et les comportements des vacanciers ont profondément évolué. En particulier, sur fond de météo capricieuse, l'été qui s'achève a permis de constater qu'« on change de destination et on réserve à la dernière minute, en fonction de la météo », décrit Olivia Grégoire. Autre changement majeur : l'allongement de la période de vacances sur l'année. Les « grandes vacances d'été » ont laissé place à des séjours de plus courte durée qui peuvent se dérouler entre mai et octobre. Ce dont témoignent les chiffres du tourisme en mai et juin et les - très bonnes - prévisions pour l'arrière-saison.

Par ailleurs, cette année, l'inflation a influencé les comportements des Français. Il faut y ajouter l'effet de certaines flambées de prix (+ 30 % dans l'hôtellerie, dans certaines régions) qui ont poussé les vacanciers à se tourner vers la location. Il y a là un véritable sujet d'inquiétude en matière d'attractivité de la destination France. Cette dernière fait face à une concurrence internationale où se confrontent des acteurs historiques comme l'Espagne, mais aussi de nouveaux entrants, comme le Qatar.

Olivia Grégoire en a appelé à « la responsabilité de tous en matière de prix ». D'ici la fin de l'année, un observatoire des prix signalera les prix qualifiés de « déraisonnables » des opérateurs sur les plateformes en ligne. Les jeux olympiques de juillet 2024 sont en vue... Mais déjà, ADN Tourisme a travaillé avec les hôteliers du sud de la France, pour veiller à ce que leurs tarifs ne gonflent pas démesurément durant la coupe du monde de rugby, qui se tient cet automne, jusqu'au 28 octobre. « Il s'agissait d'expliquer qu'il faut garder des prix raisonnables, autrement les visiteurs restent une seule nuit, et non sur la durée », précise François de Canson. Pour lui, le secteur du tourisme est déjà en train de s'adapter aux multiples enjeux auxquels il fait face. Cet été, pour pallier les difficultés que rencontrent les saisonniers à se loger, par exemple, la Bretagne a mis à disposition des internats dans les lycées. À Nice et à Toulon, les logements étudiants ont été mis à contribution. Des mesures ont été prises pour limiter le « surtourisme », comme des systèmes de réservation (dans les calanques marseillaises). Et la région Sud met en place une offre touristique hivernale... ■



Le commerce équitable : arme anti-inflation ?



ÉCONOMIE • Selon Commerce équitable France, en 2022, le commerce équitable essentiellement concentré sur les produits alimentaires a connu une croissance de 2 %, alors que la consommation globale de ces produits baissait de 4,6 %, selon l'Insee.

Par Anne DAUBRÉE



A contre-courant. En 2022, le commerce équitable en France a enregistré une croissance de 2 %, par rapport à l'année précédente. C'est ce qu'a dévoilé le 3 juillet dernier, dans un communiqué, Commerce équitable France. L'association réunit les professionnels de ce secteur, engagés dans un modèle économique structurellement fructueux pour les producteurs, avec une dimension écologique. Ils se signalent par des labels comme « Fair for Life », « Max Havelaar » ou « Bio équitable en France ».

En dépit du contexte défavorable de l'année 2022, marqué par une baisse de la consommation dans l'alimentation, le « petit » secteur a donc atteint un chiffre d'affaires de 2,1 milliards d'euros (dont 95 % d'alimentaire). Les produits frais (boulangerie, fruits et légumes, œuf, viande...) pèsent pour la moitié

des ventes, suivis des boissons (29,7 %), de l'épicerie sucrée (17 %) et de celle salée (3 %).

Structurellement, ce marché se partage en deux grands segments. Celui, historique, des produits issus des filières internationales (65 % des ventes), et celui du « Made in France ». Identifié depuis 2014, ce dernier pèse déjà 35 % du marché. En 2022, il a enregistré une progression de 5,5 % pour atteindre 746 millions d'euros de chiffre d'affaires. En son sein, parmi les catégories qui ont le plus progressé en figurent deux, déjà importantes : celle des produits laitiers (17 % des ventes de produits issus du commerce équitable origine France), avec 25 % de croissance, et celle des produits de boulangerie (54 % des ventes), en hausse de 15 %. Des niches comme les tisanes équitables (et 100 % bio) et les produits d'épicerie salée ont aussi enregistré de fortes augmentations, respectivement + 26 % et + 68 %.

VOYAGER PLUS ÉTHIQUE...

Les voyages représentent 4 % du chiffre d'affaires du commerce équitable. Le secteur a vu son chiffre d'affaires tripler en 2022.

Pour Commerce Équitable France, c'est le signe d'un intérêt pour des voyages plus éthiques, après une prise de conscience durant le Covid.

MOINS DE PRODUITS D'AILLEURS, MOINS D'INFLATION

Dans le deuxième segment de marché, celui des ventes des produits issus des filières internationales de commerce équitable, les ventes se sont seulement maintenues (+ 0,1 %), pour atteindre 1,35 milliard d'euros de chiffre d'affaires, l'an dernier. Mais cette sta-

bilité masque des dynamiques très diverses. Des petits segments sont en croissance, à l'image des fruits exotiques (hors banane), avec des ventes qui affichent une progression de 78 % ou encore des produits d'épicerie sucrée, en hausse de 53 %. Plus préoccupant, les grandes catégories historiques comme le chocolat (19,3 % des ventes), les bananes (16,3 %) et le café (36,7 %) reculent. Le repli des ventes atteint 4 % pour le premier et 1 % pour les deux autres. Toutefois, sur ces produits, les baisses dans le commerce équitable sont généralement moins importantes que celles des produits équivalents classiques, d'après Commerce Équitable France.

Plus largement, selon Julie Stoll, déléguée générale de Commerce Équitable France, les bonnes performances globales du secteur s'expliquent par le fait que l'adhésion des Français à un type de consommation éthique « n'est pas une mode ». L'association avance aussi une autre explication : les produits issus du commerce équitable étant « exempts de phénomènes spéculatifs », ils n'ont pas subi les mêmes hausses de prix que le reste du marché, en 2022. À l'image des pâtes alimentaires dont les prix ont augmenté de plus de 25 %, suite à la forte hausse des cours mondiaux du blé. ■



Le **plafond** de verre des seniors

EMPLOI • Docteur en psychologie sociale, Patrick Scharnitzky est directeur associé au sein du cabinet de conseil et de formation AlterNego, qui a récemment publié une étude sur la deuxième partie de carrière des salariés. Il accompagne les entreprises sur les questions liées à l'inclusion, au management intelligent des diversités, et à l'impact des stéréotypes sur les interactions sociales et professionnelles.

Par Charlotte DE SAINTIGNON

Que révèle l'étude du cabinet AlterNego* sur la deuxième partie de carrière ?

Elle met essentiellement en évidence un décalage fort de perception chez les plus de 45 ans. D'un côté, ils se déclarent volontaires, désireux de continuer à se projeter dans l'entreprise et surtout plus disponibles, car allégés de certaines charges familiales. En effet, près de 90 % des répondants disent souhaiter transmettre ce qu'ils savent de leur travail dans leur entreprise et ce taux ne décline pas avec l'âge entre les 45-49 ans et les plus de 60 ans. Mais de l'autre, ils expriment le sentiment que l'entreprise n'a plus grand-chose à leur offrir, dans un climat de jeunisme qui peut les stigmatiser. Ils ne sont que 25 % à considérer que « les opportunités d'évolution de carrière que me propose mon entreprise sont satisfaisantes » et ce taux décline avec l'âge.

De quels stéréotypes pâtissent les seniors ?

Ce n'est pas vraiment nouveau, mais le jeunisme ambiant et grandissant de notre société cimente des stéréotypes envers les « plus seniors » dans les entreprises. On les dit peu à l'aise avec les outils digitaux, démotivés, moins adaptables et manquant d'énergie. Ces stéréotypes, confirmés par 25 % des répondants, génèrent de la discrimination pour près de 30 % d'entre eux et des micro-agressions, telles que des blagues jeunistes (28 % des salariés interrogés).

Que peuvent-ils pourtant apporter aux entreprises ?

C'est la diversité des profils et le mélange, dans une logique d'inclusion, qui apportent de la richesse aux entreprises. Les « plus seniors » ne sont donc, dans l'absolu, ni meilleurs ni pires que les autres. En revanche, amener les générations à s'apporter mutuellement et s'appuyer sur l'expérience des plus anciens est forcément une richesse. La gestion des âges est aussi un levier indirect de la mixité femmes/hommes. En effet, si on rallonge les carrières et limite les effets du plafond de verre, on permet aux femmes, qui ont statistiquement une charge mentale plus lourde et un équilibre des temps de vie plus précaire, de se projeter et de monter dans la hiérarchie de l'entreprise. On voit d'ailleurs, dans l'étude, que les femmes sont légèrement plus intéressées sur le sujet de la seconde partie de carrière. Mais sur-



“ Il existe dans beaucoup d'entreprises un seuil implicite au-delà duquel on « ne fait plus carrière » ”

tout, elles sont plus nombreuses au-delà de 45 ans à dire s'autocensurer (28 %, contre 22 % des hommes) et moins à se sentir reconnues pour qui elles sont (49 %, contre 54 % pour les hommes).

Comment aller dans le sens du gouvernement et accroître l'emploi des seniors et aider aux reconversions ?

Plusieurs niveaux d'action sont possibles, en allant des plus « légères » aux plus « autoritaires ». Il faut changer la culture d'entreprise et les stéréotypes, en luttant contre le jeunisme (wording, visuels, rôles modèles...). Plus d'un répondant sur deux considère travailler dans un environnement jeuniste et ce sentiment corrèle négativement avec le sentiment d'appartenance, le respect de la singularité de chacun et le partage des valeurs dans l'entreprise. Il est ensuite nécessaire de changer les pratiques de gestion des carrières, tant sur le recrutement que sur l'accès à la formation et la gestion du temps des carrières. 55 % des répondants expriment le fait que « passé un certain âge, certains postes de l'entreprise ne sont plus accessibles ». Enfin, et si c'est nécessaire, il faudra imaginer un quota de salariés au-delà d'un seuil d'âge, qui reste à définir, à condition de bien le calibrer et de le rendre adaptable aux différents secteurs d'activité.

De quelle manière les entreprises peuvent-elles penser et mettre en place une politique d'accompagnement des plus de 45 ans ?

Le plus important est de faire sauter le plafond de verre lié à l'âge. Il existe dans beaucoup d'entreprises un seuil implicite au-delà duquel « on ne fait plus carrière ». Cela est dévastateur pour les plus âgés et, d'une façon projective, pour les plus jeunes. Et surtout, totalement en inadéquation avec les temps de

la vie privée. Avec un premier enfant autour de 30 ans et un second avant 35 ans, la « famille type » produit un embouteillage dans l'équilibre des temps de vie, le plus fort entre 30 et 45 ans. Et c'est malheureusement pile la période pendant laquelle on demande aux salariés de jouer leur carrière. C'est un non-sens. Notre étude démontre que les entreprises qui déploient le plus d'actions d'accompagnement de la seconde partie de carrière sont celles dans lesquelles les opinions et ressentis sont les plus positifs. Les actions les plus plébiscitées sont : d'abord, la mise en place de dispositifs de temps partiel payés à temps plein (83 % des répondants) ; puis, le tutorat et le mentoring (76 %) ; le mécénat de compétences (71 %) ; et l'accompagnement des personnes aidantes (69 %).

Comment les pratiques peuvent-elles devenir moins discriminatoires et plus inclusives ?

Pour réussir cette transformation, il faut engager tous les acteurs de l'entreprise dans le même sens : les dirigeants, à travers une vision et des objectifs ; les RH, par des outils de gestion des carrières dépollués des stéréotypes ; les managers, dans leur capacité à gérer la dynamique des collectifs, en luttant contre toutes les micro-agressions (blagues, remarques déplacées...) ; et enfin les communicants, en redonnant aux « plus seniors » une place et une image qui leur permettent de s'identifier et « d'oser être soi ». L'inclusion des salariés en seconde partie de carrière passe immanquablement par le sens donné au travail. Même si ce constat est vrai pour toutes les générations, il est clair que plus on se sent exclu, plus la question du sens est centrale dans la façon de retrouver une place et de se sentir inclus. Le sentiment de trouver du sens dans son travail est corrélé dans notre étude avec trois aspects : le plaisir de transmettre, le sentiment d'autonomie dans son travail et la qualité du soutien social. ■

* Questionnaire réalisé en ligne du 15 janvier au 15 février 2023, auprès de 10 205 salariés de 45 à 60 ans en emploi

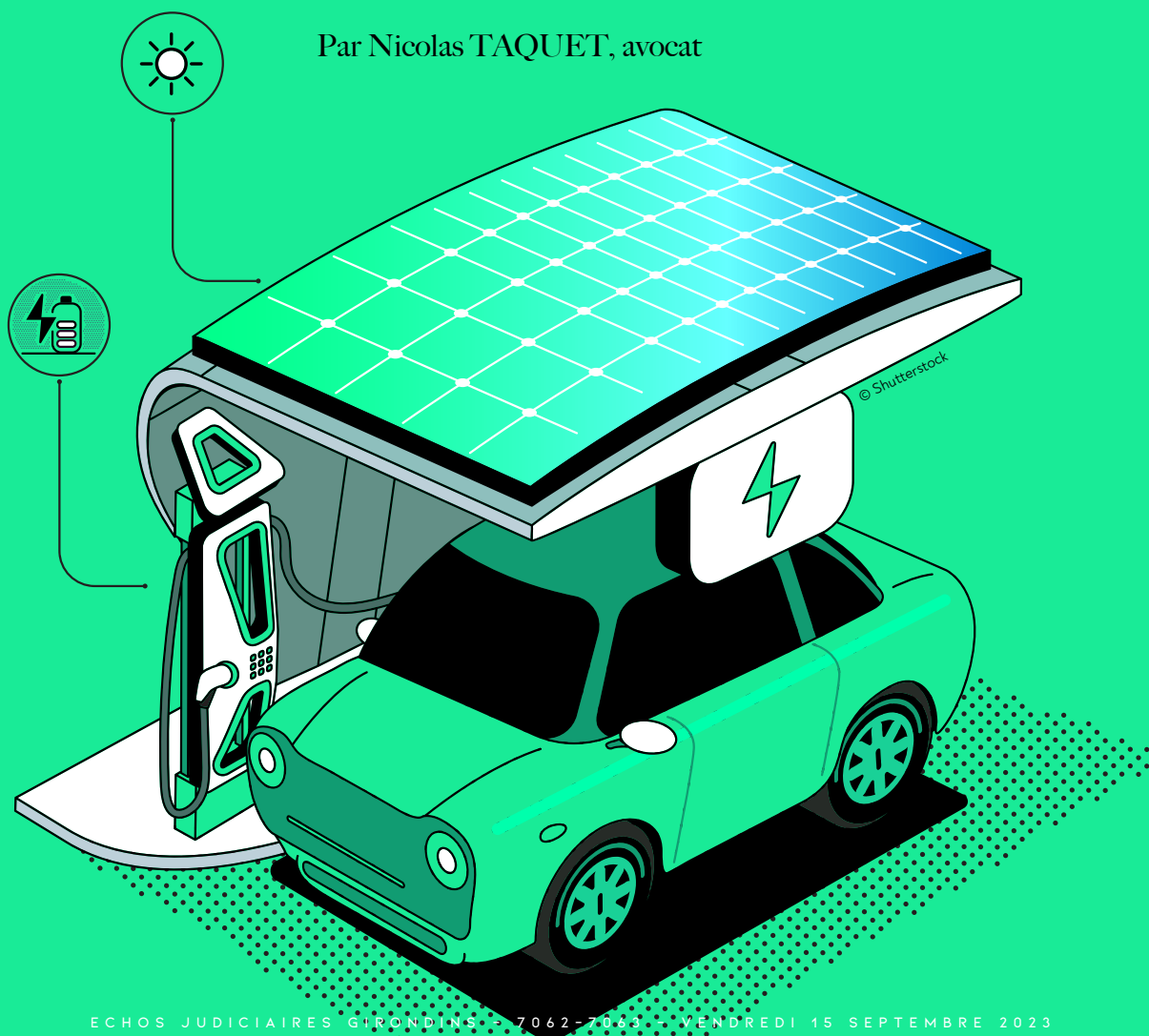
PATRICK
SCHARNITZKY

TENDANCES BUSINESS

De l'ombre pour les parkings

DROIT • L'obligation d'installer des « ombrières » au-dessus des parkings extérieurs, créée par la loi « Climat et résilience » du 22 août 2021, a été récemment renforcée par la loi d'accélération des énergies renouvelables (EnR). L'objectif ? Faire d'une pierre deux coups : amener de l'ombre (et donc baisser la température au sol) et produire de l'énergie.

Par Nicolas TAQUET, avocat



UNE OBLIGATION NÉE DE LA LOI « CLIMAT ET RÉSILIENCE »

La loi Climat et résilience du 22 août 2021 entre en vigueur petit à petit. Depuis le 1^{er} juillet 2023, une nouvelle étape vient d'être franchie : l'obligation de créer des ombrières au-dessus des parkings (ou « aires de stationnement extérieures »).

L'article 101 de la loi Climat et résilience a introduit l'obligation, pour les nouveaux parkings extérieurs ouverts au public de plus de 500 m², d'intégrer soit des dispositifs végétalisés, soit des ombrières photovoltaïques, de façon à ombrager au moins la moitié de leur surface. Cette obligation existe également pour les parcs de stationnement extérieurs déjà existants, mais est déclenchée à l'occasion de la réalisation de travaux ou de la conclusion ou du renouvellement d'un contrat de prestation de services. Ces dispositions sont applicables aux demandes d'autorisation de construction ou d'aménagement d'urbanisme déposées à compter du 1^{er} juillet 2023.

Toutefois, le gouvernement a considéré que cette obligation était finalement d'une portée trop limitée, car elle était conditionnée à la survenue d'un fait générateur (dépôt d'une demande, réalisation de travaux, conclusion ou renouvellement d'un contrat) qui pouvait ne jamais arriver pour certains parkings.

D'UNE LÉGISLATION À UNE AUTRE

La loi « EnR » du 10 mars 2023 a étendu le champ d'application de l'obligation et l'a légèrement modifié. Depuis le 1^{er} juillet 2023, tous les parcs de stationnement extérieurs d'une superficie supérieure à 1 500 m² devront être équipés, « sur au moins la moitié de cette superficie, d'ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage ». Cette obligation nouvelle s'applique aux parcs de stationnement extérieurs « existants au 1^{er} juillet 2023 », ce qui change la donne par rapport à la solution retenue dans la loi Climat et résilience. Les parkings de plus de 10 000 m² ont trois ans (1^{er} juillet 2026) pour se mettre en conformité et ceux entre 2 500 et 10 000 m², cinq ans (1^{er} juillet 2028).

L'articulation avec les dispositions résultant de l'article 101 de la loi Climat et résilience, complexe à appréhender, est la suivante :

- les nouveaux parkings seront soumis aux dispositions de l'article 101 et devront se mettre en conformité, lors de leur construction ;
- les parkings déjà existants seront soumis aux nouvelles dispositions de la loi EnR et devront se mettre en conformité sous trois à cinq ans, selon le cas. Une fois mis en conformité, ils seront de fait conformes aux dispositions de l'article 101 de la loi Climat ;
- un parking déjà existant qui subit une rénovation lourde ou au titre duquel est conclu ou renouvelé un

“Tous les parcs de stationnement extérieurs d'une superficie supérieure à 1 500 m² sont concernés”

contrat de prestation de services avant sa mise en conformité au titre de la loi EnR devra se mettre en conformité avec les dispositions de l'article 101 de la loi Climat.

UN PRINCIPE... ET DES EXCEPTIONS

L'article 40 de la loi EnR liste un certain nombre d'exceptions à cette nouvelle obligation. Entre autres, elle n'est pas applicable lorsque le gestionnaire met en place des procédés de production d'énergies renouvelables ne requérant pas l'installation d'ombrières (sous réserve toutefois que la production d'énergie soit équivalente).

De même, cette obligation sera écartée lorsque :

- les contraintes techniques, économiques, de sécurité, architecturales, patrimoniales et environnementales ou relatives aux sites et aux paysages sont trop importantes ;
- le parc de stationnement est déjà ombragé par des arbres sur au moins la moitié de sa superficie ;
- le parc de stationnement doit être supprimé ou transformé dans le cadre d'une opération d'aménagement mentionnée à l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme.

SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Des sanctions administratives sont prévues à l'encontre des gestionnaires de parc de stationnement récalcitrants. L'article 40 de la loi EnR prévoit en effet que les manquements « sont constatés par les fonctionnaires et les agents publics mentionnés à l'article L. 142-21 du Code de l'énergie, ainsi que par les officiers ou les agents de police judiciaire et les fonctionnaires et les agents mentionnés au premier alinéa de l'article L. 480-1 du Code de l'urbanisme ».

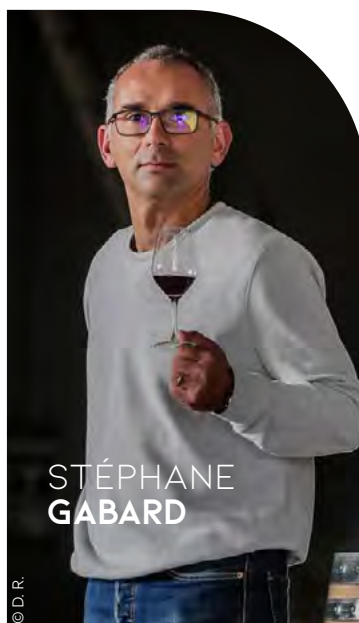
Après procédure contradictoire qui devra être précisée dans un futur décret, la sanction pécuniaire sera prononcée « chaque année » par l'autorité administrative (dont on ne sait pas encore qui elle est) et jusqu'à la mise en conformité du parc, dans la limite d'un plafond fixé selon sa superficie : de 20 000 euros en deçà de 10 000 m² et de 40 000 euros à partir de 10 000 m². Cette sanction devra être proportionnée à la gravité du manquement. ■

Sortir en Gironde En bref



La Teste-de-Buch MISSION PATRIMOINE AU SECOURS DE LA CABANE TCHANQUÉE N° 3

La mission Patrimoine pour la sauvegarde du patrimoine en péril, portée par Stéphane Bern, déployée par la Fondation du patrimoine et soutenue par le ministère de la Culture et la Française des Jeux (FDJ), a dévoilé les 100 sites départementaux qui bénéficieront d'un soutien financier. Celui-ci sera obtenu grâce à la contribution de la FDJ à travers des tickets à gratter (Illiko Mission Patrimoine) et des tirages loto dédiés à l'opération, dont le super loto du 15 septembre. En Gironde, c'est la cabane tchanquée numéro 3 qui a été retenue. Depuis 2019, elle connaît une dégradation importante au niveau des pilotis, dont certains ont leur base complètement rongée. Après des travaux de consolidation temporaire, un projet de reconstruction porté par la ville et le littoral vise à retrouver l'authenticité de la cabane d'origine : cabane et pilotis en bois, peinture rouge pour la balustrade et sens d'origine de l'escalier. 112 150 € ont déjà été récoltés sur les 366 000 € à atteindre.



Gironde STÉPHANE GABARD RÉÉLU PRÉSIDENT DES AOC BORDEAUX ET BORDEAUX SUPÉRIEUR

Stéphane Gabard a été réélu président du syndicat des AOC Bordeaux et Bordeaux Supérieur. Viticulteur à Galgon,

trésorier du syndicat pendant 7 ans, il a été élu pour la première fois à ce poste en décembre 2020. Le conseil d'administration l'a reconduit dans ses fonctions pour continuer de mettre en œuvre la feuille de route stratégique 2022-2025. Celle-ci intervient dans un moment délicat marqué par des difficultés à la fois climatiques et sanitaires, et dans un contexte économique compliqué avec un redémarrage du grand export qui tarde. Sa mission s'appuiera sur 3 points : la régulation (des volumes), la promotion (ADN du bordelais) et l'offre (valorisation et nouveaux produits.)

Bordeaux UN NOUVEAU CHEF POUR LE GABRIEL

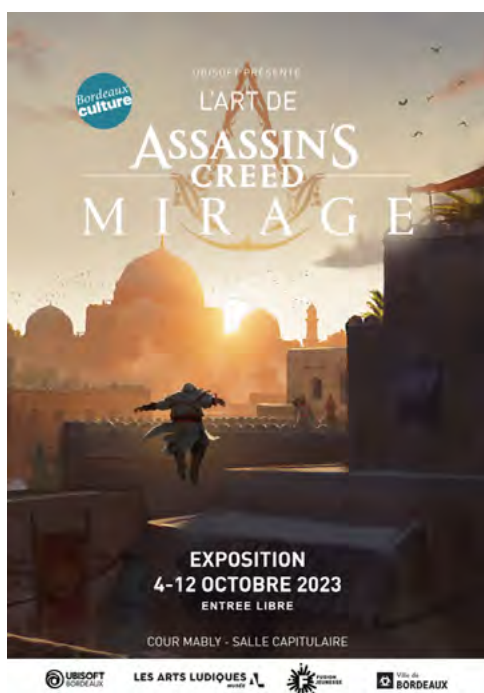
Stéphanie de Bouïard-Rivoal, présidente d'Angélus, a annoncé la nomination de deux nouveaux chefs pour les établissements appartenant à la famille. Pour l'emblématique établissement *Le Gabriel*, elle a choisi Bertrand Noeureuil qui succède à Alexandre Baumard. Jusqu'à présent chef au restaurant *Plénitude* de Cheval Blanc Paris, Bertrand Noeureuil prend ainsi les rênes à la fois de l'Observatoire, la table gastronomique et du 1544, le bistrot du Gabriel. Autre nouveau chef : Thibaut Gamba arrive au *Logis de la Cadène* à Saint-Émilion. Prix du jeune talent Gault&Millau, il a dirigé le restaurant 1 étoile le Clarence à Lille pendant 6 ans.



**BERTRAND
NOEUREUIL**
nouveau chef
du Gabriel



**THIBAUT
GAMBA**
arrive au *Logis
de la Cadène*



Bordeaux DANS LES COULISSES D'ASSASSIN'S CREED MIRAGE

Le créateur de jeux vidéo Ubisoft et le musée des Arts ludiques présentent en première mondiale à Bordeaux une exposition qui met en scène la dimension artistique du nouvel opus de la saga *Assassin's Creed Mirage*. Cet épisode, qui a nécessité plusieurs années de travail et rassemblé une équipe de création et de production de plusieurs centaines de personnes, sortira le 5 octobre. L'exposition événementielle « L'art de Assassin's Creed Mirage » permettra aux visiteurs de découvrir plus de 70 œuvres commentées, ainsi que des costumes et accessoires issus de la création du jeu. L'équipe créative sera présente à cette occasion. Le bureau d'un directeur créatif d'Ubisoft sera reconstitué afin de mieux partager ses inspirations et la méthodologie de son travail artistique.

**« L'art de Assassin's Creed Mirage »
du 4 au 12 octobre à la Cour Mably**



Punta
Cana

Les défis du tourisme durable

TOURISME • À l'heure du surtourisme et du changement climatique, Punta Cana et la République dominicaine ont l'obligation de se repositionner, de proposer d'autres expériences sensorielles que le simple « all inclusive ». La Fondation Grupo Puntacana, présidée par le médiateur Jake Kheel, cherche à sensibiliser les touristes sur la nécessaire protection de l'environnement.

Par Vincent ROUSSET

À l'instar d'autres destinations insulaires, la République dominicaine et Punta Cana ont longtemps été associées au « All inclusive ». Cette formule, traduction anglaise de pension complète, inclut l'hébergement, le petit déjeuner, le déjeuner, le dîner mais aussi une collation à l'heure du goûter et certains alcools à volonté au bar. Attrayant pour le développement d'un tourisme de masse, le *All inclusive* a connu un tel succès qu'il a pu dans une certaine mesure contribuer à dégrader l'image des destinations. « Nous sommes partis de ce tourisme et de cette consommation de masse qui a fait le succès de la République dominicaine. Mais, oui, clairement le *mass market* a beaucoup détruit l'environnement et nous avons pris conscience que notre île était en danger », explique Jake Kheel, vice-président du Grupo Puntacana et président de la Fondation éponyme destinée à expérimenter de nouvelles actions pour protéger l'environnement. Personnalité médiatique star dans le monde caribéen et américain, Jake Kheel est un innovateur en matière de durabilité. Il a lancé des projets créatifs pour rendre le tourisme dominicain plus compétitif et écologiquement durable.

L'UN DES PLUS GRANDS PROJETS DE RESTAURATION DE RÉCIFS CORALLIENS

Avec la Fondation, il a dirigé l'un des plus grands projets de restauration de récifs coralliens des Caraïbes. Il a aidé à concevoir et à mettre en œuvre Zero Waste, le plus grand programme intégré de déchets solides de la République dominicaine. Il dirige en parallèle le Center for Sustainability, un groupe de réflexion qui travaille avec certaines des meilleures universités du monde pour mener des recherches et concevoir des expériences liées au développement durable.

SENSIBILISER LES TOURISTES

Car c'est bien là toute la question qui se pose : le développement touristique et donc économique est-il compatible avec la protection de l'environnement ? Il nous répond sans concession et avec détermination par l'exemple : « Nous voyons souvent les entreprises comme le principal problème causant la pollution alors qu'elles sont la solution et détiennent toutes les clés technologiques, économiques et humaines pour opé-

LOS OJOS INDIGENAS : UN SITE NATUREL D'EXCEPTION

Dans le genre protection de l'environnement, Los Ojos Indigenas est un site naturel remarquable.

Situé au cœur de la réserve écologique du complexe, il offre une expérience unique et revitalisante. Niché dans une forêt improbable, le site est surtout connu pour ses piscines naturelles cristallines, alimentées par des sources d'eau douce souterraines. Créée pour des raisons éducatives, scientifiques et récréatives, la réserve Los Ojos Indigenas abrite également de nombreuses espèces d'oiseaux et des iguanes. Outre les baignades rafraîchissantes, le lieu offre également des sentiers de randonnée pittoresques à travers la forêt tropicale. Une façon de découvrir la République dominicaine autrement.



**JAKE
KHEEL**
Président de la
Fondation Grupo
Puntacana



rer le changement environnemental », déclare le président de la Fondation Grupo Puntacana. « C'est notre responsabilité d'accélérer le changement auprès de nos visiteurs », ajoute-t-il insistant sur le fait que les acteurs majeurs du tourisme doivent sensibiliser voire éduquer les clients qui viennent du monde entier. Dans son livre *Waking the Sleeping Giant: Unlocking the Hidden Power of Business to Save Our Planet*, Jake Kheel utilise des exemples tirés de son expérience à Punta Cana pour démontrer comment les entreprises peuvent devenir les moteurs d'un programme de développement durable. D'autant qu'en République dominicaine, le changement climatique est une réalité : les températures demeurent élevées certes mais il s'agit surtout des ouragans qui sont plus intenses à chaque fois comme celui de septembre 2022 qui a fait de nombreux dégâts. ■

Remerciement à Charlotte Tenot (Agence Sheridan Activities) pour sa précieuse collaboration.



LA FONDATION GRUPO PUNTACANA

Émanant du groupe hôtelier dirigé par Franck Rainieri et sa famille (voir EJG du 8/09/23), la Fondation Grupo Puntacana est une fondation à but non lucratif créée en 1994 pour protéger et préserver les ressources naturelles de la région de Punta Cana, tout en contribuant au développement durable de la République dominicaine.

L'Été. dernier

UN DRAME D'UNE COMPLEXITÉ RARE



© D. R.

A

anne, avocate spécialisée dans la défense d'enfants victimes de violences, sexuelles notamment, est mariée avec Pierre avec qui elle a adopté deux filles. Théo, le fils aîné de Pierre, âgé de 17 ans, emménage chez eux après une énième crise avec sa mère. Très vite, Anne et Théo démarrent une passion torride... Catherine Breillat signe son film le plus acces-

sible, grâce à une approche plus sobre que dans ses précédents opus, souvent portés par une violence plus ou moins frontale. Elle ne renonce pas pour autant à son regard acéré sur le couple et les pulsions les plus inavouables. Dix ans après *Abus de faiblesse*, c'est le producteur Saïd Ben Saïd qui l'a approché pour faire son retour avec ce remake du film danois *Queen of Hearts* :

« Il m'a écrit qu'il pensait que je ferais mieux que l'original ! J'étais au fond du trou, en dépression larvée, et je n'avais plus envie de faire du cinéma. Je suis en très mauvais état physique. Être hémiparétique, ce n'est pas simple. »

En effet, affaiblie depuis une hémorragie cérébrale en 2005, elle a néanmoins retrouvé son mordant, comme en attestent ses dialogues sans concession, les propos souvent piquants d'Anne dénotant une personnalité prête à défendre à tout prix ses avantages chèrement acquis. Elle n'hésite pas à tordre la vérité, au détriment d'un garçon encore dans l'adolescence. La force du regard de la comédienne lorsque le mari la confronte sur les aveux de Théo pourrait faire croire à son « innocence » lorsqu'elle lui réplique, outrée, que tout est faux.

« J'ai donc regardé le film en question et ai été stupéfiée par ce gros mensonge qui y est raconté. Pour arriver à le faire croire à l'autre, il faut quand même être dans une forme de vérité ! Je trouvais que c'était un dispositif scénaristique génial, digne de Shakespeare ! Sur le papier, c'est juste l'histoire d'un adultère avec un beau-fils beaucoup trop jeune, mais ce n'est pas ça que je voulais raconter. Je n'aime pas le cinéma réaliste, quand on le cantonne à dire des choses convenues, étiquées, moralistes. L'art moraliste enlaidit et rétrécit les gens. Mais l'Art est moral car il les embellit, porte un regard sur eux qui les épanouit, les transfigure. Contrairement à ce qu'on croit, je suis hyper romantique ! »

Ce personnage déterminé, interprété de façon saisissante par Léa Drucker, dégage quelque chose d'antipathique dans son côté manipulateur mais jamais la

En salle depuis le 13 septembre

Un film de
Catherine Breillat
Avec Léa Drucker,
Samuel Kircher,
Olivier Rabourdin
Thriller, Drame

réalisatrice n'émet de jugement frontal. Léa Drucker joue de façon fusionnelle avec Samuel Kircher qui suit les pas de son frère aîné Paul, découvert dans *Le Lycéen* de Christophe Honoré. Elle filme leurs scènes d'amour avec une dimension solaire surprenante dans ce contexte.

« Chaque scène d'amour raconte quelque chose de différent, pas seulement qu'ils font l'amour. Pour la deuxième, que je ne savais pas comment filmer, le tableau *Marie-Madeleine en*

***extase* m'a été d'un grand soutien. Marie-Madeleine a un mouvement très précis de la tête et j'ai dit à Léa de s'en inspirer en lui disant : « C'est l'amour extatique, tu tends et tu arques ton cou, et tu t'appuies sur le haut de ton crâne ». Pour que cette scène soit belle, il fallait sortir du trivial, que les gestes soient totalement cho-régraphiés. Je voulais atteindre le ravissement. Lors du tournage, j'ai hurlé : « Meurs Léa, meurs tout de suite ! Cesse de respirer ! »**

Le désir de ce couple est clairement partagé même si l'une a un ascendant sur l'autre. Ce n'est que par le métier qu'exerce Anne qu'elle interroge la légitimité de leur lien, illégal en plus d'être immoral,

« J'ai donné à sa profession d'avocate, déjà présente dans le film danois, une autre résonance, notamment en ouvrant le film sur cette jeune fille violée. »

Olivier Rabourdin est parfait en compagnon et père plus ou moins volontairement aveugle à ce qui se passe dans sa famille, Clotilde Courau délicieusement gouailleuse en sœur complice d'Anna, même si elle ne cache pas sa colère en découvrant la liaison inavouable.

« Je trouve Olivier Rabourdin hyper sexy ! Dès que je l'ai rencontré, j'ai été sous le charme. Il a quelque chose d'un acteur américain, avec des rides verticales, comme des balafres. Et ce regard lourd et magnifique, ce grand corps un peu défait, cette stature ! Je voulais que le mari d'Anne soit d'une grande beauté. Pour le salon d'esthétique de la sœur, je voulais un décor à la Almodovar, et Clotilde étant d'un naturel assez rock'n'roll, ça lui a donné l'idée de jouer le personnage à la Arletty. Habillée avec cette blouse rose flashy en nylon à moitié transparente, elle n'est ni la sœur jalouse, ni le parent pauvre... »

Avec ses personnages aux comportements contradictoires si humains, ce drame s'avère exaltant grâce à ce rapport ambigu constant entre le bien et le mal. Du cinéma adulte qui pose des questions troublantes en fuyant les réponses trop rassurantes. ■

Le Livre des solutions

Un réalisateur fou, fou, fou !

Lorsque ses producteurs lui annoncent qu'un autre réalisateur va finir son dernier film à sa place, Marc s'enfuit avec les rushes et son équipe pour le finaliser chez sa tante dans les Cévennes. Perdu dans le tourbillon chaotique de son esprit inventif, il va tenter de remplir les pages blanches de son Livre des Solutions... Michel Gondry signe une comédie délirante qui lui permet d'évoquer avec autodérision et une pointe de mélancolie la dépression dont il fut victime et de se moquer de la mégalomanie qui peut frapper les auteurs, lui le premier. L'esprit bricoleur de sa mise en scène est sublimée par l'énergie communicative de Pierre Niney. Il est aussi hilarant qu'inquiétant en double à peine romancé, notamment quand il dirige un orchestre avec une forme de folie inquiétante avant que le moment devienne merveilleux. Malgré son côté tête à claques, il est sauvé par la complicité de ses proches dont Blanche Gardin en monteuse taquine. Une célébration de l'amitié et de la loyauté dans la création, ainsi qu'un bel hommage à sa tante, déjà au cœur du documentaire *L'Épine dans le cœur* et interprétée par la magnifique Françoise Lebrun (*La Maman et la putain*).



© D.R.



© D.R.

Mystère à Venise

Hercule Poirot et les fantômes

Exilé à Venise depuis sa dernière affaire qui l'a meurtri, Hercule Poirot refuse la moindre sollicitation, jusqu'à la visite d'une amie, la romancière Ariadne Oliver. Responsable de sa notoriété en étant la première à écrire sur ses enquêtes, elle lui demande son aide pour dénoncer la médium Joyce Reynolds. Direction une séance de spiritisme riche en cadavres et suspects dans une impressionnante demeure potentiellement hantée... Kenneth Branagh poursuit sa réinvention du héros d'Agatha Christie en creusant sa psychologie par petites touches. Malgré une atmosphère d'épouvante gothique impressionnante, la mécanique du récit est moins convaincante que dans ses précédentes enquêtes. La distribution qui réunit Camille Cottin, Jamie Dornan (*50 nuances de Grey*), Tina Fey, Michelle Yeoh ou Kelly Reilly, peine à donner corps à des personnages distants, même si Riccardo Scamarcio est parfait en garde du corps italien rigoureux au passé trouble. On est néanmoins touché par l'humanité sombre apportée par Branagh, qui se reflète dans la bienveillance du détective belge sur les agissements illégaux lorsqu'il en comprend les motivations ou sa déception lorsqu'il se sent trahi.

Cinéma En bref

DENIS PODALYDÈS sera un romancier célèbre en quête de calme pour écrire son nouvel ouvrage dans *Le Répondeur* de Fabienne Godet. Pour éviter les sollicitateurs en tous genres, il engage un imitateur pour devenir sa voix au téléphone !
Salif Cissé (*À l'abordage*) sera son double vocal, aux côtés d'Aure Atika et de Clara Bretheau, révélée dans *Les Amandiers*.

DAKOTA JOHNSON (*50 nuances de Grey*) montera dans le taxi de **SEAN PENN** dans *Daddio* de Christy Hall. Ils entament une conversation qui passe d'un bavardage amusant à un badinage enjoué, avant d'évoquer des sujets sensibles comme l'amour, la perte, le sexe et la dynamique du pouvoir dans les relations. Le film se déroulera intégralement dans le véhicule.

PIERFRANCESCO FAVINO sera le héros d'une histoire vraie dans le film italien *Comandante* d'Edoardo de Angelis. Le commandant Salvatore Todaro a sauvé, en octobre 1940, la vie de 26 marins belges ayant survécu au naufrage du navire qu'il avait lui-même coulé en les recueillant à bord de son sous-marin. Un geste d'autant plus noble qu'il a dû naviguer en surface durant trois jours, courant ainsi le risque de s'exposer aux forces ennemies...

UN MÉTIER SÉRIEUX : ÊTRE PROFESSEUR EN 2023

Benjamin (Vincent Lacoste) fait sa première rentrée de prof de maths. Un peu perdu, il se lie avec ses collègues dont Meriem (Adèle Exarchopoulos) avec qui le courant passe très vite, Pierre (François Cluzet), Sandrine (Louise Bourgoin) et Fouad (William Lebghil)... Après le milieu des soignants (dont *Hippocrate*, le film puis la série), Thomas Lilti se plonge dans celui, tout autant en crise, de l'Éducation nationale. Le côté virevoltant

de l'immersion dans ce corps de métier marche plutôt bien, avec coups de projecteur sur les charges, morale et de quantité de travail, qui pèsent sur leurs épaules et écrasent leurs vies privées. Il évoque aussi l'ennui qu'on peut ressentir en donnant des cours assurés sans enthousiasme. Le récit éclaté souffre d'un excès de personnages peinant tous à exister à niveau égal, malgré la solidarité qui permet à ces enseignants engagés mais épuisés de supporter les vicissitudes de leur quotidien exigeant.

MAX BOUBLIL, DE LA PIZZA À LA PRISON !

Nouvelle comédie pour l'auteur de la chanson *Tu vas prendre*. Dans *Neuilly-Poissy* de Grégory Boutboul, il sera un heureux self-made man à la tête d'une chaîne de pizzas à succès. Pas très raccord avec la réglementation (il emploie notamment du personnel au noir), il est rattrapé par le fisc. Trop familier avec le juge chargé de son affaire, il se retrouve en prison et passe de ses 300 m³ du 9-2 à une cellule de 9 m² avec des codétenus à des années-lumière de son monde. Mélanie Bernier sera sa femme et il croisera notamment dans sa chute Gérard Darmon, Claudia Tagbo, Steve Tientcheu et Clotilde Courau. Max Boublil formera ensuite avec Émilie Dequenne un couple heureux de ne pas vivre ensemble dans la comédie *Double foyer* de Claire Vassé.

ESPIONS DE PÈRE EN FILLE

Aaron Eckhart et Abigail Breslin (la gamine de *Little Miss Sunshine*) seront père et fille dans le thriller d'action *Classified*, où apparaîtra aussi Tim Roth. Le premier jouera un tueur à gages et vétéran de la CIA qui reçoit ses ordres par le biais de la section des petites annonces de journaux depuis près de vingt ans. Sa partenaire sera une analyste du MI6 qui le retrouve pour lui révéler que son patron est mort depuis des années et que la division dont il dépendait a été fermée depuis longtemps. Ensemble, ils essaient de découvrir la véritable source de ses directives.

ENNEMI PUBLIC NUMERO UNO

Les stars du cinéma italien Toni Servillo (*La grande bellezza*) et Elio Germano (*Je voulais me cacher*) seront réunis pour la première fois dans *Iddu* de Fabio Grassadonia et Antonio Piazza. Ce drame policier reviendra sur la cavale de Matteo Messina Denaro, gangster impliqué dans de nombreux meurtres au début des années 1990, notamment ceux des juges anti-mafia Falcone et Borsellino. Celui qui fut un des fuyitifs les plus recherchés au monde pendant trente ans a été capturé en janvier dernier dans un hôpital privé de Palerme. Barbora Bobulova, qui jouait l'actrice récalcitrante de *Vers un avenir radieux* de Nanni Moretti, leur donnera la réplique. ■

BORDEAUX **VENTES DU 5 OCTOBRE 2023, À 15 H**

N° ROLE	DÉTAIL DE LA VENTE	AVOCAT	NATURE DES BIENS	COMMUNE	ADRESSE	MISE À PRIX
	EJG 18-08-2023	Cabinet FORZY - BOCHE-ANNIC - MICHON	MAISON À USAGE D'HABITATION, CHAIS, GARAGES ET JARDIN ARBORÉ CLOS	BORDEAUX	161 rue des Orangers	750 000 € et à défaut d'enchères, baisses successives par tranches de 10 000 €, sans toutefois pouvoir aller en deçà de 690 000 €
	EJG 1-09-2023	DROUINEAU 1927	MAISON DE PLAIN-PIED	HOURTIN	1 rue des Landiers	35 000 €

LIBOURNE **VENTES DU 6 OCTOBRE 2023, À 14 H**

N° ROLE	DÉTAIL DE LA VENTE	AVOCAT	NATURE DES BIENS	COMMUNE	ADRESSE	MISE À PRIX
24/23	EJG 11-08-2023	SELARL RODRIGUEZ & CARTRON	MAISON NEUVE	ARVEYRES	Route de Fonsegrède	130 000 €
28/23	EJG 11-08-2023	SELARL RODRIGUEZ & CARTRON	IMMEUBLE À USAGE D'HABITATION	LIBOURNE	7 impasse de Barreau	55 000 €
29/23	EJG 11-08-2023	SELARL RODRIGUEZ & CARTRON	IMMEUBLE À USAGE D'HABITATION	BLAYE	Cours de Lattre-de-Tassigny	80 000 €
30/23	EJG 11-08-2023	SELARL RODRIGUEZ & CARTRON	IMMEUBLE À USAGE D'HABITATION	BLAYE	28-30 rue de l'Abbé-Bellemer	45 000 €
31/23	EJG 1-09-2023	Maître Constance DUVAK-VERON de l'AARPI MONTESQUIEU AVOCATS	IMMEUBLE À USAGE D'HABITATION	VAL-DE-LIVIERNE	174 route de la Pointe-de-Bourg	85 000 €

BORDEAUX **RÉSULTATS DES VENTES DU 7 SEPTEMBRE 2023, À 15 H**

N° ROLE	AVOCAT	NATURE DES BIENS	COMMUNE	ADRESSE	MISE À PRIX	ADJUGÉ
	DROUINEAU 1927	MAISON DE PLAIN PIED	NOAILLAN	1 rue de Lasserre	62 000 €	113 000 € M ^e CATHALO
22/53	SELARL LEXAVOUÉ KPDB BORDEAUX	LOCAL COMMERCIAL	BORDEAUX	6 rue Louis-Combes	82 000 €	Défaut d'enchères
23/31	Cabinet FORZY - BOCHE-ANNIC - MICHON	MAISON D'HABITATION AVEC GARAGE ET TERRAIN	LÈGE-CAP-FERRET	12 bis allée des Gourbets	419 100 €	765 000 € M ^e ANDRÉ

VENTES AUX ENCHÈRES

Cabinet de BRISIS & DEL ALAMO
Avocats aux Barreaux de Dax, Mont de Marsan et Pau
Tél. 05.58.90.10.62 - 05.58.46.35.95 - 05.59.27.35.00 debrisdelalamo.fr

Maître Marie-Anne ESQUIE
Avocat au barreau de Bordeaux,
3, rue du Parc des sports 33440 AMBARES ET LAGRAVE
Tél. : 06.63.75.92.86

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Commune de SAINT-SULPICE-DE-POMMIERS (33540)

UNE MAISON A USAGE D'HABITATION DE PLAIN-PIED

Situé 1 Prés Neuf,
Sur les parcelles cadastrées Section A n° 51, 563, 564
d'une contenance totale de 12 a 05 ca
au plus offrant et dernier enchérisseur

L'ADJUDICATION AURA LIEU LE JEUDI 19 OCTOBRE 2023 À 15 HEURES

A l'audience du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX,
Siégeant dans la salle habituelle de ses audiences au Palais de justice
30 Rue des Frères Bonie - 33000 BORDEAUX

DEUX VISITES ASSUREES :
LUNDI 2 OCTOBRE 2023 de 10 heures à 12 heures
et VENDREDI 6 OCTOBRE 2023 de 14 heures à 16 heures
Par la SCP AURIN-CORDIER-CADRO, huissiers de justice à BORDEAUX

Qu'aux requête, poursuites et diligences de Crédit Foncier de France, Société Anonyme au capital de 1.331.400.718,80 € immatriculée au RCS de Paris sous le n° 542 029 848, dont le siège social est 182 Avenue de France à Paris (75013), agissant pour suites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège, ayant pour avocat constitué Maître Marie-Anne ESQUIE, avocat au barreau de BORDEAUX, y demeurant 3 Rue du Parc des Sports, 33440 Ambarès-et-Lagrave,

Il sera procédé le JEUDI 19 OCTOBRE 2023 à 15 Heures en l'audience du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX, au Palais de Justice de ladite ville, 30 Rue des Frères Bonie - 33 000 BORDEAUX, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur des biens suivants :

DESIGNATION

Sur la Commune de SAINT-SULPICE-DE-POMMIERS (33540), une maison à usage d'habitation située 1 Prés Neuf sur les parcelles cadastrées Section A n° 51 - 563 et 564 d'une contenance totale de 12 a 05 ca, comprenant cuisine, salle à manger, séjour, 4 chambres, salle de bain, WC, débarras, garage, jardin clôturé. Bien actuellement occupé.

MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des conditions de vente déposé au Greffe du Juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX par Maître Marie-Anne ESQUIE, avocat au barreau de BORDEAUX, avocat constitué, et dont il peut être pris connaissance audit greffe, au Cabinet de l'avocat poursuivant et les sites <https://avoventes.fr/cabinet/cabinet-de-brisis-del-alamo-mont-de-marsan> et <https://debrisdelalamo.fr/>, les enchères seront portées par ministère d'avocat exerçant près ledit Tribunal sur la mise à prix de :

CINQUANTE MILLE EUROS 50.000 €

Frais Emoluments et enregistrement TVA s'il s'en produit, en sus.

Le présent placard est fait et rédigé par l'Avocat soussigné à BORDEAUX le 6 Septembre 2023

Maître Marie-Anne ESQUIE

L23EJ40777

ELIGE
Avocats à la Cour
70, rue de l'Abbé de l'Epée
33000 - BORDEAUX - TEL 05 56 00 82 33

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

A l'audience du juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX,
30 Rue des Frères Bonie 33000 BORDEAUX

MAISON MITOYENNE À ÉTAGES

située à LANGON (Gironde) 21 rue Lafargue

MISE A PRIX : 75.600 €

LE JEUDI 9 NOVEMBRE 2023 A 15 H 00

A la requête de :

COMPTABLE PUBLIC RESPONSABLE DU POLE DE RECOUVREMENT SPECIA-LISE DE LA GIRONDE, agissant sous l'autorité du Directeur Régional des Finances Publiques de Nouvelle Aquitaine et du département de la Gironde, qui élit domicile en ses bureaux situés Cité Administrative rue Jules Ferry, 33000 BORDEAUX.

DESIGNATION ET DESCRIPTION

Une maison mitoyenne à étages située à LANGON (Gironde) 21 rue Lafargue cadastrée dite ville section AC 19 pour 45 ca composée au rez-de-chaussée d'une pièce principale, espace bureau, cuisine, salle de bain le tout pour une superficie environ de 36,10 m², d'une cave de 40 m², au premier étage : 2 chambres et une salle d'eau le tout pour une superficie d'environ 38,07 m² et au 2^{ème} étage : deux pièces. Le bien est occupé par le propriétaire.

Les clauses et les conditions de la vente sont stipulées dans le cahier des conditions de la vente déposé au Greffe du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX qui peut être consulté au Greffe du juge de l'exécution ou au cabinet du poursuivant.

Les enchères ne peuvent être portées que par un avocat inscrit au barreau de BORDEAUX.

Renseignements téléphoniques 05 56 00 82 33 les mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 14 h 00 à 15 h 00

Visites : le 11 et 18 octobre 2023 de 10 h 00 à 12 h 00

REFERENCE DU GREFFE : 23/00042

L23EJ41193

24H/24H

PUBLICATION DE VOTRE
ANNONCE LÉGALE EN LIGNE VIA
NOTRE PLATEFORME WEB :

annoncelegale.echos-judiciaires.com

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES EN UN LOT

Tribunal Judiciaire - Juge de l'Exécution - 30 Rue Des Frères Bonie - 33000 BORDEAUX

MAISON D'HABITATION DE PLAIN-PIED

Sur la commune de FARGUES DE LANGON (33210)
11 Lotissement la Châtaigneraie

MISE A PRIX : 66 000 €
OUTRE CHARGES ET FRAIS

ADJUDICATION JEUDI 26 OCTOBRE 2023 A 15H00

Une maison d'habitation de plain-pied de 118 m² comprenant : cuisine, séjour, bureau, salle de bains, WC, buanderie et 4 chambres, Jardin, garage et abri de jardin,

Cadastrée section A n°1235 d'une contenance totale de 00ha 06a 21ca

Le bien est occupé par le(s) propriétaire(s)

Le cahier des conditions de vente peut être consulté au :

- Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX où le cahier des conditions de vente est déposé sous le RG N°22/00001 ;

- SCP JOLY - CUTURI - WOJAS - REYNET AVOCATS DYNAMIS EUROPE
Adresse : 27 Rue Boudet - CS 32048 33001 BORDEAUX CEDEX / tél : 05 57 14 46 40 ;
(Références : 21000578)

- SCP AXIOJURIS - LEXIENS / adresse : Le Britannia - Bât A - 20 Bd Eugène
Duruelle - 69003 LYON / tél : 04 37 48 80 80 ; (Références : 20210572)

- Sur les sites internet : www.axiojuris.com et www.encherespubliques.com ;

VISITES SUR PLACE :

- Lundi 09/10/2023 DE 10H A 12H

- et Mercredi 11/10/2023 DE 10H A 12H

L23EJ39188

VENTE AUX ENCHERES

AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BORDEAUX
30 RUE DES FRERES BONIE

MAISON D'HABITATION

sise à BARSAC (33720), 30 lieudit Petit Carreyet

MISE A PRIX : 33.000 €

LE 02 NOVEMBRE 2023 À 15 HEURES

POURSUIVANT : BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE, Société au capital de 546 601 552 €, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 542 097 902, dont le siège social est 1, Boulevard Haussmann 75009 PARIS, prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège, ayant pour avocat Maître Carolina CUTURI-ORTEGA, Avocat au barreau de Bordeaux, Associée de la SCP JOLY-CUTURI-WOJAS-REYNET DYNAMIS AVOCATS, 27 Rue Boudet - CS 32048 33001 BORDEAUX CEDEX Tel : 05.57.14.46.40 @ : cco@dynamis-avocats.com

DESIGNATION : cadastrée section C numéro 1221 pour 7a 57ca

DESCRIPTION SOMMAIRE : séjour, cuisine, WC, SDB, 2 chambres, dépendance, garage, jardin

IMPORTANT : Cahier des conditions de la vente consultable au greffe du juge de l'exécution ou au cabinet d'avocats poursuivant la vente, qui, comme tous les avocats inscrits au Barreau de BORDEAUX pourra porter les enchères. Rens. au 05.57.14.46.40 le lundi et le mardi de 15H à 17H et sur le site www.dynamis-avocats.com rubrique « Ventes aux enchères »

VISITES : mercredi 18/10/2023 et mercredi 25/10/2023 de 10h à 12h

RG : 23/00051

L23EJ40263

ELIGE

Avocats à la Cour
70, rue de l'Abbé de l'Epée
33000 - BORDEAUX - TEL 05 56 00 82 33

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

A l'audience du juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX, 30 rue des Frères Bonie CS 11403 33000 BORDEAUX CEDEX

ENSEMBLE IMMOBILIER

A NOAILLAC (gironde), 1155, 1215, 1217 route des Palombes

MISE A PRIX : 148.400 €

LE JEUDI 26 OCTOBRE 2023 A 15 H 00

DESIGNATION

Un ensemble immobilier situé à NOAILLAC (gironde), 1155, 1215, 1217 route des Palombes (anciennement 56 Mayne Neuf), cadastré dite ville section :

- ZH 104 pour 07 a 30 ca

- ZH 103 pour 29 a 50 ca

Composé : au n° 1215 et 1217 route des Palombes de maisons jumelles d'une superficie de 73,97 m² et 74,01 m² avec garages de 16,73 m² et 16,78 m², au n° 1155 route des Palombes d'une maison de 161,66 m² avec véranda et cave, d'une dépendance avec bureau de 14,03 m² et garage de 32,13 m², d'une maison de 89,87 m² avec terrasse, de locaux annexes et d'une piscine le tout serait inoccupé.

Le cahier des conditions de la vente peut être consulté au Greffe du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX et au Cabinet d'Avocat poursuivant la vente.

(Renseignements téléphoniques les mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 14 h 00 à 15 h 00)

Visites : le lundi 9 octobre 2023 de 9 h 00 à 11 h 00 et le mardi 10 octobre 2023 de 14 h 00 à 16 h 00.

L23EJ39927

SCP JOLY-CUTURI-WOJAS-REYNET - DYNAMIS AVOCATS,
27 Rue Boudet - CS 32048 - 33001 BORDEAUX CEDEX
TEL : 05 57.14.46.40
Site rubrique «Ventes aux enchères» : www.dynamis-avocats.com

VENTE AUX ENCHERES

AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BORDEAUX
30 RUE DES FRERES BONIE

APPARTEMENT

sise 21 rue Ausone, Résidence La Pointe du Soleil, Bât B, Appt B14 33123
LE VERDON SUR MER

MISE A PRIX : 20 000 €

LE 9 NOVEMBRE 2023 À 15 HEURES

POURSUIVANT : BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE, SA au capital de 546 601 552 €, RCS de PARIS n°542 097 902, siège social 1 Bd Haussmann 75009 PARIS, prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège, venant aux droits de BNP PARIBAS INVEST IMMO, ayant pour avocat Maître Carolina CUTURI-ORTEGA, Avocat au barreau de Bordeaux, Avocat de la SCP JOLY - CUTURI - WOJAS Avocats Dynamis Europe, 27, rue Boudet CS 32048 - 33001 BORDEAUX CEDEX, élitant domicile au Cabinet dudit Avocat, se constituant sur les présentes

DESIGNATION : lots 8 et 125 et les parties communes y attachées de la copropriété cadastrée section AY numéro 194, AY numéro 216, AY numéro 218, AY numéro 220, AY numéro 222, AY numéro 269, AY numéro 270, AY numéro 271

DESCRIPTION SOMMAIRE : séjour/cuisine, WC, chambre, SDB

IMPORTANT : Cahier des conditions de la vente consultable au greffe du juge de l'exécution ou au cabinet d'avocats poursuivant la vente, qui, comme tous les avocats inscrits au Barreau de BORDEAUX pourra porter les enchères. Rens.tél. au 05.57.14.46.40 le lundi et le mardi de 15H à 17H et sur le site

www.dynamis-avocats.com rubrique « Ventes aux enchères »

VISITES : 26/10/2023 de 10h à 12h & 02/11/2023 de 10h à 12h

RG : 23/00044

L23EJ41036

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
POUR ÊTRE BIEN INFORMÉS

ABONNEZ-VOUS !

WWW.ECHOS-JUDICIAIRES.COM

VENTE AUX ENCHERES

AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BORDEAUX
30 RUE DES FRERES BONIE

MAISON D'HABITATION

sise Carreyre 6 allée du Hourquet 33680 LACANAU

MISE A PRIX : 120 000 €

LE 9 NOVEMBRE 2023 À 15 HEURES

POURSUIVANT : La CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE MARMANDE, Caisse de crédit mutuel immatriculée au RCS d'AGEN sous le n°330 688 383, dont le siège social est 50 Boulevard Fourcade 47200 MARMANDE, prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège, Ayant pour avocat Maître CAROLINA CUTURI -ORTEGA Avocat au Barreau de Bordeaux Associée de la SCP JOLY-CUTURI-WOJAS-REYNET DYNAMIS AVOCATS 27 Rue Boudet - CS 32048 33001 BORDEAUX CEDEX Tel : 05.57.14.46.40 @ : cco@dynamis-avocats.com

DESIGNATION : cadastrée CE 149 pour 5a et 62ca

DESCRIPTION SOMMAIRE : entrée, cuisine, salle à manger, salon, cellier, WC, SDB, 3 chambres, terrasse avec piscine, garage

IMPORTANT : Cahier des conditions de la vente consultable au greffe du juge de l'exécution ou au cabinet d'avocats poursuivant la vente, qui, comme tous les avocats inscrits au Barreau de BORDEAUX pourra porter les enchères. Rens. au 05 57.14.46.40 le lundi et le mardi de 15H à 17H et sur le site www.dynamis-avocats.com rubrique «Ventes aux enchères»

VISITES : vendredi 27/10/2023 de 10 heures à 12 heures et vendredi 03/11/2023 de 10 heures à 12 heures

RG : 23/00002

L23EJ40704

VENTE AUX ENCHERES

AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BORDEAUX
30 RUE DES FRERES BONIE

MAISON D'HABITATION

sise 14 Domaine de Castelnau, 33490 SAINT-PIERRE-D'AURILLAC

MISE A PRIX : 57.000 €

LE 26 OCTOBRE 2023 À 15 HEURES

DESIGNATION : cadastrée section ZB 188 pour 7a

DESCRIPTION SOMMAIRE : entrée, WC, SDB, séjour/cuisine, cellier/buanderie, 4 chambres, terrasse

IMPORTANT : Cahier des conditions de la vente consultable au greffe du juge de l'exécution ou au cabinet d'avocats poursuivant la vente, qui, comme tous les avocats inscrits au Barreau de BORDEAUX pourra porter les enchères. Rens. au 05 57.14.46.40 le lundi et le mardi de 15H à 17H et sur le site www.dynamis-avocats.com rubrique «Ventes aux enchères»

VISITES : mardi 10/10/2023 de 10h à 12h et jeudi 19/10/2023 de 10h à 12h

RG : 22/00082

L23EJ38852

POUR TOUTES
VOS ANNONCES LÉGALES

05 56 52 32 13

annonces-legales@echos-judiciaires.com

APPELS D'OFFRES - AVIS D'ENQUÊTE



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES

2EME AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES

SEM INCITE

Projet d'aménagement du centre ville de Castillon-la-Bataille
Ouverture d'enquêtes publiques conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et parcellaire

Par arrêté préfectoral en date du 7 août 2023, le Préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine, Préfet de la Gironde, a prescrit les enquêtes publiques conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire concernant les travaux d'aménagement du centre ville de Castillon-la-Bataille et l'acquisition des parcelles nécessaires à la réalisation de cette opération.

Ces enquêtes se déroulent du 11 au 27 septembre 2023 inclus.

Monsieur Jean-Pierre CHARLES, Ingénieur EDF retraité, est désigné en qualité de Commissaire enquêteur.

Les personnes intéressées pourront pendant la période indiquée ci dessus prendre connaissance des dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire : en Mairie de Castillon-la-Bataille (Accueil de l'Hôtel de Ville, 25 place du Maréchal de Turenne 33350 Castillon-la-Bataille), du lundi au mercredi de 8h45 à 12h30 et de 13h30 à 17h00, le jeudi de 8h45 à 12h30 et de 13h30 à 19h00 et le vendredi de 8h45 à 12h30.

Des observations peuvent être consignées par écrit sur les registres d'enquête ou être adressées par correspondance au Commissaire enquêteur, en Mairie de Castillon-la-Bataille.

En outre, le Commissaire enquêteur se tient à la disposition du public les :

- Mardi 12 septembre de 9h30 à 12h30
- Jeudi 21 septembre de 16h00 à 19h00
- Mercredi 27 septembre de 14h00 à 17h00

Le rapport et les conclusions établis par le Commissaire enquêteur dans le délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique seront tenus à la disposition du public en Mairie de Castillon-la-Bataille, et ce pendant un délai d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Ces documents seront également transmissibles à toute personne intéressée qui en fera la demande au Préfet de la Gironde - Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde (Service des Procédures Environnementales - Cité administrative - B.P. 90 - 33090 BORDEAUX Cedex), où ils seront de même consultables.

Notification du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en Mairie sera faite aux propriétaires intéressés sous pli recommandé avec demande d'avis de réception.

A l'issue de l'enquête parcellaire, dans un délai de 30 jours, le Commissaire enquêteur communiquera au Préfet de la Gironde le procès-verbal de la consultation publique et son avis sur l'emprise des ouvrages projetés.

PUBLICITÉ COLLECTIVE

En exécution des articles L.311-2 et L.311-3 du code de l'expropriation, le public est informé que :

«LES PERSONNES INTÉRESSÉES AUTRES QUE LE PROPRIÉTAIRE, L'USUFRUITIER, LES FERMIS, LES LOCATAIRES, LES PERSONNES QUI ONT DROIT D'EMPHYTEOSE D'HABITATION OU D'USAGE ET CELLES QUI PEUVENT RÉCLAMER DES SERVITUDES, SONT TENUES DE SE FAIRE CONNAÎTRE A L'EXPROPRIANT DANS UN DÉLAI D'UN MOIS À DÉFAUT DE QUOI, ELLES SERONT, EN VERTU DES DISPOSITIONS FINALES DES ARTICLES PRÉCITÉS, DÉCHUES DE TOUS DROITS À L'INDÉMNITÉ».

L23EJ37525



COMMUNE DE LACANAU

MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

SUSPENSION DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté n°AR2023/0973 en date du 8 septembre 2023 et arrêté rectificatif n°AR2023/0974 en date du 11 septembre 2023, le Maire de la commune de Lacanau a suspendu pour une durée maximale de six mois, à compter du 7 septembre 2023, l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Lacanau, initialement prévue du 16 août 2023 au 18 septembre 2023.

Le Maire, Laurent PEYRONDET

Le 12/09/2023

L23EJ40985



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

MAIRIE DE LACANAU

M. Le Maire
31 avenue de la Libération 33680 Lacanau
Tél : 05 56 03 83 08 - SIRET 21330214400018
mél : c.sanchez@lacanau.fr - web : <http://www.lacanau.fr>

L'avis implique un marché public

Objet : Diagnostic AEP et Eaux usées. Actualisation du schéma directeur système d'alimentation eau potable. Actualisation du schéma directeur du système d'assainissement

Type de marché : Services

Procédure : Procédure adaptée restreinte

Technique d'achat : Sans objet

Lieu d'exécution : 33680 LACANAU

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non

Les variantes sont exigées : Non

Conditions de participation

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Capacité économique et financière :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

Le candidat doit être inscrit sur un registre du commerce ou des métiers.

Marché réservé : NON

Réduction du nombre de candidats : Oui

Nombre maximum de candidats : 5

En cas de réduction, critères de sélection des candidats admis à présenter une offre :

Critères indiqués au règlement de la consultation

La consultation comporte des tranches : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

Visite obligatoire : Non

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Renseignements d'ordre administratifs :

Correspondance au moyen du profil d'acheteur AWS

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : Oui

Présentation des offres par catalogue électronique : Autorisée

Remise des candidatures : 21/09/23 à 12h00 au plus tard.

Envoi à la publication le : 07/09/23

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur

<http://www.marches-publics.info>

L23EJ40413



Publication effectuée en application des articles L 141-1 et R 142-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime

La Safer Nouvelle-Aquitaine se propose, sans engagement de sa part, d'attribuer par rétrocession, échange ou substitution tout ou partie des biens suivants :

AA 33 21 0174 01 57 ares de terrain en partie boisé, situé en zone Nh du PLU, sur lequel est présent une maison à usage d'habitation, à rénover, de plain-pied, d'environ 150 m², **LE TAILLAN-MEDOC** 57 a 00 ca - 'De cassennore': AB- 517[240](J)- 517[240](K), Document d'urbanisme : PLU Zones Nh2 et Ng

AA 33 21 0175 01 Sur environ 1 hectare de terrain en partie boisé, en zone Nh du PLU, une maison à usage d'habitation élevée sur terre-plein, d'environ 190 m², à rénover, ainsi que deux dépendances à reconstruire. **LE TAILLAN-MEDOC** 1 ha 02 a 56 ca - 'De cassennore': AB- 518[240](A)- 518[240](B)- 518[240](Z), Document d'urbanisme : PLU zones Nh2 et Ng

AS 33 22 0327 01 Parcelles de bois **ETAULIERS** 74 a 00 ca - 'La comteau sud ouest': A- 821- 822- 827, Document d'urbanisme : Zone A du PLU

AS 33 23 0306 01 Parcelle de vignes et terres **RUCH** 1 ha 24 a 60 ca - 'Bernachon': ZD- 48[7](J)- 48[7](K), Document d'urbanisme : Carte communale non constructible

AS 33 23 0301 01 Parcelles de vignes, terres, landes et bois **SAINT-CIERS-DE-CANESSE** 2 ha 52 a 80 ca - 'Picapau': C- 218- 222- 224- 235- 236- 266(A)- 266(B)- 267 - 268- 269- 712[270] **SAINT-TROJAN** 3 ha 18 a 50 ca - 'Bouberaud': B- 712 - 'Les herauds nord': A- 78- 79- 80- 81- 82- 83- 84- 86- 87- 88- 89- 90- 91- 92- 639[104] - 640[102]- 641[103]- 642[85]- 643[93] - 'Les herauds sud': B- 1147[787] - 'Marticot': B - 713- 717 - 'Novarre sud': B- 1149[770], Document d'urbanisme : RNU (SAINT-CIERS-DE-CANESSE) / Zone N de la carte communale (SAINT-TROJAN)

AS 33 23 0302 01 Parcelles de terres, bois et friches. **SAINT-FELIX-DE-FONCAUDE** 4 ha 63 a 35 ca - 'A terrefort': A- 158- 162- 170 - 'Au barrail': A- 79 - 'Au lac': A - 73- 74- 844[72]- 846[661] - 'Bois de cadet': A- 502[F1]- 502[F2]- 503- 504- 507- 508- 512- 635[510]- 636[511], Document d'urbanisme : Carte communale non-constructible

Les informations sur les risques auxquels ces biens seraient exposés sont disponibles sur le site : <http://www.georisques.gouv.fr/>

Les personnes intéressées devront manifester leur **candidature, au plus tard le 02/10/2023** : par écrit en précisant leurs coordonnées téléphoniques, prioritairement auprès du service départemental de la Safer Nouvelle-Aquitaine - 16, Avenue de Chavaillès CS 10235 - 33525 BRUGES - Tél : 05 56 69 29 99 où des compléments d'information peuvent être obtenus, (ou au siège de la Safer Nouvelle-Aquitaine - 16, Avenue de Chavaillès - 33525 BRUGES), ou par voie dématérialisée sur le site <http://www.saferna.fr/>.

L23EJ41061



COMMUNE DE CADAUJAC

PROCÉDURE DE REPRISE DE CONCESSIONS EN ÉTAT D'ABANDON AU CIMETIÈRE DE CADAUJAC

Il a été constaté qu'un nombre important de concessions n'était plus entretenu par les familles.

Pour des raisons tenant au bon ordre et à la décence du cimetière, il s'avère nécessaire d'engager une procédure pour remédier à cette situation, conformément aux articles L2223-17 et L2223-18 du code général des collectivités territoriales. La liste des concessions visées par cette procédure est tenue à l'entrée du cimetière et à l'entrée de la mairie.

Le premier constat d'abandon a eu lieu le 4 mai 2022. Le second constat d'abandon aura lieu au cimetière le mercredi 18 octobre à 14h, en présence de Monsieur Christian GACHET, adjoint au Maire de Cadaujac et de Monsieur Serge BERNARD, policier municipal.

Les héritiers des concessionnaires ou les personnes chargées de l'entretien sont invitées à assister audit constat ou de s'y faire représenter par un mandataire dûment autorisé.

L23EJ36478



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER SERVICE DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES AVIS DE CONSULTATION PUBLIQUE

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (Livre V du code de l'environnement)

COMMUNE DE LANDERROUAT

Par arrêté préfectoral du 12 septembre 2023 est prescrite une consultation publique de quatre semaines sur la demande d'enregistrement présentée par la société **SCEA SORGES** en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de préparation de vins, située sur le territoire de la commune de LANDERROUAT.

Cette consultation se déroulera du **2 octobre 2023 au 30 octobre 2023 inclus**.

Un dossier de consultation sera déposé à la mairie de LANDERROUAT où le public pourra en prendre connaissance, aux jours et heures habituels d'ouverture :

- Le mardi de 8h30 à 12h30 et de 13h à 17h,
- Le jeudi de 8h30 à 12h30 et de 13h à 17h,

Ces documents seront également consultables sur le site internet des services de l'État en Gironde

(www.gironde.gouv.fr/Publications/Publications-Légales).

Pendant toute la durée de la consultation, des observations peuvent être formulées :

- sur un registre ouvert à cet effet à la mairie de LANDERROUAT ;

- par voie postale à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde (Service des procédures environnementales - Cité administrative - BP 90 33090 BORDEAUX Cedex ;

- par voie électronique à l'adresse suivante :

ddtm-spe1@gironde.gouv.fr

Le Préfet de la Gironde est compétent pour statuer sur la demande d'enregistrement sollicitée par un arrêté éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au I de l'article L521-7, ou par un arrêté de refus.

L23EJ41082

COMMUNE DE MIOS

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet de modification n°2 du PLU de Mios

Le public est informé qu'il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Mios, du lundi 11 septembre 2023 au mardi 10 octobre 2023 inclus, soit pendant 30 jours consécutifs.

Messieurs Yves LE CANN et Bernard LESOT ont été respectivement désignés commissaire enquêteur et commissaire enquêteur suppléant par la présidente du tribunal administratif de Bordeaux par décision en date du 29 juin 2023.

Les pièces du dossier et un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenues à la disposition du public en mairie de Mios, pendant la durée de l'enquête, du lundi 11 septembre 2023 au mardi 10 octobre 2023 inclus :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 8 heures 30 à 12 heures et de 13 heures 30 à 17 heures.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre propositions, sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur à la mairie de Mios (Place du XI Novembre - BP 13 - 33380 MIOS).

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de Mios dès la publication du présent avis. Il sera, en outre, également disponible durant l'enquête publique sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : <https://www.villemios.fr>.

Les observations, propositions et contre propositions pourront également être déposées par courrier électronique envoyé à modificationPLU2023@villemios.fr, au plus tard le mardi 10 octobre à 17 heures, jour et horaire de clôture de l'enquête publique.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public à la mairie de Mios pour recevoir les observations écrites ou orales du public lors de permanences aux jours et heures suivants :

- Le lundi 11 septembre 2023 de 9 heures à 12 heures,
- Le mercredi 20 septembre 2023 de 14 heures à 17 heures,
- Le vendredi 29 septembre 2023 de 14 heures à 17 heures,
- Le mardi 10 octobre 2023 de 14 heures à 17 heures.

À l'issue de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée à la mairie de Mios et à la préfecture pour y être tenue, sans délai, à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Il sera également publié sur le site internet <https://www.villemios.fr>.

À l'issue de l'instruction, le conseil municipal devra se prononcer par délibération sur l'approbation du PLU, éventuellement modifiée au vu des conclusions de l'enquête publique.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès du service urbanisme de la mairie de Mios : 05 57 17 10 52.

Le présent avis sera affiché en mairie et mairie annexe de Lacanau de Mios.

Le Maire de Mios,

Cédric PAIN.

L23EJ38036



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE : MAPA 2023-10

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX REHABILITATION DE VOIRIE ET MISE EN ACCESSIBILITE - COMMUNE DE BELIN-BELIET

Identification de l'Organisme qui passe le marché :

Commune de BELIN-BELIET

29 Avenue Aliénor

33830 BELIN-BELIET

Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le Maire

Correspondant : Monsieur le Maire - 05 56 88 00 06

Objet du marché : REHABILITATION DE VOIRIE ET MISE EN ACCESSIBILITE - COMMUNE DE BELIN-BELIET

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Unité monétaire utilisée : l'euro.

Justification à produire à l'appui des candidatures par le candidat : voir RC

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire : voir RC

Critères d'attribution : voir RC

Type de procédure : marché à procédure adaptée en application du Code de la Commande Publique

Date limite de réception des offres : vendredi 29 septembre 2023 à 12h00

Délai minimum de validité des offres : 90 jours

Le dossier de consultation est téléchargeable à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>

Conditions de remise des plis : voir RC

Date d'envoi de l'avis à la publication : lundi 11 septembre 2023

L23EJ40891

APPEL À CANDIDATURE POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

FESTIVITÉS DE NOËL 2023 À ARCACHON (GIRONDE)

Consultation pour la mise à disposition, l'aménagement et l'exploitation d'emplacements sur le domaine public destinés à l'animation de Noël :

- Sur la Place des Marquises où sera installé le Village de Noël, mise à disposition de 2 chalets destinés à la commercialisation de produits gourmands et festifs, de 7 chalets « commerçants », d'un chalet « œuvre caritative », d'un emplacement pour la vente de sapins et d'un emplacement pour la vente de marrons chauds.

- Sur la Place Thiers où sera installée une animation « piste de rollers », mise à disposition de 1 chalet bois destiné à la commercialisation de produits gourmands et festifs

Durée de l'occupation : du 16 décembre 2023 au 7 janvier 2024 inclus.

Cahier des charges à demander par mail à sandra.talon@arcachon.com ou au 05.56.22.01.15.

Date limite de réception des offres : 13 octobre 2023

L23EJ40573

AVIS D'ATTRIBUTION

Département de publication :

33 Gironde

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Mairie de LA BREDE

Objet du marché :

Travaux pour la mise en sécurité du local d'escrime du gymnase de la brède

Type d'avis :

Avis d'attribution

Type de procédure :

Procédure adaptée

Catégorie :

Travaux

Support(s) de parution :

<http://www.e-marchespublics.com>

Lot 1 : Lot 1 : DEMOLITIONS- GROS OEUVRE- ESCALIER

Ce marché a été : Infructueux

Lot 2 : Lot 2 : MENUISERIES INTERIEURES ET EXTERIEURES

Ce marché a été : Attribué

Attributaire : MCD (CP : 33125)

Montant : 44910 Euros HT

Lot 3 : Lot 3 : PEINTURES

Ce marché a été : Attribué

Attributaire : CABANNES (CP : 33210)

Montant : 3991 Euros HT

Date d'attribution du marché :

11/09/2023

L23EJ40784

PUBLIER VOTRE
ANNONCE LÉGALE EN LIGNE SUR :
annoncelegale.echos-judiciaires.com

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER**

**SERVICE DES PROCÉDURES
ENVIRONNEMENTALES**

**AVIS DE CONSULTATION PUBLIQUE
INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
(LIVRE V DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)**

COMMUNE DE ARSAC

Par arrêté préfectoral du 11 septembre 2023, est prescrite une consultation publique de quatre semaines sur la demande d'enregistrement présentée par la société DECONS AQUITAINE en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (VHU), située sur le territoire de la commune de ARSAC.

Cette consultation se déroulera du 2 octobre 2023 au 30 octobre 2023 inclus.

Un dossier de consultation sera déposé à la mairie de ARSAC où le public pourra en prendre connaissance, aux jours et heures habituels d'ouverture :

- le lundi de 14h30 à 18h
- du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h30 à 18h

Ces documents seront également consultables sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr/Publications/Publications-Légales).

Pendant toute la durée de la consultation, des observations peuvent être formulées :

- sur un registre ouvert à cet effet à la mairie de ARSAC ;
- par voie postale à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde (Service des procédures environnementales - Cité administrative - BP 90 - 33090 BORDEAUX Cedex ;
- par voie électronique à l'adresse suivante : ddtm-spe1@gironde.gouv.fr

Le Préfet de la Gironde est compétent pour statuer sur la demande d'enregistrement sollicitée par un arrêté éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au I de l'article L521-7, ou par un arrêté de refus.

L23EJ40820

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER**

**SERVICE DES PROCÉDURES
ENVIRONNEMENTALES**

**INSTALLATIONS CLASSÉES
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

Par arrêté du 13 septembre 2023, une enquête publique a été prescrite, relative à la demande d'autorisation environnementale, déposée par SARP INDUSTRIES AQUITAINE PYRÉNÉES (SIAP), en vue d'obtenir une augmentation de capacité de traitement de lignes d'incinération de l'installation de traitement de déchets dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux, qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Bassens.

Pendant l'enquête, qui se déroulera du 2 au 31 octobre 2023 inclus, le dossier d'enquête, comportant notamment la demande d'autorisation environnementale, les avis réglementaires et une étude d'impact, sera déposé à l'accueil de la Mairie de Bassens (42 avenue Jean Jaurès), où les personnes intéressées pourront en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture, à savoir :

- le lundi, de 13h00 à 17h00,
- les mardi et jeudi, de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 18h00,
- les mercredi et vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00.

Le Commissaire enquêteur, Madame Céline PADIAL, Responsable Qualité - Sécurité - Environnement, sera présent en Mairie de Bassens aux jours et horaires suivants :

- lundi 2 octobre 2023, de 13h à 17h
- samedi 21 octobre 2023, de 9h à 12h
- mercredi 25 octobre 2023, de 13h à 17h
- mardi 31 octobre 2023, de 13h à 17h.

Le dossier sera également consultable sur le site internet des Services de l'État en Gironde : www.gironde.gouv.fr, rubrique « publications légales » « enquêtes publiques ».

Des informations relatives au dossier peuvent être obtenues, pendant l'enquête, auprès du pétitionnaire, et plus spécifiquement auprès de :

- Madame Mayia FERNANDEZ, Responsable QHSE - Pôle Sud-Ouest (Tél. : 05.57.77.65.50 / Courriel : mfernandez@sarpindustries.fr)
- Monsieur Denis FOY, Directeur de site (Tél. : 05.57.77.65.50 / Courriel : dfoy@sarpindustries.fr)

à l'adresse suivante : SARP INDUSTRIES AQUITAINE PYRÉNÉES (SIAP) - Boulevard de l'Industrie - 33530 BASSENS.

Des observations et propositions relatives au projet pourront également être adressées, avant clôture de l'enquête, au Commissaire enquêteur :

- par correspondance, en Mairie de Bassens,
- par voie électronique, à l'adresse suivante : ddtm-spe1@gironde.gouv.fr.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ou communiquées au Commissaire enquêteur lors de ses permanences, seront consultables en Mairie de Bassens.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le site des services de l'État en Gironde.

Pendant toute la durée de l'enquête, un accès gratuit au dossier sera ouvert au public sur le poste informatique situé dans le bâtiment dédié à l'accueil du public devant la cité administrative : DDTM - 2 rue Jules Ferry à Bordeaux, aux jours et heures ouvrés d'accueil du public.

A la fin de l'enquête, le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur seront consultables pendant un an, en Mairie de Bassens, auprès du service des procédures environnementales de la DDTM et sur le site internet des Services de l'État en Gironde : www.gironde.gouv.fr/Publications/Publications-Légales.

Madame Françoise BAZALGETTE-MOIROT, Ingénieur d'Etudes - Géologue et Urbaniste, est désignée en qualité de suppléant, pour intervenir en cas de remplacement du Commissaire enquêteur.

Le Préfet est compétent pour statuer sur l'autorisation sollicitée, par un arrêté d'autorisation assortie de prescriptions à respecter ou par un arrêté de refus.

L23EJ41218

ECHOS
JUDICIAIRES - GIRONDINS

ABONNEMENT

PAPIER + WEB

- ☐ 6 MOIS = 48 € TTC ☐ 1 AN = 79 € TTC ☐ 2 ANS = 119 € TTC

WEB

- ☐ 6 MOIS = 24 € TTC ☐ 1 AN = 39 € TTC ☐ 2 ANS = 59 € TTC
SOIT 26 NUMÉROS SOIT 52 NUMÉROS SOIT 104 NUMÉROS

NOM _____

PRÉNOM _____

ENTREPRISE _____

ADRESSE _____

EMAIL _____

TEL _____

Adresse de livraison si différente de l'adresse de facturation à compléter et à retourner, accompagné de votre règlement à l'ordre des ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS 106 rue Fondaudège CS 71900 - 33061 BORDEAUX Cedex

CONTACT : CATHERINE DEPETRIS
ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM / 05 57 14 07 55

**POUR ÉCOURTER LES DÉLAIS,
PENSEZ À NOTRE SUPPORT NUMÉRIQUE :**

echos-Judiciaires.com



SUD-OUEST EXPERTS CONSEILS

STALLION

Société à responsabilité limitée unipersonnelle

au capital de 1 000 euros
Siège social : 21 rue Paul Cézanne
33140 VILLENAVE D'ORNON

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 06/09/2023 à VILLENAVE-D'ORNON, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée unipersonnelle

Dénomination sociale : STALLION
Siège social : 21 rue Paul Cézanne
33140 VILLENAVE D'ORNON

Objet : en France et à l'étranger : le conseil, l'audit, l'assistance et la formation dans le domaine des achats ; le conseil et le développement en systèmes et logiciels informatiques ; le négoce dans les domaines susmentionnés.

Durée de la Société : quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros

Gérance : Monsieur Anthony GARRIS-SERE-POURTAU, demeurant 119 rue des Pyrénées 75020 PARIS, a été nommé gérant pour une durée indéterminée

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX

Pour avis
La Gérance

L23EJ36804

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte SSP en date du 21 mars 2023, il a été constituée une société par actions simplifiée ayant pour :

- Dénomination : **EKA 33**

- Siège social : 5 Allée de Tourny, 33000 Bordeaux

- Durée : 99 ans

- Capital : 1 000 €

- Objet : Entreprise générale de bâtiment

- Président : EL KAOURI Hamid demeurant 3 Allée De Perliguey 33850 Léognan

- Directeur : KONUK Barboros Haci demeurant 146 Avenue Pasteur 33185 Le Haillan

- Actions et droits de vote : chaque action donne droit à une voix

- Agrément : Les cessions d'actions sont soumises à agrément.

La société sera immatriculée au Greffe de Bordeaux

L23EJ37792

Par acte SSP, il a été constitué une SASU dénommée **ESFACY** Capital : 790650€ Siège social : 56 RUE CAMENA D'ALMEIDA 33000 Bordeaux Objet : Activité de holding, la détention et prise de participation directe ou indirecte dans le capital de société, groupement ou entités juridiques de tous types Président : GARNIER David 56 rue Camena d'Almeida 33000 BORDEAUX Durée : 99 ans. Immatriculation au RCS BORDEAUX Transmission des actions : cession libre des actions de l'associé unique. Admission aux assemblées et droit de vote : chaque actionnaire est convoqué aux assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

L23EJ38050

Par acte sous seing privé en date du 10/07/2023 il a été constituée une SASU dénommée : **MAXI DONUTS**.

Siège social : 6 bis rue Saint André 33470 TEICH

Capital : 1000 €

Objet Social : La fabrication et la vente de pâtisseries, plats préparés, glaces, boissons chaudes et froides non alcoolisées à consommer sur place ou à emporter.

Président : Mme POURSAT Caroline demeurant 6 bis rue Saint André 33470 TEICH

Directeur général : M. ESTEBAN Victor demeurant 6 bis rue Saint André 33470 TEICH

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Cession libre des actions détenues par l'associé unique.

Cession soumise à agrément en cas de pluralité d'associés.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BORDEAUX

L23EJ38869



FIDUCIAIRE EXPERTS

CONSEIL EN ENTREPRISE - EXPERTISE COMPTABLE

POGO ECHO

Société à responsabilité limitée au capital de 2 000 euros

Siège social : 52 rue François Chambrelent
33300 BORDEAUX

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à BORDEAUX du 1er septembre 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : SARL

Dénomination sociale : POGO ECHO

Siège social : 52 rue François Chambrelent 33300 BORDEAUX

Objet social : en France et à l'étranger : toute activité d'agence de communication et de design, d'organisation d'événements, de locations d'espaces équipés de travail : bureaux et salles de réunion, de coworking.

Durée de la Société : 99 ans

Capital social : 2 000 euros

Gérance : Monsieur Antoine THOMAS demeurant 14 quai Sainte-Croix 33800 BORDEAUX.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis
La Gérance

L23EJ39417



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

MCCDP INVEST

Société par actions simplifiée

Au capital de 50 000 euros

Siège social : 2 chemin des Templiers,
33500 ARVEYRES

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 04/09/2023 à ARVEYRES, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée

Dénomination : MCCDP INVEST

Siège : 2 chemin des Templiers, 33500 ARVEYRES

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 50 000 euros

Objet : La réalisation de tous biens et droits immobiliers ou droits sociaux de société ayant à leur actif des biens ou droits immobiliers. La détention, l'administration, la location ou la revente desdits biens ou droits sociaux après accomplissement de travaux éventuellement. La réalisation de toutes opérations de marchand de biens. L'activité de prestations de services en travaux d'aménagement et d'urbanisme immobilier, en construction, en rénovation et en opération foncières, immobilières, patrimoniales et financières, ainsi que le conseil aux entreprises et aux particuliers. L'acquisition et la gestion de toutes participations dans toutes sociétés à objet civil ou commercial.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : La société MANGANARI,

Société par actions simplifiée au capital de 616 500,00 euros, Ayant son siège social 2 Chemin des Templiers, 33500 ARVEYRES, Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 490 965 241 RCS LIBOURNE, Représentée aux présentes par son Gérant, Monsieur Pierre-Henri MOREL,

Directeur général : La société COMPAGNIE FONCIERE ET IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE EN ABREGE C.F.I.A., Société à responsabilité limitée au capital de 7 622 euros, ayant son siège social 1 Impasse des Pones, Le Payaud, 17137 NIEUL SUR MER, Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 419 950 217 RCS LA ROCHELLE, Représentée aux présentes par sa Gérante, Madame Isabelle GUIL-LON,

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de LIBOURNE.

L23EJ39840



TAX TEAM ET CONSEILS

Société d'Avocats

61 rue du Pr.Lannelongue

BP 10062

33028 Bordeaux Cedex

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 06/09/2023, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société Civile Immobilière

Dénomination : **SOLVAIN**

Siège : 61 rue du Professeur Lannelongue - BP 10068 - 33028 Bordeaux

Objet : L'acquisition de tous biens immobiliers, la réalisation de tous travaux de construction ou de rénovation de biens immobiliers et de toutes activités et prestations afférentes à la construction ou la rénovation de biens immobiliers, l'acquisition de tous éléments d'actifs mobiliers et immobiliers.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS

Capital : 400.000 euros

Apports en numéraire : 400.000 euros

Les Gérants : Madame Laetitia MAIGROT, demeurant au 34, Narborough Street, SW6 3AR - Londres - Royaume-Uni, Monsieur Denis MARTIN, Demeurant 34, Narborough Street, SW6 3AR - Londres - Royaume-Uni et Monsieur Adrien MAIGROT, Demeurant Royal Road - Cap Malheureux à l'Ile Maurice.

Immatriculation : au RCS de BORDEAUX

L23EJ40258

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné le 6 septembre 2023 de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : **Remise à NeuF**

FORME : Société à responsabilité limitée

CAPITAL : 5 000 euros

SIEGE SOCIAL : 71 rue de Marly 33700 MERIGNAC

OBJET : Maintenance des bâtiments dans le domaine de la plomberie, électricité, plâtrerie et finitions.

DUREE : 99 années

GERANCE :

Monsieur Fabien CHAPERON demeurant 71 rue de Marly 33700 MERIGNAC

Monsieur Nicolas FONTENEAU demeurant 12 rue Masséna 33700 MERIGNAC

IMMATRICULATION : au RCS de BORDEAUX.

Pour avis,

La Gérance

L23EJ40264



GROUPE CAEC

CONSEIL - AUDIT - EXPERTISE COMPTABLE

MEMBERS - ASSOCIATES - PARTNERS - MEMBERS

AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué par acte sous seing privé, en date du 07/09/2023 à LA BREDE, une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée.

Dénomination : **MRenov33**.

Objet : la réalisation de prestations d'entretien de toiture, de façade et remonte capillaires ; la pose, l'aménagement et l'entretien de bandeaux, lambris et gouttières ; la réalisation de toutes prestations d'aménagements extérieurs et intérieurs, tels que, sans que cette liste ne soit exhaustive : terrasses et clôtures bois, dressings, carrelages, parquets, peintures, et poses de moustiquaires ;

Durée de la société : 99 année(s) à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Siège social : 7 Bis avenue du Reys, logement 1, 33650 LA BREDE.

Capital social fixe : 2.000 euros

Président de la Société : Monsieur Mathieu RODRIGUEZ, demeurant 7 Bis avenue du Reys, logement 1, 33650 LA BREDE.

Cession des actions : Tant que la Société demeure unipersonnelle, toutes les cessions d'actions entre vifs s'effectuent librement. Les Cessions d'Actions sont libres entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers non associés, qu'avec l'agrément des associés statuant à la majorité requise pour l'adoption des décisions collectives.

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE

VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

La Société sera immatriculée au RCS de BORDEAUX.

Pour avis, le Président

L23EJ40335

BESOIN D'AIDE POUR
VOTRE ANNONCE LÉGALE ?

CONTACTEZ-NOUS AU 05 56 52 32 13



AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LEGE CAP FERRET du 30/08/2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : **A2JVS**

Siège social : 3 rue des Cigales Cap Ferret Océan, 33950 LEGE CAP FERRET

Objet social : L'acquisition, par voie d'achat, d'échange, d'apport ou autrement, de tous immeubles bâtis et non-bâtis, terrains, leur détention et leur administration pour ses associés, la restauration et la construction de tous immeubles, la mise à disposition de tout ou partie des immeubles au bénéfice de ses associés et/ou la location de tout ou partie des immeubles de la Société ; L'ouverture et la gestion de tous comptes bancaires ; L'ouverture et la gestion de tout contrat de capitalisation et de tout portefeuille de titres ; La conclusion de tout emprunt, hypothécaire ou non et, à titre exceptionnel, le cautionnement hypothécaire des associés ; la mise à disposition gratuite au profit du ou des gérants de tous biens immobiliers appartenant à la Société ; Le cas échéant, la vente, l'échange, la donation, l'apport, et l'arbitrage, de tout ou partie des éléments immobiliers et mobiliers du patrimoine de la Société, à condition de respecter strictement le caractère civil de la Société.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : Monsieur Stéphane BOUCHERIE et Madame Véronique BOUCHERIE, demeurant ensemble 3 rue des Cigales CAP FERRET OCEAN 33950 LEGE CAP FERRET

Clauses relatives aux cessions de parts : dispense d'agrément pour cessions à associés, conjoints d'associés, ascendants ou descendants du cédant si non agrément des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX

L23EJ40371

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP en date du 17 juillet 2023, constitution de la SAS :

Dénomination : **FRENCH HOUSE**

Capital : 1.000 Euros

Siège social : 12 allée de la Convention 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES

Objet : L'acquisition, la vente, la rénovation des biens immobiliers, l'administration et l'exploitation par location ou autrement de tous biens immeubles et généralement toutes opérations quelconques se rattachant à cet objet ;

Président : M. Emilio AGRARIO, 12 allée de la Convention 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES

Cessions : Les cessions d'actions à tiers à quelque titre que soit sont soumises à agrément.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BORDEAUX

L23EJ40431



Société d'Expertise Comptable
Andernos - Cenon - Langon - Mérignac -
Portets.
www.a3caudit.com



AVOCATS

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 07/09/2023 il a été constitué la Société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **LES LOCAUX PASC-SAB**

Forme : SCI

Siège social : 2 lotissement Le Clos de la Chapelle 33360 LATRESNE.

Objet : l'acquisition, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers ; éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Durée : 99 ans

Capital : 1 000 €

Gérance : M. Pascal MONNIER, demeurant 2 lotissement Le Clos de la Chapelle 33360 LATRESNE.

Agrément : les cessions de parts, à l'exception de celles entre associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Immatriculation au RCS de Bordeaux.
L23EJ40522

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution de la Société par actions simplifiée **RAJESWARY**

SIÈGE SOCIAL : 3 rue de Candale 33000 BORDEAUX

OBJET : Restauration rapide sur place et à emporter

DURÉE : 99 années

CAPITAL : 1000 euros

Président : Madame Rexcika NIXON épouse KULASEGAR

demeurant 48 rue R. Schuman résidence Playel appart 412 33300 BORDEAUX

Directeur Général : Monsieur Rekno NIXON

demeurant 48 rue R. Schuman résidence Playel appart 412 33300 BORDEAUX

IMMATRICULATION : au RCS de Bordeaux

L23EJ40548

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 23 août 2023 à Ambarès et Lagrave, il a été constitué une Société

té présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : **AMLAG**.

FORME : Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle.

CAPITAL : 1 000 euros.

SIÈGE SOCIAL : 75 rue de Barot - 33440 AMBARES ET LAGRAVE.

OBJET : Holding financière.

DURÉE : 99 années à compter de l'immatriculation.

PRESIDENT : Mr Laurent, Gérard, Michel GUIGNARD, demeurant 75 rue de Barot - 33440 AMBARES ET LAGRAVE, pour une durée illimitée.

IMMATRICULATION : Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux.

Pour avis,

L23EJ40551



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupect.com

VICTOIRE
Société en nom collectif
au capital de 1 000 euros
Siège social : 30, Chemin Becard
33140 VILLENAVE D'ORNON

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Villenave d'Ornon du 8 septembre 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société en nom collectif

Dénomination sociale : VICTOIRE

Siège social : 30, Chemin Becard, 33140 VILLENAVE D'ORNON

Objet social : - Acquisition et recherche de biens immobiliers pour locations nues et meublées, location de tous biens mobiliers.

- Toutes prestations d'hébergement avec possibilité de services adjoints.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros

Associés en nom :

La société HOLDING FINANCIERE SUBIRANIN, Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 300 900 euros, dont le siège social est situé 30 Chemin Becard 33140 VILLENAVE D'ORNON

Monsieur Julien SUBIRANIN, demeurant 30 Chemin Becard 33140 VILLENAVE D'ORNON

Gérance :

Monsieur Julien SUBIRANIN, demeurant 30 Chemin Becard 33140 VILLENAVE D'ORNON

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Julien SUBIRANIN

L23EJ40596

VOUS POUVEZ CONTACTER NOTRE
SERVICE D'ANNONCE LÉGALE PAR E-MAIL :

annonces-legales@echos-judiciaires.com

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 28 juillet 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : **VIGNOBLES MATHIEU RICHARD**

Forme sociale : Société par Actions Simplifiée.

Siège social : Lieu dit Cantenac 33330 SAINT-EMILION.

Objet social : La société a pour objet :

L'acquisition, la prise à bail, l'exploitation de tous biens agricoles soit directement soit par voie de fermage, de métayage, de mise à la disposition de la société de biens, ou selon toutes autres modalités.

La vente et éventuellement la transformation conformément aux usages agricoles des produits de cette exploitation ainsi que les activités qui sont dans le prolongement des actes de production réalisés par la société ou qui ont pour support l'exploitation.

Toutes prestations œnologiques, et œnotouristiques.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés,

Capital social : 5 000 € constitué uniquement d'apports en numéraire.

Président : Monsieur RICHARD Mathieu, demeurant 14 rue de la Poste Le Bourg 33420 SAINT-JEAN-DE-BLAIGNAC.

Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associé ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Exercice du droit de vote : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de LIBOURNE.

Pour avis, Le Président.

L23EJ40630

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé en date du 11 septembre 2023, il a été constituée une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : **NEXYON**

Forme : Société par actions Simplifiée Unipersonnelle

Siège Social : 17 avenue du Président Vincent Auriol 33700 MERIGNAC

Objet : Prestations de conseil en informatique et conseil en recrutement dans les métiers de l'informatique.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation

Capital : 100 euros représentés par des apports en numéraire

Président : Monsieur HASHIMLI Mazar, né le 17 décembre 1989 à Nakhitchevan (azerbaïdjan) demeurant 17 avenue du Président Auriol 33 700 MERIGNAC.

La Société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX.

L23EJ40728



ACTUARIEL EXPERTISE
Société d'expertise comptable
Conseil en création d'entreprises
Lormont - Tél. 05 57 54 4984
La Brède - Tél. 05 56 78 56 32
www.actuariel-expertise.com

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné en date du 11 septembre 2023 de la constitution de la Société à Responsabilité Limitée MA CAVE A VINS BORDEAUX au capital de 10000 euros. Sigle : MCV. Siège social : 3 Avenue Thiers 33100 BORDEAUX. Objet : activité de caviste, petite restauration, bar à vins. Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX. Gérant : Monsieur Frédéric RIVAUD demeurant 9 Cité Martin Videau 33100 BORDEAUX nommé pour une durée illimitée.

L23EJ40758



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

REMA IMMO
Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros
Siège social : 5 chemin du Palem 33760 MONTIGNAC

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à MONTIGNAC du 7 septembre 2023, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : REMA IMMO
Siège : 5 chemin du Palem, 33760 MONTIGNAC

Durée : quatre vingt dix neuf ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 1 000 euros
Objet : L'acquisition, l'administration, la gestion et l'exploitation, par bail, location ou autrement, de tous immeubles, biens, terrains et droits immobiliers dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement. L'apport d'affaires.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Présidente :
La société REMA FINANCE,
Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 1 318 000 euros
Ayant son siège social 5 chemin du Palem, 33760 MONTIGNAC
Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 882 875 594 RCS BORDEAUX

représentée par Monsieur François TOJAGIC en sa qualité de Président,

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

POUR AVIS
La Présidente

L23EJ40804

FIDAL AVOCATS

76, ROUTE DE LYON
24750 BOULAZAC ISLE MANOIRE

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 25 août 2023, est constituée une Société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société par Actions simplifiée

DENOMINATION : **LA LISTE**

CAPITAL : 1.000 euros divisé en 100 actions de 10 euros

SIÈGE SOCIAL : 17 rue Denfert Rochereau 33780 SOULAC SUR MER

OBJET : Agence de conception et de production de contenu éditorial :

- Marketing rédactionnel,

- Conseils et chartes éditoriales,

- Création de documents et suppléments à destination des médias,

- Réalisation de magazines d'entreprises et de supports de communication en tous genres,

- Streaming : réalisation et publication de vidéos sous différents formats

DUREE : 99 années

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé titulaire d'actions ordinaires dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Les associés titulaires d'actions de préférence sans droit de vote ne disposent pas du droit de vote.

PRESIDENT : Monsieur Réda MRABIT domicilié 76 rue de Strasbourg 94300 VINCENNES

DIRECTEUR GENERAL : Monsieur Adrien COUROUBLE domicilié 58, rue Victor Hugo 92130 ISSY LES MOULINEAUX

IMMATRICULATION au RCS de BORDEAUX

Pour avis

L23EJ40836



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

Le Patro de Jeannot
Société par actions simplifiée
au capital de 8 000 euros
Siège social : 7/9 Place Saint Martial 33000 BORDEAUX

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à BORDEAUX du 29/08/2023, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : **Le Patro de Jeannot**
Siège : 7/9 Place Saint Martial, 33000 BORDEAUX

Durée : quatre vingt dix neuf ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 8 000 euros

Objet : Restauration associative ; Evènement culturels et sportifs ; Débit de

boissons (licence III) ; Vente d'articles divers à titre sédentaire et non sédentaire

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président :
Union sportive Les Chartrons
Association sportive

ayant son siège social 9 place Saint Martial, 33300 BORDEAUX,

Né à CHAMPIGNY-SUR-MARNE le 1^{er} janvier 1990

De nationalité française

Demeurant 19 rue Dupaty 33300 BORDEAUX

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

POUR AVIS
La Présidente

L23EJ40844



SELARL LNCA
M^{re} Pierre-Jean LARBODIE,
NOTAIRE
1, Rue du Stade
33350 PUJOLS

Aux termes d'un acte reçu par Me Pierre-Jean LARBODIE, notaire à PUJOLS, le 6 septembre 2023, il a été constituée la société civile immobilière dénommée «**SCI EDMOND CONSTRUCTION**» dont le siège social est à MONTAGNE (33570), 16 lieudit Binet, au capital social de MILLE EUROS (1.000,00 €), divisé en 1000 parts sociales de UN EURO (1,00 €) chacune, numérotées de 1 à 1000. Ladite société a pour objet : La propriété et la gestion, à titre civil, de tous les biens ou droits mobiliers et immobiliers et plus particulièrement de toute prise de participation dans toutes sociétés immobilières et de tous autres biens meubles et immeubles, à quelque endroit qu'ils se trouvent situés. La durée de la société est de 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de LIBOURNE. La gérance de la société sera exercée par Monsieur David EDMOND, demeurant à MONTAGNE (33570), 16 lieudit Binet et Monsieur Lucas EDMOND, demeurant à SAINT PEY D'ARMENS (33330), 1 lieudit Guerin. Interviennent librement les opérations entre associés. Pour avis, Me Pierre-Jean LARBODIE.

L23EJ40956

MODIFICATIONS



Société d'Expertise Comptable
Andemos - Cenon - Langon - Mérignac - Portets.
www.a3caudit.com

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ACMV
SC au capital de 10 000 euros
Siège social : 116, cours du Maréchal DE LATTRE DE TASSIGNY
ZI de Dumes
33210 LANGON
449 994 912 RCS BORDEAUX

MODIFICATIONS

Aux termes du PV de l'AGM du 15 septembre 2022, il a été constaté le décès de Mme Agnès CHASSIN, cogérante, et il a été décidé de ne pas procéder à son remplacement ; M. Michel VOGEL, restera seul gérant.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX.

Pour avis
La Gérance

L23EJ24307

WWW.ECHOS-JUDICIAIRES.COM

LAB'SCIENCE AQUITAINE

Société par actions simplifiée.
Au capital de 500 000 euros
Siège social : 31 rue Thomas Edison
Bâtiment C 33610 CANEJAN
RCS BORDEAUX 888 924 784

NOMINATION DE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Suite au PV des décisions du Président en date du 18/07/2023, M. Sylvain FERLAL, né le 05/12/1987 à TALENCE et domicilié au 24 rue de Madrid à Bordeaux (33000) est nommé Directeur Général de la SAS LAB'SCIENCE AQUITAINE pour une durée de trois années à compter du 01/07/2023.

Mention sera faite au RCS de Bordeaux
L23EJ37892

AGE D'OR SERVICES BORDEAUX OUEST, SARL au capital de 5000€. Siège: 215 AV PASTEUR 33600 PESSAC 833482227 RCS BORDEAUX. L'AGE du 28/08/2023 a modifié la société en SAS sans création d'un être moral nouveau, nommé Président Philippe ALBERT, 9 RUE HENRI STENDHAL 33320 EYSINES, changé la dénomination qui devient AO SERVICE SENIOR BORDEAUX OUEST L23EJ39034



Maître Romain VIGNAU,
Notaire
à VILLENAVE D'ORNON
(33140),
9 route de Léognan

Maître Romain VIGNAU, Notaire à VILLENAVE D'ORNON (33140), 9 route de Léognan.

Dénomination : Société dénommée **CINELI**, SCI au capital de 78600,00€, dont le siège est à LEOGNAN (33850), 29 rue de Lignac, identifiée au SIREN sous le n°852862325 et immatriculée au RCS de BORDEAUX

Objet : Suivant acte reçu par Maître Romain VIGNAU, Notaire à VILLENAVE D'ORNON en date du 01 juin 2023, il a été décidé le transfert de siège social à l'adresse LEOGNAN (33850), 21 Bis Chemin du Bergery à compter du 01 juin 2023.

Pour avis

Le notaire.

L23EJ40140

EXTENSION DE L'OBJET SOCIAL

CENTRE DE FORMATION VEYNAT

Société par actions simplifiée
au capital de 2 000 euros
Siège social :
62 avenue de Branne - 33370 TRESSSES
821 890 704 RCS BORDEAUX

Aux termes du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31/08/2023, il a été décidé d'étendre l'objet social aux activités de :

- formation professionnelle et d'apprentissage ;

- location immobilière (salle de formation) ;

- conseils.

Les statuts seront modifiés en conséquence.

Pour avis,

L23EJ40142



DDA - Société d'Avocats
333 boulevard du Président
Wilson 33200 Bordeaux
Téléphone : 05 57 22 90 90
Email: avocats@ddaconseils.fr

Par décision en date du 28/07/2023, l'associée unique de la SAS MJ France, capital : 11.780.000,00 €, siège : SAINT ESTEPHE (33180) Cos d'Estournel, RCS

BORDEAUX 433 918 182, a décidé de nommer en qualité de Présidente Madame Aude REYBIER épouse AUGENBLICK, née le 14/03/1973 à LYON (69), demeurant Chemin de Bezaley 11, CH 1247 ANIERES en remplacement de Monsieur Gilles FRACHON, démissionnaire, et ce pour une durée illimitée à compter de ce jour.

L23EJ40149



174 Avenue du Truc
33697 MERIGNAC
Tél : 05 56 12 41 41

TECHNIC ISOLATION ET FERMETURES

Société par actions simplifiée
au capital de 29 300 euros
Siège social : 105 Ter, avenue du Général de Gaulle - 33190 GIRONDE SUR DROPT
418.366.019 RCS BORDEAUX

AVIS DE FUSION ET D'AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

Aux termes d'un procès-verbal des décisions en date du 31/08/2023, l'Associée unique de la société TECHNIC ISOLATION ET FERMETURES a :

- Approuvé le projet de fusion établi par acte sous signature privée en date du 18/07/2023, aux termes duquel la société FVIMEX, SARL au capital de 10 000 euros, dont le siège social est 1, Le Grand Maine - 33190 ST EXUPERY, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 837.899.046 RCS BORDEAUX, a fait apport, à titre de fusion, à la société TECHNIC ISOLATION ET FERMETURES de la totalité de son actif évalué à

72 109 euros, à charge de la totalité de son passif évalué à 25 599 euros, la valeur nette des apports s'étant donc élevée à 46 510 euros,

- Décidé, pour rémunérer cet apport, d'augmenter son capital d'un montant de 29 300 euros pour le porter de 29 300 euros à 58 600 euros, par la création de 500 actions nouvelles de 58,60 euros chacune, de même catégorie que les anciennes, entièrement libérées, et attribuées aux associés de la société FVIMEX à raison d'une action de la société TECHNIC ISOLATION ET FERMETURES contre deux parts de la société FVIMEX.

La prime de fusion s'élève globalement à 17 210 euros.

- Décidé de réduire le capital social de 29 300 euros, par l'annulation des 500 titres de 58,60 euros auto-détenus par la société à l'issue de l'opération de fusion-absorption, ramené ainsi de 58 600 à 29 300 euros.

La fusion est devenue définitive le 31/08/2023 ainsi qu'il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la société FVIMEX en date du 31/08/2023 et du procès-verbal des décisions de l'Associé unique de la société TECHNIC ISOLATION ET FERMETURES en date du 31/08/2023, la société FVIMEX se trouvant dissoute à cette date de plein droit du fait de la fusion.

La fusion a un effet rétroactif au 01/04/2023, d'un point de vue comptable et fiscal, de sorte que les résultats de toutes les opérations réalisées par la société FVIMEX depuis le 01/04/2023 jusqu'au jour de la réalisation de la fusion sont réputées réalisées, selon le cas, au profit ou à la charge de la société TECHNIC ISOLATION ET FERMETURES et considérées comme accomplies par la société TECHNIC ISOLATION ET FERMETURES depuis le 01/04/2023.

L'article 6 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis, la Présidente

L23EJ40153



174 Avenue du Truc
33697 MERIGNAC
Tél : 05 56 12 41 41

FVIMEX

Société à responsabilité
limitée unipersonnelle
au capital de 10 000 euros
Siège social : 1 Le Grand Maine
33190 ST EXUPERY
837 899 046 RCS BORDEAUX

AVIS DE DISSOLUTION

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 31/08/2023, les associés de la société FVIMEX ont approuvé le traité établi sous signature privée en date du 18/07/2023, et portant fusion par absorption de leur Société par la société TECHNIC ISOLATION ET FERMETURES, société par actions simplifiée au capital de 29 300 euros, dont le siège social est 105 Ter, avenue du Général de Gaulle - 33190 GIRONDE SUR DROPT, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 418.366.019 RCS BORDEAUX.

L'Assemblée a décidé la dissolution anticipée, sans liquidation, de la société FVIMEX, le passif de cette Société étant intégralement pris en charge par la société TECHNIC ISOLATION ET FERMETURES et les actions émises en augmentation de son capital par la société TECHNIC ISOLATION ET FERMETURES étant directement et individuellement remises aux associés de la société FVIMEX, à raison d'une action de la société TECHNIC ISOLATION ET FERMETURES pour deux parts de la société FVIMEX.

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la société TECHNIC ISOLATION ET FERMETURES, en date du 31/08/2023, ayant approuvé le traité de fusion et augmenté et réduit son capital, la fusion et la dissolution de la société FVIMEX sont devenues effectives à cette date.

Les actes et pièces concernant la dissolution sont déposés au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis, la Gérance

L23EJ40155

MANGA KAT

EURL au capital de 1 000 €.
Siège social : 20 RUE SAINTE CECILE
33000 BORDEAUX
951 018 902 RCS BORDEAUX

Par décision de l'associée unique du 01/07/2023, il a été décidé du transfert du siège social à l'adresse 28 PLACE MARENGO 16000 ANGOULEME, à effet du 01/07/2023. La société sera désormais immatriculée au RCS d'ANGOULEME.

Modification au RCS de BORDEAUX
L23EJ40171

SCI BCUBE

Société civile immobilière
au capital de 1.000 €
35, chemin du Foin
33160 Saint Aubin du Medoc
885 405 506 RCS Bordeaux

Transfert du siège

L'AGO du 28 juin 2023 a décidé le transfert du siège social au 10 impasse des Palombes 65200 Ordizan à compter du 1^{er} juillet 2023

L'article 3 des statuts sera modifié en ce sens

Radiation sera faite au RCS de Bordeaux Nouvelle immatriculation au RCS de Tarbes

Pour avis

L23EJ40197

PROCHAINE STATION SASU au capital de 1 000 €. Siège social : 1 CHE D'ARNAUDET 33670 SADIAC. 824 485 700 RCS BORDEAUX. Par décision de l'associé unique du 01/01/2023, il a été décidé du transfert du siège social à l'adresse 37 ROUTE DE MORILLON 33360 CAMBLANES ET MEYNAC, à effet du 01/01/2023. Modification au RCS de BORDEAUX L23EJ40199



ROAD ANGELS

Société par actions simplifiée
au capital de 9 000 euros
Siège social : 26 lieudit Bron, 33730 PRECHAC
822 690 210 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 01/08/2023, il résulte que Madame Marie-Christine DESHAYES, demeurant 1 lieudit Regan, 33113 CAYALIS, a été nommée en qualité de Président en remplacement de Monsieur Michel DESHAYES, démissionnaire à effet du 1^{er} septembre 2023. POUR AVIS Le Président

L23EJ40210



RANA HOLDING

Société à responsabilité limitée
au capital de 650 000 euros
Siège social : 86 route d'Arcachon, lieudit Pierrot
33610 CESTAS
529076416 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 27 juin 2023, l'associé unique a nommé :

- La Société CA d'E, société à responsabilité limitée à associé unique au capital de 7 000 euros, dont le siège social est 16 avenue de Magudas, 33700 MERIGNAC, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 804 954 584, représentée par Monsieur Alexis BOURDY, gérant, en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire,

- La Société CA2, société à responsabilité limitée au capital de 5 000 euros, dont le siège social est 16 avenue de Magudas, 33700 MERIGNAC, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 812 909 307, représentée par Monsieur Claude FOUQUEREAU, en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant.

pour un mandat de trois exercices, soit jusqu'à la décision de l'associé unique sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Pour avis

La Gérance

L23EJ40228



SERVICE ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

abonnement@echos-judiciaires.com

NAOLYS

Société à responsabilité limitée au capital de 2 000 000 euros
Siège social : 86 Route d'Arcachon
33610 CESTAS PIERROTON
449 473 560 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération en date du 30 juin 2023, l'Assemblée Générale Ordinaire a nommé :

- La Société CA d'E, société à responsabilité limitée à associé unique au capital de 7 000 euros, dont le siège social est 16 avenue de Magudas, 33700 MERIGNAC, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 804 954 584, représentée par Monsieur Alexis BOURDY, gérant, en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire,

- La Société CA2, société à responsabilité limitée au capital de 5 000 euros, dont le siège social est 16 avenue de Magudas, 33700 MERIGNAC, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 812 909 307, représentée par Monsieur Claude FOUQUEREAU, en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant.

pour un mandat de trois exercices, soit jusqu'à la décision de l'associée unique sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Pour avis
La Gérance

L23EJ40232

«CAR'EVENT»

SARL AU CAPITAL DE 8.000 EUROS
SIEGE SOCIAL : 15 ALLEE DU BASTARD
33360 LATRESNE
450 309 356 RCS BORDEAUX

Aux termes du procès-verbal de l'AGE du 26/02/2021, l'Assemblée Générale Extraordinaire, statuant conformément à l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la Société. Mention sera faite au RCS de BORDEAUX.

L23EJ40265

VILLA ESPERANZA

Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros
Siège social : 3 Cité Antoine Dupuch,
33000 BORDEAUX
890 103 641 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 31 octobre 2022, les associés de la Société, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis, la Gérance

L23EJ40292



EMI.

Société à responsabilité limitée au capital de 1500 euros.
Siège social : 14 Lotissement LE VALLON,
33370 FARGUES SAINT HILAIRE.
RCS BORDEAUX 834071458

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes d'une décision en date du 7 juin 2023, l'associé unique a décidé, à effet du 1 mai 2023, de transférer le siège

social à 1 Chemin des Ecoliers - Résidence TOSCA, 33360 CARIGNAN DE BORDEAUX.

L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence

Mention sera portée au RCS de Bordeaux.

Pour avis

L23EJ40294



32, rue Vital Carles
33000 BORDEAUX
Tél : 05 57 10 87 36
contact@destee-avocats.com

SCI BO LOUIS 2

Société civile immobilière
Capital de 500 Euros
Siège social :
11, rue Roland Garros
17250 SAINT PORCHAIRES
509 183 901 RCS SAINTES

Aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 4 août 2023, les associés ont pris les décisions suivantes :

1 - Transfert du siège social à compter de cette même date, au 4, rue Seguin, 33320 EYSINES - France, avec cette nouvelle mention à l'article 4 des statuts de la société en lieu et place de l'ancien siège social situé au 11, rue Roland Garros, 17250 SAINT PORCHAIRES,

2 - Nomination à compter de cette même date de Monsieur Lionel BERTIN, demeurant à EYSINES (33320) 4, rue Seguin, né à BORDEAUX le 27 janvier 1971, en qualité de gérant de la société pour une durée indéterminée, en lieu et place de Monsieur Kristian GILLARDEAU démissionnaire.

Les formalités seront effectuées auprès du RCS SAINTES et RSC BORDEAUX.

POUR AVIS.

L23EJ40301

SOGECA BORDEAUX
68 avenue Jean Jaurès
33150 CENON
05.57.77.90.00

Augmentation du capital

ATELIER BORDELAIS DE MICROTECHNIQUE A.B.M.T

Société à Responsabilité Limitée au capital de 45 000,00 euros
Siège social :
8 Impasse Rudolf Diesel
Immeuble La Devèze
33700 MERIGNAC
402 867 584 RCS BORDEAUX.

Suivant décisions de l'associé unique en date du 30 juin 2023, il résulte que :
- la valeur nominale des parts a été diminuée de 35,00 euros la part sociale, qui passe ainsi de 45,00 euros à 10,00 euros. Par conséquent, le capital social détenu par l'associé unique reste toujours fixé à 45 000 euros mais divisé désormais en 4 500 parts sociales de 10 euros chacune.
- le capital social de la société a été augmenté d'un montant de soixante-deux mille (62 000) euros par émission de six mille deux cents (6 200) parts sociales nouvelles par compensation de créances, et porté de quarante-cinq mille (45 000) euros à cent sept-mille (107 000) euros divisé en 10.700 parts sociales. En conséquence de ces décisions, les articles 7 et 8 ont été modifiés.

Pour avis, le représentant légal.

L23EJ40323

SOGECA BORDEAUX
68 avenue Jean Jaurès
33150 CENON
05.57.77.90.00

AMBARES PIECES AUTOS

Société à Responsabilité Limitée au capital de 20 000,00 €-
Siège social :
2 Avenue de la Libération-
3440 AMBARES ET LAGRAVE
853 522 415 RCS BORDEAUX

Aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 26 Juillet 2023, il résulte que les associés ont décidé à l'unanimité la transformation de la société en société par actions simplifiée, sans création d'un être moral nouveau. Cette transformation a entraîné la modification des anciennes mentions devenues caduques qui sont remplacées par celles-ci après :

FORME : société par actions simplifiée-ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées, sur justification de son identité et de l'inscription de ses actions dans les comptes de la société. Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. AGREMENT

: Agrément des cessions d'actions à des tiers par les actionnaires. NOUVEAUX ORGANES DE DIRECTION : Président : - la société POINT SERVICES AUTOS, société à responsabilité limitée au capital de 750 000 euros, immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le numéro 393 624 267, dont le siège est au 306 avenue Tailan Médoc, 33 320 EYSINES (Gironde). Les autres caractéristiques sociales demeurent inchangées.

Dépôt légal au RCS de BORDEAUX.

Pour avis, le représentant légal.

L23EJ40346



ACTUARIEL EXPERTISE
Société d'expertise comptable
Conseil en création d'entreprises
Lormont - Tél. 05 57 54 4584
La Brède - Tél. 05 56 78 56 32
www.actuariel-expertise.com

TRANSFERT SIEGE SOCIAL

Aux termes d'une délibération en date du 02 AOÛT 2023, l'assemblée générale extraordinaire de la Société civile immobilière TAVIL, au capital de 1000 euros, dont le siège social est situé 39 bis rue Karl Marx Maison A 33850 LEOGNAN, immatriculée 801 727 124 RCS BORDEAUX, a décidé de transférer le siège social à compter de cette même date au 21 Allée des Vignes de Marquet 33850 LEOGNAN et de modifier l'article 4 des Statuts.

L23EJ40348

Suivant procès-verbal en date du 26 août 2023, les associés de la SCI dénommée « SCI DERVELLE », au capital de 1.000,00 €, RCS BORDEAUX 909 611 725, ont décidé de transférer le siège social à compter du 26 août 2023.

Ancien siège social : TALENCE (33400), 16 rue Camille Pelletan, Résidence Clos St Lazare, Appt A23.

Nouveau siège social : CADAUJAC (33140), 413 rue de Montusset.

La gérance de la société est assurée par Madame Cindy LASSOUREILLE et Monsieur Antonin DERVAUX, demeurant ensemble à CADAUJAC (33140), 413 rue de Montusset.

L23EJ40355

BMO GREEN CONCEPT

Société par actions simplifiée au capital de 500 euros
Siège social :
9 Rue de Condé bureau 3
33000 BORDEAUX
RCS BORDEAUX 917 588 634

Aux termes d'une décision en date du 01.09.2023, le Président de la SASU BMO Green Concept, usant des pouvoirs conférés par les statuts, a décidé de transférer le siège social du 9 Rue de Condé, bureau 3, 33000 BORDEAUX au 103 T Cours BACALAN 33390 BLAYE à compter du 01.09.2023 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

POUR AVIS

Le Président

L23EJ40358



TRIVIUM CONCEPT

SARL au capital de 75 000 €
Siège social :
55 rue Campeyrat
33000 BORDEAUX
910 539 287 RCS BORDEAUX

Le 03/08/2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

L23EJ40359

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ERS

Société civile immobilière au capital de 1.524,49 €
siège social: 8 rue de la Taillande
PLASSAC (33390)
RCS:398 433 607-LIBOURNE

Suivant Assemblée Générale en date du 7 septembre 2023, les associés ont décidé la prorogation de la durée de la société pour une durée de 50 ans à compter du 7 septembre 2023.

L23EJ40404



DACLODIS SARL transformée en SAS Au capital de 40 000 € Siège social : 10, Bd du président Wilson 33000 BORDEAUX 832681993 RCS BORDEAUX L'AGE du 26/06/2023 statuant dans les conditions prévues par l'art L. 227-3 du Cde de commerce a décidé la transformation de la Société en SAS sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société. La dénomination de la Société, son objet, son siège et sa durée demeurent inchangées le siège a été transféré du 10, Bd Prés Wilson (33000) BORDEAUX au 76, rue Lagrange (33000) BORDEAUX, les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social fixées au 1^{er} janvier et 31 décembre. Le capital social reste fixé à la somme de 40 000 € divisé en 4000 actions de 10€. Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. La cession d'actions, à l'exception de la cession aux associés, doit être autorisée par la Société. Mr Daniel PINEAU gérant a cessé ses fonctions, sous sa nouvelle forme la Société est dirigée par une Présidente : la SASU CLOVIS FINANCE dont le siège social est 49, Av de la Côte d'Argent (33930) VENDAYS MONTALIVET, immatriculée au RCS BORDEAUX sous le numéro 908908171, représentée par Monsieur Daniel PINEAU.

L23EJ40405

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Dénomination : **SCI DOMINO PERIGUEUX.**

Forme : SCI.

Capital social : 1000 euros.

Siège social : BEAUTERIE, 24190 CHANTERAC.

853969665 RCS de Périgueux.

Aux termes de l'AGE en date du 29 août 2023, les associés ont décidé, à compter du 29 août 2023, de transférer le siège social à 26 rue Ludovic Bourdieu, 33560 Carbon Blanc.

Objet : L'acquisition par voie d'achat et d'apport la propriété à mise en valeur la transformation la construction l'aménagement l'administration et la location de tous biens immobiliers, durée : 99 ans. L'article 4 des statuts sera modifié en conséquence.

Radiation du RCS de Périgueux et immatriculation au RCS de Bordeaux.

L23EJ40430



GROUPE CAEC
CONSEIL - AUDIT - EXPERTISE COMPTABLE
ARTHOUES - BORDEAUX - LANGON - MÉRIGNAC

www.groupecaec.fr

B2A LOCATION

SARL transformée en SAS

Au capital de 10 000€

Siège social : Résidence Les Terrasses du Golf, 11 Allée Arago, 33200 Bordeaux
RCS BORDEAUX 789 259 397

AVIS DE TRANSFORMATION

Le 28/06/2023, l'AGE des associés, statuant dans les conditions prévues par l'article L. 227-3 du Code de commerce, a décidé la transformation de la Société en SAS à compter du 28/06/2023, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société. La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Capital social reste fixé à la somme de 10 000€. Thierry DUCOS, gérant, a cessé ses fonctions du fait de la transformation de la Société. Sous sa nouvelle forme de SAS, la Société est dirigée par Thierry DUCOS, Demeurant 60 Rue Poujeau, 33200 Bordeaux.

Pour avis

L23EJ40439



LA ROSE DE PAREMPUYRE

Société par actions simplifiée

au capital de 5 000 euros

Siège social : 10 Rue Anna de Noailles, 33290 PAREMPUYRE
908 923 857 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 7/09/2023, l'associée unique, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société. POUR AVIS La Présidente

L23EJ40514



IMPRIMERIE CASTET

Société par actions simplifiée
au capital de 109 740 euros
Siège social : 6 Bis Quai de Paludate,
33800 BORDEAUX
351 695 077 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 07/07/2023, l'associée unique a décidé de transférer le siège social 6 Bis Quai de Paludate, 33800 BORDEAUX au 152 Quai de la Souys - 1 Rue Aristide Berges - 33270 FLOIRAC à compter du 07/07/2023 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. POUR AVIS - La Présidente

L23EJ40521



CHATEAU DE PARENCHERE

Société par actions simplifiée
au capital de 2 000 000 euros
Siège social : Château de Parenchère
33220 LIGUEUX
480 020 106 RCS LIBOURNE

Aux termes d'un procès-verbal des décisions de l'associée unique en date du 30 juin 2023, il résulte que les mandats de Madame Florence RANOUX, Commissaire aux Comptes titulaire, et de Monsieur Jean-Charles FRANÇOIS, Commissaire aux Comptes suppléant, sont arrivés à expiration et qu'il n'est pas désigné de Commissaire aux Comptes.

POUR AVIS

Le Président

L23EJ40526

FIDUCIAIRE EXPERTS AUDIT

S.A.R.L. au capital de 10 000 euros
Société de Commissariat aux comptes
Inscrite à la compagnie régionale de BORDEAUX.

Siège social :

11 avenue de Chavailles, bâtiment G
424.694.164 RCS BORDEAUX

Le 25 mai 2022, l'associée unique a décidé de nommer en qualité de cogérante à compter du même jour Madame Floriane BELIN, demeurant 3 allée du Domaine d'Estèbe, 33370 SALLEBOEUF.

Pour avis

La Gérance

L23EJ40582

CHACAL

Société civile immobilière
au capital de 255 euros
Siège social : 68 Quai de Paludate
33800 BORDEAUX
879 387 306 RCS BORDEAUX

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 08/09/2023 a autorisé le retrait d'un associé et constaté la réduction du capital social de 255 € à 170 € par rachat et annulation de 8 500 parts sociales. Le capital social est donc désormais de 170 €, divisé en 17 000 parts sociales de 0,01 € chacune. Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

La même Assemblée Générale a pris acte de la démission de Monsieur Grégory DUPONT de ses fonctions de gérant, à compter du 08/09/2023 et a décidé de ne pas le remplacer.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX.

L23EJ40627

Par décision du 30/08/2023, les associés de la société civile **VERRE ET BOIS**, sis 7 impasse du Vieux Puits - 33450 Saint-Sulpice-et-Cameyrac, RCS BORDEAUX

n°452 009 657, ont décidé de réduire le capital social pour le porter de 200 € à 186 €.

Modification sera faite au RCS de Bordeaux

L23EJ40647



T2C

SARL au capital de 1 000 €
Siège social : ZA la Meule 14 rue de la Berle 33680 LACANAU
890 942 949 RCS BORDEAUX

Le 08/09/2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

L23EJ40664

Pierre Guillet
Avocat au barreau de Bourges
ancien conseil juridique
51, rue des Pieds Blancs -
18230 SAINT DOULCHARD -
tél. : 02 48 70 95 81

JADYS ET HORUS L'UNIVERS DES CHATS

par abréviation JAHO

Société par actions simplifiée au capital de 1.500€

Siège social : 23 rue Faidherbe - 18000 BOURGES

Immatriculée au R.C.S. à BOURGES sous le n° 877 588 152

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 1^{er} juillet 2023, le siège social a été transféré au 9 avenue George VI - 33120 ARCACHON.

Présidente : Madame Catherine LES-COUT, domiciliée 25 rue Samson - 18000 BOURGES.

Mention sera faite aux RCS de BOURGES et de BORDEAUX.

Pour insertion,
Maître Pierre GUILLET,
Avocat spécialement mandaté

L23EJ40694

AL AUTOS

Société à responsabilité limitée
au capital de 4000 euros

Siège social :

Guirande, 90 route de la Rivière, Marcillac
33860 VAL DE LIVEINNE
853 608 610 RCS LIBOURNE

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} Septembre 2023, il résulte que :

Le siège social a été transféré à 230 Route de Taillet, Les Hérits, Marcillac, 33860 VAL DE LIVEINNE à compter du 1^{er} Septembre 2023. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence :

Ancienne mention

Siège : Guirande, 90 Route de la Rivière, Marcillac, 33860 VAL DE LIVEINNE

Nouvelle mention

Siège : 230 Route du Taillet, Les Hérits, Marcillac, 33860 VAL DE LIVEINNE

Mention sera faite au RCS : LIBOURNE.

Pour avis,

L23EJ40697

CATEAU AUTO

Société à responsabilité limitée
au capital de 4000 euros

Siège social :

Guirande, 90 Route de la Rivière, Marcillac,
33860 VAL DE LIVEINNE
853 546 059 RCS LIBOURNE

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} Septembre 2023, il résulte que :

Le siège social a été transféré à 220 Route du Taillet, Les Hérits, Marcillac,

33860 VAL DE LIVEINNE à compter du 1^{er} Septembre 2023. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence :

Ancienne mention

Siège : Guirande, 90 Route de la Rivière, Marcillac, 33860 VAL DE LIVEINNE

Nouvelle mention

Siège : 220 Route du Taillet, Les Hérits, Marcillac, 33860 VAL DE LIVEINNE

Mention sera faite au RCS : LIBOURNE.

Pour avis,

L23EJ40698

LA BORDELAISE DE DISTRIBUTION

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 1 000 Euros

Siège social :

55 bis ROUTE DE LA POSTE
33370 POMPIGNAC
RCS BORDEAUX : 911 605 012

Par AGE en date du 1^{er} septembre 2023, les associés de la société SAS LA BORDELAISE DE DISTRIBUTION ont décidé de transférer le siège social du 55 bis ROUTE DE LA POSTE 33370 POMPIGNAC au 13 Rue Rosa Bonheur Maison MC 40, 33140 CADAUJAC, ont pris acte de la démission de sa qualité de Présidente de Madame Cendrine LALET et ont décidé de nommer Monsieur Lucas LANSADE demeurant 13 Rue Rosa Bonheur Maison MC 40, 33140 CADAUJAC, en qualité de Président pour une durée illimitée, tout ceci à compter de ce jour. Il est précisé que Monsieur Lucas LANSADE était avant cela Directeur Général et que son mandat prend fin. Les statuts seront modifiés en conséquence.

Pour avis, le Président

L23EJ40699

SCI LESTAGE

SCI AU CAPITAL DE 213 428,62 EUROS
SIEGE SOCIAL : 1195 AV. DU LAS
33127 SAINT JEAN D'ILLAC
408 572 220 RCS BORDEAUX

Aux termes du procès-verbal de l'AGE du 01/09/2023, le siège social a été transféré au 61 Rue des Mésanges - 33127 SAINT JEAN D'ILLAC à compter du 01/09/2023. L'article « Siège social » des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX

Pour avis,

L23EJ40701



174 Avenue du Truc
33697 MERIGNAC
Tél : 05 56 12 41 41

ABS KANGOUROU

Société à responsabilité limitée

au capital de 12 000 euros

Siège social : 90, avenue de Canéjan -
33600 PESSAC
379 472 350 RCS BORDEAUX

AVIS DE MODIFICATION

Aux termes d'une décision en date du 01/09/2023, l'associée unique a pris acte de la démission de Monsieur Michel HONTAS de ses fonctions de cogérant à compter du 01/09/2023 et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.

L'article 22 des statuts mentionnant le nom du cogérant démissionnaire a été supprimé.

Pour avis, la Gérance

L23EJ40726

SCI SVEA

Société civile immobilière
 au capital de 287 000 €
 Siège social : 4 rue de l'Océan
 33950 LEGE CAP FERRET
 423 668 755 RCS BORDEAUX

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 2023 :

- Monsieur François RUFFIE, demeurant 9 avenue du Bourdieu, 33350 MOULIETS, a été nommé en qualité de gérant pour une durée illimitée, en remplacement de Monsieur Alain RUFFIE, décédé le 2 septembre 2022.

- L'article 13 des statuts a été modifié en conséquence par la suppression du nom de l'ancien gérant sans qu'il soit procédé à son remplacement.

- Le siège social a été transféré du 9 Quai des Chartrons, 33000 BORDEAUX au 4 rue de l'Océan, 33950 LEGE-CAP-FERRET à compter dudit jour, et l'article 3 des statuts a été modifié en conséquence,

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX.

Pour avis

La Gérance

L23EJ40733

LE VESTIAIRE

Société à responsabilité limitée
 au capital de 100 000 euros
 Siège social : 3 Quai de la Monnaie
 33000 BORDEAUX
 792 763 054 RCS BORDEAUX

AVIS DE MODIFICATIONS

Aux termes du procès-verbal des décisions unanimes des associés en date du 26/06/2023 et du procès-verbal de la gérance du 28/07/2023 :

1/ le capital social a été réduit d'une somme de 90.000 euros pour le ramener de 100.000 euros à 10.000 euros par voie de diminution de la valeur nominale et d'affectation de la réduction de capital sur un compte de réserves spéciales.

2/ le capital social a été augmenté d'une somme de 1.120 euros pour le porter de 10.000 euros à 11.120 euros par voie d'apports en numéraire.

Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

3/ Il a été décidé de nommer en qualité de cogérante pour une durée illimitée avec effet à compter du 28/07/2023 : Madame Alison RAISON, demeurant 30 Rue Fourcand 33400 TALENCE.

L'article 13.1.1 des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX.

Pour avis, la gérance.

L23EJ40735

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Dénomination : **ANJELAU.**

Forme : SC.

Capital social : 100 euros.

Siège social : 21 Rue DE LA GRAVETTE, 33320 EYSINES.

888105574 RCS de Bordeaux.

Aux termes de l'AGE en date du 26 juin 2023, les associés ont décidé, à compter du 1 juillet 2023, de transférer le siège social à 11 rue de la Gravette, 33320 Eysines.

L'adresse personnelle du gérant Monsieur Palombi Felix ainsi que des associés Martine Palombi et Felix Palombi sont modifiées

Mention sera portée au RCS de Bordeaux.

L23EJ40737

SARL NOVELO

Société à responsabilité limitée
 au capital de 1 200 euros
 Siège social : 1 bis, chemin de Seguin
 ZA Port Neuf
 33360 CAMBLANES ET MEYNAC
 RCS BORDEAUX : 752 896 506

Par décision du 1^{er} juillet 2023, l'associé unique a transféré le siège social au 1 bis, chemin de Seguin ZA Port Neuf 33360 CAMBLANES ET MEYNAC à compter du 1^{er} juillet 2023 et a modifié en conséquence l'article n° 4 des statuts.

Ancienne mention : Siège : 85 LARRIBAUT 33360 QUINSAC

Nouvelle mention : Siège : 1 bis, chemin de Seguin ZA Port Neuf 33360 CAMBLANES ET MEYNAC

Pour avis

L23EJ40762



M CLOTURE

SAS au capital de 8 000 €
 Siège social : 9 ZA Chemin de Beauchêne
 33250 CISSAC MEDOC
 880 697 834 RCS BORDEAUX

CHANGEMENT DE PRESIDENT

Par PV du 01.08.2023, l'associé unique a nommé en qualité de Présidente de la Société : Madame Amandine MICHELON, demeurant : 12 Route de Plassan 33340 LESPARE MEDOC, en remplacement de Monsieur Xavier MICHELON, démissionnaire.

Pour avis

L23EJ40785



Groupe CF
 Société d'Expertise Comptable
 et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

HOLDING MDG
 Société à responsabilité limitée
 au capital de 3 000 euros
 Siège social : 19 Avenue Saint Exupéry
 33260 LA TESTE DE BUCH
 824 534 697 RCS BORDEAUX

AVIS

Par décision du 08/09/2023, l'associé unique a décidé une augmentation du capital social de 300 000 euros par incorporation de réserves, ce qui entraîne la publication des mentions suivantes : Ancienne mention : Capital social : 3 000 euros Nouvelle mention : Capital social : 303 000 euros Pour avis La Gérance

L23EJ40807

ABONNEZ VOUS

SOGECA BORDEAUX
 68 avenue Jean Jaurès
 33150 CENON
 05.57.77.90.00

TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL

LE MOULIN

Société Civile Immobilière
 au capital de 100,00 €
 Siège social : 2 Lieudit Escales
 33720 ILLATS
 442 542 528 RCS BORDEAUX.
 AVIS DE PUBLICITE LEGALE:

D'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 25 août 2023, il résulte que : - Le siège social a été transféré, à compter de ce jour, suite à la mise en place d'une dénomination et renumérotation des voies de la commune d'ILLATS depuis le25 janvier 2023, de 2 Lieudit Escales 33720 ILLATS (Gironde) au 967 Route des Acacières 33720 ILLATS (Gironde). En conséquence, les statuts ont été modifiés dans cesens. Dépôt légal au greffe du tribunal de commerce de BORDEAUX.

Pour avis, le représentant légal.

L23EJ40812


Yves MOUNIER
 Avocat à la Cour
 6 bis, rue de la Croix de
 Seguey 33000 BORDEAUX
 Tél : 05.56.52.74.80

LE PETIT BISCUIT FRANCAIS
 EURL au capital de 2 000 €
 Siège social : 30 rue Joseph Bonet
 33100 BORDEAUX
 RCS BORDEAUX 841 060 429

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes d'une assemblée générale en date du 6 septembre 2023, l'associée unique a décidé de transférer le siège social au Parc d'Activités PAOLA, Bâtiment B2, 7, Avenue de Guitayne, 33610 CANEJAN, à compter du 6 septembre 2023.

L23EJ40823

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Dénomination : **VM MARKET CENON.**

Forme : SAS.

Capital social : 1000 euros.

Siège social :

21 Avenue DESCLAUX, 33370 ARTIGUES-PRES-BORDEAUX.

921487534 RCS de Bordeaux.

Aux termes de l'AGE en date du 22 juin 2023, les actionnaires ont décidé, à compter du 1 juillet 2023, de transférer le siège social à 32 Bis cours Gambetta, 33150 Cenon.

L'article 4 et 13 des statuts est modifié. En effet, Il est décidé également que Monsieur Veli MINKAN est démissionnaire de son poste de Président, il est remplacé par Monsieur Yucel BARIS à partir du 1^{er} juillet 2023, ce dernier demeure 2 allée des Terres Neuves à Begles (33130), né le 15 juillet 1985 à Selim (Turquie)

Mention sera portée au RCS de Bordeaux.

L23EJ40885

DOCTEUR CAZALE

Société d'exercice libéral à responsabilité
 limitée à associé unique
 au capital de 1000 euros
 Siège social : 7 Bis, Rue de l'Egalité
 65690 BARBARAC DEBAT
 884 223 231 RCS TARRES

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 24.07.2023 :

Le siège social a été transféré à 106 Avenue Léon Blum 33110 LE BOUSCAT, à compter du 25.09.2023.

En conséquence, la Société qui est immatriculée au RCS de TARRES sous le numéro 884 223 231 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au RCS de BORDEAUX.

L'article «Siège social» des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX et de TARRES.

Pour avis.

L23EJ40963



Groupe CF
 Société d'Expertise Comptable
 et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

ID2C

Société par actions simplifiée
 au capital de 20 000 euros
 Siège social : ZA du Bedat, 33650 ST MEDARD D'EYRANS
 893 683 797 RCS Bordeaux

Suivant décisions de l'associé unique du 30/06/2023, la dénomination sociale a été modifiée pour devenir I2C à compter du 30/06/2023 (article 3 des statuts mis à jour) ; le capital social a été augmenté de 9.834.000 € euros par voie d'apport en nature et l'article 7 « capital social » a été modifié en conséquence : Ancienne mention : Le capital social est fixé à vingt mille euros (20 000 euros). Nouvelle mention : Le capital social est fixé à neuf millions huit cent cinquante-quatre mille euros (9.854.000 €). POUR AVIS. Le Président

L23EJ40972



Groupe CF
 Société d'Expertise Comptable
 et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

HOLDING VINCENT DONNESSE

Société à responsabilité limitée
 au capital de 3 000 euros
 Siège social : 7 Impasse May-Sur-Orne
 33260 LA TESTE DE BUCH
 824 366 181 RCS BORDEAUX

AVIS

Par décision du 08/09/2023, l'associé unique a décidé une augmentation du capital social de 300 000 euros par incorporation de réserves, ce qui entraîne la publication des mentions suivantes : Ancienne mention : Capital social : 3 000 euros Nouvelle mention : Capital social : 303 000 euros Pour avis La Gérance

L23EJ40997

CSGB INVESTISSEMENT

SAS au capital de 10.000 €
 41 rue Eugène Freyssinet
 33260 LA TESTE DE BUCH
 RCS de BORDEAUX 852 152 578

L'Assemblée Générale des actionnaires en date du 22 août 2023 a décidé de nommer à compter de ce jour comme Président Monsieur André Marc PALEIX demeurant 2392 Route François Mauriac 33730 BALIZAC, pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur Christian SEURT décédé le 14/10/2022.

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX.

Pour Avis

L23EJ41033

PROXIFLAM

Société à responsabilité limitée au capital de 6 000 euros
Siège social : 35 avenue Fernand Coin
Résidence Les Finances - Bâtiment D3
- Apt 99
33140 VILLENAVE D'ORNON
R.C.S. BORDEAUX 903 537 728

AVIS DE MODIFICATIONS

Suivant décisions unanimes des associés du 01.09.2023, les associés ont décidé à effet du même jour :

- de transférer le siège social au 269 bis rue Nationale à SAINT-ANDRE DE CU-BZAC (33240). La Société sera radiée du RCS de BORDEAUX pour être immatriculée au RCS de LIBOURNE.
- de changer la dénomination sociale pour «**MARTY MC FLAM**».
- d'adjoindre les activités à l'objet social de «secrétariat, traitement administratifs spécialisés, conception, réalisation et vente de pièces.»

Les articles 2, 3 et 4 ont été modifiés en conséquence de ces modifications.

Il a également été pris acte de la démission de Monsieur Loïc SAINT-MARC co-gérant à effet du 31.08.2023 à minuit.

Monsieur Cédric MARTY continue à exercer les fonctions de gérant de la Société.

Pour avis

L23EJ41123

DISSOLUTIONS



ACTUARIEL EXPERTISE
Société d'expertise comptable
Conseil en création d'entreprises
Lormont - Tél. 05 57 54 4984
La Brède - Tél. 05 56 78 56 32
www.actuariel-expertise.com

AVIS DE DISSOLUTION

Aux termes d'une décision en date du 30 JUIN 2023, l'associé unique de la société MA DIET, société à responsabilité limitée au capital de 5000 Euros, dont le siège social est 17 boulevard Albert 1er 33800 BORDEAUX, 879 556 546 RCS BORDEAUX a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. Madame Véronique SAGOT demeurant 1 rue Pierre de Coubertin Résidence Olympie 33660 SAINT SEURIN SUR L'ISLE, gérant, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé 1 rue Pierre de Coubertin Résidence Olympie 33660 SAINT SEURIN SUR L'ISLE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis, le liquidateur.

L23EJ40227

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DU GRAND CANTELOUP

Société civile en liquidation au capital de 2 095,51 €
Siège social et de liquidation :
48 route de la Metairie, 33420 MOULON
401 141 221 RCS LIBOURNE

AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPÉE

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 31/05/2023 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Mme Marie-Sandrine PASQUIERS, demeurant 70 rue d'Aubervilliers, 75019 PARIS, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de LIBOURNE, en annexe au RCS.

Pour avis

Le Liquidateur

L23EJ40254



Société d'Expertise Comptable
Andernos - Cenon - Langon - Mérignac -
Portets
www.a3caudit.com

MAT-IN-BAT-EXPORT
SAS en liquidation Au capital de 4 000 €
Siège social et de liquidation : 4, Avenue
Gay Lussac
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX
907 518 153 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération en date du 31 Décembre 2022, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Monsieur Olivier DUGOUJON, demeurant 56, rue de New York 33300 BORDEAUX, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 4, Avenue Gay Lussac 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

L23EJ40326

SODIMMO
Société par actions simplifiée au capital de 5 000 euros porté à 2 500 euros
Siège social : 119, cours de la République
33470 GUJAN MESTRAS
880 141 031 RCS BORDEAUX

AVIS DE MODIFICATION

Suivant AGE du 9/08/2023 et du PV des décisions du Président du 7/09/2023, les associés ont pris acte de la démission de Madame Hélène GAUBAN de ses fonctions de Directrice Générale, nommé la SARL SODDEFIM dont le siège social est 112 allée de Haurat 33470 GUJAN MESTRAS - 814 958 450 RCS BORDEAUX en qualité de Présidente en remplacement de Monsieur Thierry GAUBAN, démissionnaire et ont réduit le capital social d'un montant de 2 500 euros pour être porté à 2 500 euros par voie de rachat et d'annulation de 250 actions. Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence. POUR AVIS. Le Président

L23EJ41103

archibald

AVOCATS D'AFFAIRES

GRAND ATLANTIC ARCACHON
S.A.S. au capital de 10 000 €
Siège social : 14-16 Avenue de la République
33120 ARCACHON
879 797 363 R.C.S. BORDEAUX
Suivant décision de l'associée unique du 28 Juin 2023, il a été décidé, en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.
Mention au RCS de Bordeaux
L23EJ41107

SOCIETE FINANCIERE DU MEDOC

Société à responsabilité limitée au capital de 302 400 euros porté à 787 200 euros
Siège social : 21 rue d'Aquitaine,
33990 HOUTRIN
443 096 193 RCS BORDEAUX

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 02/05/2023 et du procès-verbal de la gérance en date du 10/08/2023, le capital social a été :

- réduit d'une somme de 40 000 euros, pour être ramené de 302 400 euros à 262 400 euros par rachat et annulation de 400 parts sociales.

- augmenté d'une somme 524 800 euros par l'incorporation directe de réserves,

La modification des statuts appelle la publication des mentions antérieurement publiées et relatives au capital social suivantes :

ARTICLE 9 - CAPITAL SOCIAL

Ancienne mention :

Le capital social est fixé à 302 400 euros

Nouvelle mention :

Le capital social est fixé à 787 200 euros

Pour avis

La Gérance

L23EJ41116

ABONNEZ VOUS

VONETMICH

Société par actions simplifiée en liquidation
Au capital de 1 000 euros
Siège social : 7 cours Pey-Berland
33460 MARGAUX CANTENAC
822 148 037 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération en date du 31 août 2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable. Elle a nommé comme liquidatrice Madame Patricia LESOURD, née MERLANDE, demeurant 7 cours Pey Berland à MARGAUX-CANTENAC (33460), pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation. Le siège de la liquidation est fixé au siège social. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Dépôt fait au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX. Pour avis - La liquidatrice

L23EJ40565



EYRIAL CAP FERRET

SARL au capital de 1 000 €
Siège social : 22 Avenue de la Musicienne
33950 LEGE CAP FERRET
RCS de BORDEAUX n°917 774 952

L'assemblée générale extraordinaire du 30/06/2023 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30/06/2023. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M. RIEU Vincent, demeurant 3 Impasse de la Source, 33950 LEGE CAP FERRET et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX.

Pour avis
le Liquidateur

L23EJ40692

SCI WENLEG

SCI au capital de 1.000 €
Siège social : 1 route de la Graouze
33590 VENSAC
RCS 442762274 BORDEAUX

Suivant assemblée Générale Extraordinaire du 31/08/2023, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/08/2023. A été nommé liquidateur : Philippe LE GALLO demeurant 8 chemin du Pré Seigneur 1066 EPA-LINGES - SUISSE. Le siège de la liquidation est fixé au siège social.

Mention en sera faite au RCS de BORDEAUX.

Le liquidateur.

L23EJ40759

SCI L'OLIVIER
SCI au capital de 152,45 €
Siège social : SAINT-GERMAIN-DU-PUCH (33750)
Chemin Rural Saujan
422 552 059 RCS LIBOURNE
AGE du 08.09.2023 : Dissolution anticipée de la société à compter du 08.09.2023, Liquidateur : Mme Laureline SANGUINE, épouse RODRIGUEZ, Gérant, Siège de la liquidation au siège social. Dépôt légal au Tribunal de Commerce de LIBOURNE.

L23EJ41202

CLÔTURES

JURIPROVENCE
AVOCATS

Véronique GUERRE - AVOCAT
Pôle d'activités - 100 rue Victor Baltard
13290 AIX EN PROVENCE

LYOFIRM
SAS au capital de 120000 €
Siège social :
DOMAINE DE BASSET 33840 Captieux
904 193 646 RCS de Bordeaux
L'AGE du 30/06/2023 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, A2FIP, SARL au capital de 650 000 €, ayant son siège social 649 Avenue de l'Europe 13760 Saint-Cannat, RCS SALON DE PROVENCE 831 130 943, pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour.
Les comptes de clôture seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Bordeaux.

Radiation au RCS de Bordeaux
L23EJ40168

SCI CALVE

Société civile immobilière
au capital de 2000 euros
Siège social : 5 Rue des Genêts
33450 SAINT LOUBES
814 876 488 RCS BORDEAUX

Aux termes des décisions des associés en date du 30 Juin 2023, il résulte que :

Par décision du 30 Juin 2023, les associés, statuant au vu du rapport du Liquidateur ont,

- approuvé les comptes de liquidation ;

- donné quitus au Liquidateur Monsieur MONSEGRU Grégory, demeurant Res Le clos de la Chenerei 55 Rue Jean De Grailly, Bât B3, 33260 LA TESTE DE BUCH et l'ont déchargé de son mandat ;

- décidé la répartition du produit net et de la liquidation ;

- prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du tribunal de commerce de Bordeaux.

Mention sera faite au RCS : BORDEAUX

Pour avis,

L23EJ40187

ACTUARIEL EXPERTISE
Société d'expertise comptable
Conseil en création d'entreprises
Lormont - Tél. 05 57 54 4984
La Brède - Tél. 05 56 78 56 32
www.actuariel-expertise.com

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION

Aux termes d'une décision en date du 31 DECEMBRE 2022, l'actionnaire unique de la société MY FACILITIES société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 150 Euros, dont le siège social est 1 rue Armand Daney 33470 GUJAN MESTRAS, immatriculée 877 911 305 RCS BORDEAUX, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Fabrice JAY de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

L23EJ40195

SCI LE VESIN

Société Civile Immobilière au capital de 1000 €
Immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le n° 921 171 641
Siège social 148 rue Jean Renaud Dandicolle - 33000 BORDEAUX

En date du 05/09/2023, l'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de liquidation de la SCI LE VESIN. Elle a donné quitus au liquidateur PANNEQUIN Patrick domicilié au 35 rue Léon Blum - 33240 ST GERMAIN DE LA RIVIERE pour sa gestion, l'a déchargé de son mandat et constaté la clôture des opérations de radiation à compter du 05/09/2023.

Mention sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX.

Le Gérant

L23EJ40269



Société d'Expertise Comptable
Andernos - Cenon - Langon - Mérignac - Portets.
www.a3caudit.com

EXPI
SCI en liquidation
au capital de 200 €
Siège social et de liquidation :
33 Chemin du Roy 33450
498 891 134 RCS BORDEAUX

L'Assemblée Générale réunie le 1^{er} janvier 2023 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Myriam POINTET de son mandat de liquidateur, donné à cette dernière quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.
Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

L23EJ40356

ECHOS
JUDICIAIRES - GIRONDINS

POUR VOTRE COMMUNICATION PUBLICITAIRE

TÉL. 05 56 52 32 13

publicite@echos-judiciaires.com

ACTUARIEL EXPERTISE
Société d'expertise comptable
Conseil en création d'entreprises
Lormont - Tél. 05 57 54 4984
La Brède - Tél. 05 56 78 56 32
www.actuariel-expertise.com

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION

Aux termes d'une décision en date du 31 DECEMBRE 2022, l'assemblée générale de la société **DAEG AQUITAINE DEPANNAGE AUTOMATISME ELECTRICITE GENERALE** société à responsabilité limitée au capital de 7 622,45 Euros, dont le siège social est 10 Rue Maurice Ravel Domaine de Genissan 33290 LE PIAN-MEDOC, immatriculée 413 463 993 RCS BORDEAUX ont approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Jacques GAGNIER de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

L23EJ40794

SARL CRUS ET CHATEAUX DE BORDEAUX

RCS : 317 708 279
« Le Pastissey » - 33360 QUINSAC
Siège de la liquidation amiable :
SELARL PHILAE -123 avenue Thiers -
33100 BORDEAUX

Selon procès-verbal des délibérations des associés en date du 25 août 2023 suite à la consultation écrite des associés à laquelle était jointe le rapport de gestion du liquidateur amiable sur l'activité et la situation de la société, ont été approuvés les comptes définitifs de la liquidation, a été donné quitus au liquidateur de sa gestion, et constaté la clôture des opérations de liquidation amiable de la SARL CRUS ET CHATEAUX.

Les comptes de clôture de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux.

Pour avis,

L23EJ40961

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Dénomination : **ALH GROUP.**

Forme : SAS société en liquidation.

Capital social : 100 euros.

Siège social : 17 Avenue DES MONDAULTS, 33270 FLOIRAC.

902768506 RCS de Bordeaux.

Aux termes d'une décision en date du 31 mars 2023, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur Monsieur KARIM ALIEH demeurant 3 route de Peyron, 33450 Montussan et prononcé la clôture de liquidation de la société.

La société sera radiée du RCS du Bordeaux.

Le liquidateur

L23EJ40991

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION

SCP INIGO SANCHEZ-ORTIZ MARJORIE JORDANA-GOUMARD ET JULIE GARRAU-MOUNET NOTAIRES ASSOCIES

titulaire d'un Office Notarial 119 avenue du Général de Gaulle, au capital de 190866,17€.

Immatriculée au RCS de LIBOURNE et identifiée sous le n° SIREN 321774929.

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 28 Août 2023 a décidé la clôture des opérations de liquidation de la société civile professionnelle à compter du même jour.

La collectivité des associés a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus aux liquidateurs de la société : Me Julie GARRAU et Me Marjorie JORDANA-GOUMARD Notaires associées, 119 avenue du Général de Gaulle 33500 LIBOURNE, et déchargé ces dernières de leur mandat.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de LIBOURNE et mention sera faite au RCS de LIBOURNE.

Pour avis. Le liquidateur.

L23EJ41168

FONDS DE COMMERCE

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte reçu par Maître Sabrina LAMARQUE-LAGUE, notaire à CAPTIEUX, 16 route de Bazas, le 5 septembre 2023, la société dénommée **UNENERGIE** dont le siège est à PRECHAC (33730) 1 rue de l'Égalité, SIREN numéro 803884410 et immatriculée au RCS de BORDEAUX., a cédé à la société dénommée MB UNENERGIE, dont le siège est à PRECHAC (33730) 1 rue de l'Égalité, SIREN numéro 951760453 et immatriculée au RCS de BORDEAUX, un fonds de commerce de génie climatique, chauffage, climatisation, plomberie, électricité, multitechnique, maîtrise d'œuvre, bureau d'études, agencement sis à PRECHAC 33730, 1 rue de l'égalité, connu sous le nom commercial **UNENERGIE** et pour lequel le cédant est immatriculé au RCS de BORDEAUX sous le numéro 803884410. La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de 150 000 € s'appliquant aux éléments incorporels pour 144 000 € dont le stock pour 10 000 € et au matériel pour 3 000 € et un véhicule pour 3 000 €. Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours en dates des publications légales, en l'office notarial où domicilia a été élu à cet effet.

Pour insertion. Le notaire.

L23EJ40340



GROUPE CAEC
CONSEIL AUDIT EXPERTISE COMPTABLE
ARTISANAL - BOULANGERIE - CATERING - PÂTISSERIE

AVIS DE CESSION DE BRANCHE COMPLÈTE D'ACTIVITÉ

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 1^{er} septembre 2023, enregistré le 5 septembre 2023 au SIE - BORDEAUX - dossier 202300031479 / référence 3304P61A07495, la Société

PROXIFLAM SARL, sise 35 avenue Fernand Coin Résidences LES FINANCES Bâtiment D3 Appartement 99, 33140 Villenave d'Ornon, immatriculée au greffe Bordeaux sous le numéro 903537728.

A cédé à : **Monsieur Loïc SAINT-MARC**, demeurant 35 avenue Fernand Coin Résidences LES FINANCES Bâtiment D3 Appartement 99, 33140 Villenave d'Ornon.

sa branche complète, d'activité d'installation, l'entretien, le dépannage et la vente de tous types de poêles et inserts et de tout autre système de chauffage au bois, la vente et fourniture de combustibles pour le chauffage sur les secteurs SUD et OUEST DE LA GIRONDE exploitée 35 avenue Fernand Coin Résidences LES FINANCES Bâtiment D3 Appartement 99, 33140 Villenave d'Ornon, moyennant le prix de 39019 euros

La date d'entrée en jouissance a été fixée au 01/09/2023.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, pour la validité et la correspondance au cabinet CONSEIL AUDIT EXPERTISE COMPTABLE, CAEC, sis 27 avenue de l'Île de France 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

L23EJ41121

CESSION FONDS DE COMMERCE

Suivant acte sous seing privé en date à Bordeaux du 29 août 2023 enregistré au service des impôts de Bordeaux le 8 septembre 2023, dossier 2023 00031178, réf. 3304P61 2023 A 07382,

La Société **POK'N BOWL**, SARL au capital de 4 000,00 €, dont le siège social est sis 97 cours Gambetta, 33400 TALENCE, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 903 664 829, représentée par la SCP SILVESTRI-BAUJET, Mandataire Judiciaire auprès des Tribunaux de la Cour d'Appel de BORDEAUX, élisant domicile en son étude sise 23 rue du Chai des Farines, 33000 BORDEAUX, agissant en qualité de Mandataire Judiciaire de la liquidation judiciaire de la SARL POK'N BOWL dans le cadre des dispositions de l'article R.644-2 du Code de Commerce, nommé à cette fonction par jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Bordeaux le 31 mai 2023,

A CEDE A
La Société **AZ COMPAGNY**, SARL au capital de 1 000,00 €, dont le siège social est sis 9 rue des Lisières, 33530 BASSENS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 953 418 464, représentée par ses gérants Messieurs Ahmed BEN FRADJ et Ziyed BRARI

LES ELEMENTS D'UN FONDS DE COMMERCE de restauration, saladerie, plats à emporter, Poke, boissons sans alcool, sis 97 cours Gambetta, 33400 TALENCE, moyennant le prix de VINGT CINQ MILLE EUROS (25 000,00 €), s'appliquant comme suit :

- aux éléments incorporels, pour la somme de 6 000,00 €
- aux éléments corporels, pour la somme de 18 000,00 €

La prise de possession et l'exploitation effective par l'acquéreur ont été fixées au 16.08.23.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publicités légales, et toutes les concordances, à la SCP SILVESTRI-BAUJET sise 23 rue du Chai des Farines 33000 BORDEAUX.

Pour avis

L23EJ41126

SARL CINTAS ET DETRIEUX NOTAIRES ASSOCIES

LA REOLE (33190)
34 rue Gambetta

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Paul CINTAS, notaire à La Réole, en date du 6 septembre 2023.

LA CAMIRANAISE SAS, sise 29 lieudit les Faures, 33190 Camiran sous le numéro 813712676, immatriculé au greffe de Bordeaux

A cédé à : **Madame Blandine GUIBON épouse LAROCHE**, demeurant 8 Chemin de la Chasse du Roi, 78430 Louveciennes.

Moyennant le prix de 20.000,00 euros son fonds de commerce de chambres d'hôtes, commercialisation de produits locaux, mise en relation de sa clientèle avec des professionnels locaux, location des locaux pour des événements, locations de vélo, exploité 29 les Faures, 33190 Camiran.

Entrée en jouissance au 6 septembre 2023.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, au domicile élu, en l'étude du notaire sus nommé.

Pour avis le Notaire

L23EJ41184

REGIMES MATRIMONIAUX

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Edouard BENTEJAC, Notaire à BORDEAUX (Gironde), CRPCEN 33015, le 7 septembre 2023, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle avec adjonction d'avantages matrimoniaux entre :

M. Jean Marc **LEFEVRE**, retraité, et Mme Marie Catherine **BEAUCAMP**, retraitée, demeurant ensemble à LEGE-CAP-FERRET (33950) 23 allée des ramiers. M. est né à PESSAC (33600) le 26 janvier 1946, Mme est née à BORDEAUX (33000) le 5 août 1947.

Mariés à la mairie de BORDEAUX (33000) le 27 mars 1969 initialement sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Jean MALAUZAT, notaire à BORDEAUX, le 20 mars 1969.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion Me Edouard BENTEJAC
L23EJ40524



SELAS
Jean-Charles BOUZONIE,
Nicolas INGUERE
et Nathalie FESTAL
Notaires Associés
1 rue Franklin
33000 BORDEAUX

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Jean-Charles BOUZONIE, notaire à BORDEAUX (33000), 1 rue Franklin, le 07 septembre 2023, a été reçu le changement de régime matrimonial portant adoption du régime de la communauté universelle de biens présents et à venir par Monsieur **COLOMBET Bruno**, né à BEGLES (33130) le 01/04/1968 et Madame **GALEY Nathalie**, née à FLOIRAC (33270) le 09/06/1965, son épouse, demeurant ensemble à FLOIRAC (33270), 64 avenue Pasteur, initialement mariés sous le régime de la séparation de biens.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial, par lettre recommandée avec avis de réception ou par acte d'huissier de justice. En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial à M. le Juge aux Affaires Familiales du Tribunal de Grande Instance compétent

Pour avis et mention, Me J-Ch. BOUZONIE, notaire.

L23EJ40827

AMENAGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Sabrina LAMARQUE-LAGÜE, notaire à CAPTIEUX, 16 route de Bazas, CRPCEN 33065, le 4 septembre 2023, a été conclu un acte d'aménagement de régime matrimonial par ajout d'une clause d'attribution intégrale de communauté, ne prenant effet qu'en cas de décès de l'un d'entre eux, entre :

Monsieur Christian Jean **RIVET** et Madame Arlette Marie-Thérèse **DIEBOLD**, demeurant ensemble à CAPTIEUX (33840) 3 route de Callen.

Monsieur est né à BORDEAUX (33000) le 29 novembre 1947,

Madame est née à SAINT-MAURICE (94410) le 1^{er} septembre 1944.

Mariés à la mairie de CAPTIEUX (33840) le 19 mai 2012 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Tous deux de nationalité française et résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à cet aménagement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L23EJ40870

AUTRES ANNONCES



SOCIÉTÉ TITULAIRE D'UN OFFICE
NOTARIAL A BORDEAUX
23 AVENUE DU JEU DE PAUME

AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL - DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil,
Article 1378-1 Code de procédure civile
Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 15 août 2009, Monsieur **Jean Gérard LACOSTE**, né à BORDEAUX (Gironde) le 31 janvier 1930, décédé à LORMONT (Gironde) le 26 mai 2023 a consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Nicolas ADENIS-LAMARRE, Notaire associé à BORDEAUX - 23 avenue du Jeu de Paume, le 6 septembre 2023, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession Maître Christophe LAPELLETIERE, Notaire à BRUGES (33520) 33 avenue de l'Europe, référence CRPCEN : 33157, dans le mois suivant la réception par le greffe du Tribunal de Grande Instance de BORDEAUX de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

Pour avis Maître Nicolas ADENIS-LAMARRE

L23EJ40158

AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL

DELAÏ D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil
Article 1378-1 Code de procédure civile
Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 20 décembre 2020,

Mademoiselle Claude Elise Josette MORGILLO, en son vivant retraitée, demeurant à BORDEAUX (33800) 17 rue Claude Taffanel.

Née à BORDEAUX (33000), le 13 février 1933. Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité. De nationalité Française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Décédée à BORDEAUX (33000) (FRANCE), le 12 juillet 2023. A consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Julia MARTINS, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle dénommée «OFFICE NOTARIAL SAINT-GENES», titulaire d'un Office Notarial à BORDEAUX, 14, rue de Lamourous, le 8 septembre 2023, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Julia MARTINS, notaire à BORDEAUX, référence CRPCEN : 33021, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de BORDEAUX de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

L23EJ40829



**POUR RECEVOIR
LE SERVICE REGULIER DE
NOTRE JOURNAL**

ABONNEZ-VOUS !

SERVICE ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM



MAITRE Thomas BUGEAUD,
NOTAIRE
ETUDE S.C.P.
Céline CAMPAGNE-IBARCO,
Fabrice VEYSSIERES, Thomas
BUGEAUD, Emmanuel PRAX,
Guillaume CORTI

AVIS DE DEPOT DE TESTAMENT

Par testament olographe du 5 mai 2015, **Madame Jeanne Paulette PEYSSONNIER veuve BOYER**, née à LES-LEVES-ET-THOUMEYRAGUES, le 19 avril 1929, demeurant à BORDEAUX (33200), 6 rue Jeannin, décédée à MERIGNAC, le 07 août 2023, a institué un légataire universel. Ce testament a été déposé au rang des minutes de Me Thomas BUGEAUD, notaire à BLANQUEFORT suivant procès-verbal en date du 5 septembre 2023, dont une copie authentique a été reçue par le tribunal judiciaire de BORDEAUX, le 07 septembre 2023. Oppositions à former auprès de Me BUGEAUD susnommé, chargé du règlement de la succession.

L23EJ40883

RECTIFICATIFS

Rectificatif à l'annonce publiée dans Les Echos Judiciaires Girondins du 08/09/2023 concernant FLAMINGCO SAS. Il fallait lire : '899 573 273 RCS LI-BOURNE'

L23EJ40273

Rectificatif à l'annonce parue le 07/07/2023 sur Echos Judiciaires Girondins n°L23EJ30086 :

L'AGO du 04/09/2023 de SAS LA FINANCIERE MONET (537 894 941 RCS BORDEAUX), a constaté l'erreur mentionnée dans l'AGO du 26/06/2023 et a pris acte que les mandats des Commissaires aux comptes prendront fin à l'issue de l'AGO qui statuera sur les comptes clos au 31/12/2023 en non sur ceux du 31/12/2022

Pour Avis

L23EJ40941

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 05 septembre 2023)

SARL ACSA INDUSTRIE, 266 Avenue de la Côte d'Argent, 33380 Biganos, RCS BORDEAUX 803 700 335. Travaux de maintenance de matériel ou pièces liées à Ces activités; usinage, tournage de pièces; dépannage, réglage, réparation, révision, contrôle de tout équipement et/ou matériel; mécanique générale, électromécanique, électricité, automatisme et toutes activités connexes; construction, installation, entretien et réparation de structures métalliques et de charpentes métalliques; serrurerie et Métallerie; fabrication, installation et réparation de mobilier et d'équipements de cuisine, de salle de bain, de salle de restauration et de débit de boissons ainsi que pour les habitations et les salons de jardins. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 28 juillet 2023, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548620816

SARL PNS ENTRETIEN, 5 Avenue de la Gironde, 33480 Moulis-En-Médoc, RCS BORDEAUX 807 996 947. Vente pose et entretien mât de climatisation chauffage

solaire et énergies Renouvelables. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 23 août 2023, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548620820

SAS V & T DESIGN, 4 Rue Louis de Funes, 33140 Villenave-D'Ornon, RCS BORDEAUX 852 616 481. Conception, vente et pose de cuisines, salle de bains, placards et aménagements intérieurs ainsi que la fourniture des appareils électroniques et tout matériel se rapportant à Ces activités. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 juillet 2023, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548620837

(Jugement du 06 septembre 2023)

SAS COMPAGNIE HYPERACTIVE, 3 Rue Christian Francheries, Parc de Chavailles II, 33520 Bruges, RCS BORDEAUX 431 563 584. Agence de conseil en communication et publicité multi canal. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 22 août 2023, désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715212

SARL COLEO, 185 Boulevard Georges V, 33400 Talence, RCS BORDEAUX 534 842 661. Alimentation générale, vente de fruits et légumes et de sandwichs à emporter. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 juillet 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clemenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715215

SAS ATRAV, 14 Cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 803 189 380. Tous travaux de création et d'aménagement paysagé, travaux de terrassement et pose de piscines coque polyester. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 24 août 2023, désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715222

SAS SAFECARS, 7 Rue Léon Morane, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 834 353 864. Activité d'intermédiaire en vente de véhicules d'occasion et accessoirement achat/vente de véhicules d'occasion. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 20 juillet 2023, désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujot 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715236

SAS PERFECT RENO, Rue des Girouilles, Zone Artisanale la Prade, 33650 Saint-Médard-D'Eyrans, RCS BORDEAUX 839 270 626. Entreprise générale du bâtiment, rénovation et aménagements d'Intérieur, tous travaux du bâtiment. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 juin 2023, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715239

SARL MONSEGUR BRICOLAGE, 8 Avenue Porte des Tours, 33580 Monsegur, RCS BORDEAUX 841 697 279. Achat, vente d'outillage, matériel de bricolage et d'équipement de la maison. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 juillet 2023, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715243

SAS J.I.C., 1 Coubie, Moulin de Coubie, 33540 Saint-Félix-De-Foncaude, RCS BORDEAUX 823 104 773. Conseil industriel, data Scientist, Chef data Officer. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 janvier 2023, désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujot 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715252

SARL TESTEFIT, 290 Avenue du Parc des Expositio, 33260 la Teste-De-Buch, RCS BORDEAUX 879 591 592. Activités des centres de culture physique. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 23 août 2023, désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujot 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715258

SAS AUTO LUXE IMPORTATION, 235 Boulevard Alfred Daney, 33300 Bordeaux, RCS BORDEAUX 889 545 836. Négocier, vente, achat, dépôt, import-export de véhicules neuf ou d'occasion, vente de produits, accessoires automobiles, produits et matériels non-Règlementés, formalités et démarches pour immatriculation des véhicules, prestations de services et conseils dans l'automobile, activités de mandataire automobile, avec paiement à la commission, location de véhicules, avec ou sans option d'achat, apporteur d'affaires. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 avril 2023, désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujot 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715265

SAS MC.V., 3 Avenue Thiers, 33100 Bordeaux, RCS BORDEAUX 900 525 965. Exploitation directe ou indirecte de tout fonds de commerce de cave à vins. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 juillet 2023, désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715272

SAS MUR-BAT, 68 Bis Avenue Jean Jaurès, 33150 Cenon, RCS BORDEAUX 911 846 244. Travaux de maçonnerie générale, gros oeuvre, construction tout corps d'état. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 janvier 2023, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715279

SAS CHRF GROUP, 26 Rue Condillac Espace Wigi, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 913 020 947. Enseignement divers notamment cours de rattrapage, cours de révision, soutien scolaire hors formation professionnelle continue. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 17 juillet 2023, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715282

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 05 septembre 2023)

SARL CONTRACTOR, 10 Rue GUTenberg Bâtiment, Émeraude, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 322 432 949. L'activité de Maîtrise d'œuvre, bureau d'études technique, services d'ingénierie pour projets de construction de bâtiment résidentiel, commercial, public ou institutionnel spécifique. L'activité générale de bâtiment. la coordination de travaux, assistance maîtrise d'ouvrage, suivi de chantiers. la création, aménagement, réhabilitation, rénovation de bâtiments (en sous Traitance). Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 31 juillet 2023 désignant mandataire judiciaire Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548620811

SARL EAT VICTOIRE, 247 Rue Sainte-Catherine, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 835 161 282. Restauration rapide à consommer sur place, à emporter, ou à livrer, sans vente de boissons alcoolisées. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 31 juillet 2023 désignant mandataire judiciaire Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548620829

ECHOS
JUDICIAIRES - GIRONDINS

**SERVICE
ANNONCE LÉGALE**

TÉL. 05 56 52 32 13

annonces-legales@echos-judiciaires.com

SAS SYNTEA, 10 Lieu-Dit Belle Croix, 33490 le Pian-Sur-Garonne, RCS BORDEAUX 502 673 841. La conception et la commercialisation de procédés et de tout matériel concernant la collecte et le traitement des eaux usées et des boues et plus généralement la protection de l'environnement, la conception et la commercialisation de tous procédés concernant l'environnement et le traitement des déchets industriels agricoles et domestiques, solides ou liquides nécessitant un traitement spécifique, la conception et la vente de procédures de maintenance industrielle de tout matériel d'assainissement et de Dépollution de l'eau, l'installation sur site de procédés de traitement auprès d'une clientèle publique ou privée. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 18 août 2023 désignant administrateur SELAS Arva Administrateurs Judiciaires Associés 6 Rue d'Enghien 33000 Bordeaux mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clemenceau 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715206

SAS LES TRAVAUX DU MEDOC, 5 Allée Claude Pecastaings, 33460 Macau, RCS BORDEAUX 892 786 096. Travaux de plomberie sanitaire isolation climatisation ventilation tous travaux de bâtiment. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 23 décembre 2022 désignant mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clemenceau 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715268

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE SAUVEGARDE

(Jugement du 05 septembre 2023)

SARL LE VIVIER DU JACQUET - BISTROT A HUITRES, Domaine d'Arès N33 Ascoa, 33740 Arès, RCS BORDEAUX 838 202 810. La production d'huîtres, la vente ambulante et la vente directe d'huîtres, le négoce, la commercialisation de tous produits de la mer ainsi que tous produits de bouche chaud ou froid dans tous les lieux publics autorisés et privés en dégustation. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde et désignant mandataire judiciaire Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548620832

SAS GP FINANCE, 15 Rue des Fauvettes, 33200 Bordeaux, RCS BORDEAUX 813 002 805. La prise de participation dans le capital de toutes sociétés quelques soient leurs activités, sous quelque forme que ce soit, toutes prestations de service en matière de gestion, d'administration d'entreprises, de conseil en matière comptable, financière, informatique, commerciale. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde et désignant mandataire judiciaire SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715228

JUGEMENT PRONONÇANT LA RÉOLUTION DU PLAN DE REDRESSEMENT ET LA LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 06 septembre 2023)

SARL YODEN-POLYTECH, 24t Route de Bigard, 33650 Saint-Selve, RCS BORDEAUX 790 071 906. Entreprise générale du bâtiment : charpente métallique et bois, couverture, Zinguerie, gros oeuvre, maçonnerie, ravalement, enduit de façade, bardage, démolition, isolation extérieure, étanchéité, plâtrerie, vitrerie, Menuiseries extérieures et intérieures, carrelage, sols souples, parquet, peinture, plomberie, électricité, chauffage, isolation thermique, pose de cuisines, clôtures. Jugement prononçant la résolution du plan de redressement et la liquidation judiciaire, désignant, liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clemenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302548715219

MODIFICATION DU PLAN DE REDRESSEMENT

(Jugement du 06 septembre 2023)

SARL EMANADOIS, 11b Place Louis Barthou, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 481 907 632. Coiffure en salon vente de produits. Jugement modifiant le plan de redressement.

13302548715201

CLÔTURE DE LA PROCÉDURE DE RÉTABLISSEMENT PROFESSIONNEL

(Jugement du 06 septembre 2023)

FORGET DRAPIER Christina, 23 Rue de Latresne, 33100 Bordeaux. Fabrication De Vêtements. Jugement prononçant la clôture de la procédure de rétablissement professionnel.

13302548715285

(Jugement du 05 septembre 2023)

SAS C.L.C., 1 Rue Armand Caduc, 33190 la Réole, RCS BORDEAUX 834 328 940. Exploitation d'un fonds de commerce de café, bar, salle de jeux, snack, débit de boisson. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux.

13302548620826

(Jugement du 06 septembre 2023)

AMRAOUI Omar, 26 Rue de Paris, 93800 Epinay-sur-Seine. Non Communiquée. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux.

13302548715287

SARL SMART CAFE, 2 Cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 493 036 743. Vente en gros ou détail de glaces et sorbets, pâtisserie, confiserie, salon de thé, chocolaterie, restauration rapide, boisson chaude ou froide. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clemenceau 33000 Bordeaux.

13302548715203

SAS MG ONE, 31 Rue des Fonderies, 33380 Biganos, RCS BORDEAUX 805 075 959. Vente de prêt à porter, chaussures et accessoires. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux.

13302548715225

SAS AKIM, 173 Rue Sainte-Catherine, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 822 201 893. Non communiquée. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clemenceau 33000 Bordeaux.

13302548715231

SAS GESTION TRANSITS AQUITAINE, 5 Chemin de Bel Air, Zone Industrielle de la Lande, 33450 Saint-Loubès, RCS BORDEAUX 844 272 849. Non communiquée. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux.

13302548715246

SAS eKee, 135 Rue de Castor, 33114 le Barp, RCS BORDEAUX 847 622 818. La recherche et développement, la conception, la promotion, l'exploitation, la

diffusion et la valorisation directement ou indirectement par voie de commercialisation ou non, de technologies et d'outils de stockage, de mise à disposition, de transfert, de traitement et d'exploitation, de tout type de données personnelles, commerciales, industrielles, financières, comptables, juridiques, sociales, Environnementales, prise, acquisition, exploitation ou cession de toutes marques, de tous procédés et brevets, et plus largement de tout droit de propriété intellectuelle concernant Ces activités. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux.

13302548715249

SAS WACO 1, 35 Rue d'Armagnac, 33800 Bordeaux, RCS BORDEAUX 879 238 566. Restauration rapide sur place ou à emporter, livraison, sans boissons alcoolisées. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux.

13302548715255

SAS CAMPUS ACADEMY AIX, 2 Cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 881 205 629. Formation et enseignements supérieur de toutes matières et sur tous produits pour les particuliers et les entreprises, prise de participation, gestion, contrôle, mise en valeur de Ces participations. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clemenceau 33000 Bordeaux.

13302548715262

SAS ECO'NRJ 33, 11 Rue Aristide Briand, 33150 Cenon, RCS BORDEAUX 903 312 189. Non communiquée. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clemenceau 33000 Bordeaux.

13302548715276

CLÔTURE POUR EXTINCTION DU PASSIF

(Jugement du 06 septembre 2023)

JEAN Laurent, 33 Avenue de la République, 33730 Prechac, RCS BORDEAUX 438 309 650. Transport Au Moyen De Véhicule Inférieur ou égal A 3,5 Tonnes De Poids Maximum Autorisé. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour extinction du passif.

13302548715197

LANGLET Laurent, 30 Rue Joseph Bonnet, 33100 Bordeaux, RCS BORDEAUX 493 928 998. Réparation Maintenance Et Vente De Matériels Alimentaires Professionnels. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour extinction du passif.

13302548715209

POUR RECEVOIR LE SERVICE RÉGULIER DE NOTRE JOURNAL

ABONNEZ-VOUS !

SERVICE ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM

(Jugement du 12 septembre 2023)

SARL CIRCE INFORMATIQUE (CIRCE INFORMATIQUE), 9 Allée de la Madeleine, 33170 Gradignan, RCS BORDEAUX 402 100 994. Services, conseil, études, réparations, dépannage en informatique. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028113

ZUCCHERINI Frédéric, 14 Rue Louis Beydts, 33310 Lormont, RM 449 455 419. Travaux De Peinture, Vitrerie. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028165

SARL D & D, Avenue de Magudas, Espace Dougados, 33320 Eysines, RCS BORDEAUX 794 870 022. Fabrication et vente de menuiserie en aluminium, bois, Pvc (origine : achat) ; pose de menuiserie aluminium, bois, Pvc (origine : création). Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028121

SARL PEREIRA BATIMENT, 2a Rue de Segur, 33290 Parempuyre, RCS BORDEAUX 797 381 910. Tous travaux de maçonnerie générale de Ravalements intérieurs et extérieurs des sols et murs de terrassements courants de raccordements à la Voirie et aux réseaux divers. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028124

SARL JCA, 30 Boulevard Godard, Villa 8, 33300 Bordeaux, RCS BORDEAUX 801 271 156. La transaction sur immeubles et fonds de commerce. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028127

SARL INSTANTS LODGE, 35 Rue Rémi Belleau, 33400 Talence, RCS BORDEAUX 801 024 944. Location et vente de tentes et chapiteaux, Événementiel. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028130

SAS L.I.D., 26 Avenue Gustave Eiffel, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 808 412 845. Conseil et assistance en maîtrise d'oeuvre et en construction de bâtiments auprès de professionnels et de particuliers. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028133

SAS SUD OUEST PELLICULAGE +, 8 Rue Claude Chappé, Zone Industrielle Magellan, 33600 Pessac, RCS BORDEAUX 808 733 406. Toute activité de pelliculage de tous articles et supports imprimés ou non l'impression Serigraphique vernis sélectif la découpe à façon le vernissage la dorure le façonnage et la plastification de papiers cartons films et articles divers. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028135

SARL LES AMENAGEMENTS BOIS D ARES, 9 Avenue Canelette, 33740 Ares, RCS BORDEAUX 812 910 719. Tous travaux d'aménagements intérieurs et extérieurs en bois. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028138

SAS FFLOK, 11 Rue des Girondins, 33200 Bordeaux, RCS BORDEAUX 832 249 221. Conception, édition, développement et exploitation de Plateformes, applications Web, logiciels et/ou bibliothèques Multimédias, communauté en ligne, permettant la mise en relation et la réalisation de transactions entre particuliers et professionnels dans tous domaines et notamment, dans les domaines des loisirs et de la restauration. vente directe ou indirectement de produits ou services y afférents. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028141

SARL GEOBAT 33, 53 Rue de Pessac, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 833 050 099. Entreprise générale du bâtiment. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028144

CAMMAN Ludovic, 6 Rue Charles Chaumet, 33680 Lacanau, RCS BORDEAUX 440 318 194. Vente De Boissons Non Alcoolisées Sur Place Et À Emporter, Sandwicherie. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028147

SARL MOONSHINERS, 1 Rue May sur Orne, 33260 la Teste-de-Buch, RCS BORDEAUX 839 275 948. Bar, Tapas, restauration rapide sur place et à emporter, pizzeria. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028150

SARL MEDLAND, 14 Rue du Moulin d'Antoune, 33370 Artigues-Près-Bordeaux, RCS BORDEAUX 842 567 224. Travaux de peinture extérieure intérieure travaux de revêtement des sols et des murs, entreprise générale en sous Traitance. tous travaux de gros oeuvre et de second oeuvre du bâtiment. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028153

SAS DIAMANT CONSTRUCTION, Rue Robert Caumont, Bordeaux du Lac li, 33300 Bordeaux, RCS BORDEAUX 878 208 438. Construction, gros oeuvre bâtiment; maçonnerie, peinture, plâtrerie. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028156

EIRL TSACHIRIS Magali, Colette, 403 Avenue d'Eysines, 33110 le Bouscat, RCS BORDEAUX 881 560 593. Conseils En Nutrition, Vente Au Détail De Produits Diététiques, Organisation D'Ateliers De Bien-Être. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028159

SAS Nomade (Nomade), 1 Allée Serr, 33100 Bordeaux, RCS BORDEAUX 881 931 562. Proposer la location d'espaces de travail «happy et Eco-Conçus» (bureaux, salles de réunion, espace de travail et d'accueil), fournir des solutions de conseil et de formation sur les thèmes du bonheur au travail, de la communication globale et positive, proposer des prestations mieux-être. plus généralement, toutes prestations d'audit, de conseil, de formation et toutes opérations commerciales, financières ou juridiques se rapportant à l'objet indiqué ci-dessus. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028162

SARL UNIKECO, 10 Avenue Roger Lapebie, 33140 Villenave-D'Ornon, RCS BORDEAUX 522 866 474. Négocier de vaiselle et emballages jetables biodégradables. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302549028118

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BORDEAUX

Par jugement en date du 08 Septembre 2023 Le Tribunal Prononce la résolution du plan adopté le 22 septembre 2017 et l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire à l'égard de :

Madame Eliane CAILLOT 2 bis, Cité de la Touratte 33100 BORDEAUX Profession : Agent commercial SIRET: 381 531 607 00020 entrepreneur individuel

Fixe provisoirement au 30 juillet 2023 la date de cessation de paiements. Nomme

la SELARL FIRMA, 54 cours Georges Clemenceau - 33000 BORDEAUX, en qualité de liquidateur et désigne Me MAYON pour la représenter dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié. Fixe à douze mois le délai dans lequel Me MAYON devra établir la liste des créances déclarées conformément à l'article L 624 -1 du code de commerce. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains de Me MAYON dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse <http://www.creditors-services.com>

L23EJ40710

Par jugement en date du 08 Septembre 2023 Le Tribunal, rectifie le jugement du 20 mars 2009, ayant arrêté le plan de redressement, rectifié par jugement du 7 juillet 2009, et les jugements subséquents ayant ordonné des modifications substantielles du plan de redressement du 5 novembre 2010, du 7 juin 2013, rectifié par jugement du 30 juin 2017, du 23 février 2018, du 11 octobre 2019 et du 15 janvier 2021, de :

SCEA BANTEGNIES ET FILS Château Bertinerie 33620 CUBNEZAIS RCS de Li-bourne : 417 941 861

GFA BANTEGNIES ET FILS Château Bertinerie 33620 CUBNEZAIS RCS de Li-bourne : 404 107 443

S.A.R.L. BERTINERIE 1 Le Bourg Nord 33620 CUBNEZAIS RCS de Li-bourne : 433 983 038

Selon les modalités suivantes : Dit qu'il convient de lire procédure de sauvegarde au lieu de procédure de redressement. Commissaire à l'exécution du plan: Me SILVESTRI SCP SILVESTRI-BAUJET 23 rue du Chai des Farines 33000 BORDEAUX

L23EJ40715

IMMOBILIER



VENTE EN IMMO-INTERACTIF

TALAIS (33590)
39 Route du Bourg

MAISON A RENOVER

Maison à rénover 130 m² env. habitables,
parcelle 2.460 m²
Section B 330, 331

1^{ère} offre possible : **89.000 €**

Visites sur place sans rendez-vous les :

LUNDI 11 SEPTEMBRE 2023 de 14h à 15h30,

MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023 de 11h à 12h30,

LUNDI 25 SEPTEMBRE 2023 de 14h à 15h30,

DEBUT DE RECEPTION DES OFFRES :

MERCREDI 27 SEPTEMBRE 2023 12h

Succession vacante de Mme REGERE Marie Renée

Cahier des charges et modalités de la vente consultable
sur www.immobilier.notaires.fr

Etude de Me Sébastien CETRE - BORDEAUX
05 56 42 41 85

WWW.ECHOS-JUDICIAIRES.COM

APPEL D'OFFRES



SELARL AJILINK
VIGREUX

Me Sébastien VIGREUX
Administrateur
Judiciaire Associé
1 rue Montardy
31000 TOULOUSE
www.ajilink.fr



RECHERCHE DE PARTENAIRE
OU DE REPRENEUR
ENTREPRISE EN REDRESSEMENT
JUDICIAIRE

«ASSOCIATION LE FESTIN»

• Activité :

Edition de magazines culturels et touristiques relatifs à la Région Nouvelle-Aquitaine : revue trimestrielle, hors-série et livres, certains pour le compte de tiers

• Chiffres d'affaires :

627.954 K€ au 31/12/2022 (sur 12 mois)
675.082 K€ au 31/12/2021 (sur 12 mois)
678.214 K€ au 31/12/2020 (sur 12 mois)

• Effectif : 11 salariés

• Région : Bordeaux, Nouvelle Aquitaine

MODALITÉS :

• Cession organisée en applications des articles L642-1 et suivants du Code de Commerce.

• L'accès aux informations sera réalisé après remise de l'engagement à l'adresse suivante : vigreux@ajilink.fr

• Retrouver l'ensemble des appels d'offre sur www.ajilink.fr

Date limite de dépôt des offres : 27 septembre 2023



REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SCP SILVESTRI-BAUJET – MANDATAIRES JUDICIAIRES
23 RUE DU CHAI DES FARINES
33000 BORDEAUX



À VENDRE
LICENCE IV

d'un débit de boisson à consommer sur place, d'un
restaurant, d'un débit de boissons à emporter

Dossier n° 13755 sur demande à la
SCP SILVESTRI-BAUJET, Mandataires Judiciaires, 23 rue du Chai
des Farines 33000 Bordeaux Fax 05 56 48 85 89

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM



REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SELARL PHILAE
MANDATAIRES JUDICIAIRES
123 AVENUE THIERS 33100 BORDEAUX

À VENDRE FONDS DE COMMERCE
de 30 m²

VENTE DE PRET A PORTER

A ANDERNOS-LES-BAINS (33)
5 avenue Pasteur (boutique N4)

Bail tout commerce à l'exception de :
vente produit alimentaire (poissonnerie,
boucherie), restaurant, sex-shop,
vidéo club, boîte de nuit ou karaoké,
tatouage, piercing
Loyer mensuel : 844 €



Offres à adresser avant le 20-10-2023 à 12h à SELARL PHILAE,
123 avenue Thiers à Bordeaux (33100) fax : 05 56 79 09 65
Email : contact@philaemj.fr
Réf : 8121

DESCRIPTIF ET PIÈCES SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM



BORDEAUX MANDATAIRES JUDICIAIRES - BMJ

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SCP SILVESTRI-BAUJET – MANDATAIRES JUDICIAIRES
23 RUE DU CHAI DES FARINES
33000 BORDEAUX



À VENDRE FONDS DE COMMERCE
DE NUTRITIONNISTE (suivi diététique)
et vente de compléments alimentaires
situé 244 avenue du Médoc
33320 EYSINES

Dossier n° 13794 sur demande à la SCP SILVESTRI-BAUJET,
Mandataires Judiciaires 23 rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux
Fax : 05 56 48 85 89

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SCP SILVESTRI-BAUJET – MANDATAIRES JUDICIAIRES
23 RUE DU CHAI DES FARINES
33000 BORDEAUX



**À VENDRE FONDS DE COMMERCE
DE RESTAURANT, BRASSERIE, SALLE DE RÉCEPTION,
BAR, SÉMINAIRE, LOCATION DE SALLES ET BUREAUX**
situé 16-18 rue l'Hermite
33520 BRUGES

Dossier n° **13801** sur demande à la **SCP SILVESTRI-BAUJET**,
Mandataires Judiciaires 23 rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux
Fax : 05 56 48 85 89

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

BORDEAUX MANDATAIRES JUDICIAIRES - BMJ

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SCP SILVESTRI-BAUJET – MANDATAIRES JUDICIAIRES
23 RUE DU CHAI DES FARINES
33000 BORDEAUX



**À VENDRE FONDS DE COMMERCE
DE CENTRE DE REMISE EN FORME**
situé 290 avenue du Parc des Expositions
33320 LA TESTE DE BUCH

Dossier n° **13844** sur demande à la **SCP SILVESTRI-BAUJET**,
Mandataires Judiciaires 23 rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux
Fax : 05 56 48 85 89

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SCP SILVESTRI-BAUJET – MANDATAIRES JUDICIAIRES
23 RUE DU CHAI DES FARINES
33000 BORDEAUX



**À VENDRE
FONDS DE COMMERCE D'AUTO-ÉCOLE**
72 AVENUE AUSTIN CONTE
33560 CARBON BLANC

Dossier n° **13819** sur demande à la **SCP SILVESTRI-BAUJET**,
Mandataires Judiciaires 23 rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux
Fax : 05 56 48 85 89

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

BORDEAUX MANDATAIRES JUDICIAIRES - BMJ

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SCP SILVESTRI-BAUJET – MANDATAIRES JUDICIAIRES
23 RUE DU CHAI DES FARINES
33000 BORDEAUX

**À VENDRE
FONDS DE COMMERCE DE GARAGE**
252 rue de la Princesse
33600 PESSAC

Dossier N° **13823** sur demande à la
SCP SILVESTRI-BAUJET,
Mandataires Judiciaires
23 rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux
Fax. 05 56 48 85 89

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

Garantie des vices cachés les délais

Pour les biens mobiliers, l'action en garantie des vices cachés doit être exercée dans les deux ans de la découverte du vice et dans les vingt ans de la vente.

Par trois arrêts de sa chambre mixte, la Cour de cassation met fin à une incertitude juridique sur les délais pour agir en garantie des vices cachés en matière mobilière.

L'action en garantie des vices cachés doit être engagée dans les deux ans à dater de la découverte du défaut. Ce délai de prescription est dit « glissant » (Code civil, article 1648). L'action est aussi encadrée par un second délai, dit « butoir », qui court à dater de la vente du bien. Ce délai butoir est le délai de prescription de droit commun. Avant la réforme de la prescription de 2008, ce délai butoir était de 30 ans en matière civile et de 10 ans en matière commerciale.

La réforme de la prescription de 2008 a réduit à cinq ans le délai de prescription en matière civile et commerciale, mais a aussi fait partir ce délai du jour de la connaissance des faits permettant d'exercer une action.

La réforme a enfin introduit un nouveau délai de vingt ans, destiné à borner tous les délais de prescription (Code civil, article 2232).

La question s'est alors posée de savoir si la prescription de droit commun réduite à cinq ans (Code civil, article 2224) pouvait encore encadrer l'action en garantie des vices cachés prescrite par deux ans.

Par ses trois arrêts, la Cour de cassation affirme que l'action en garantie des vices cachés doit être formée dans un délai de deux ans de la découverte du vice, qui est un délai de prescription, et dans les vingt ans de la vente.

Pour les ventes conclues avant la réforme de 2008 (soit avant le 19 juin 2008), le nouvel article 2232 du Code civil a pour effet, en matière commerciale d'allonger le délai butoir de 10 à 20 ans, en matière civile, de le réduit de 30 à 20 ans. ■

Références - Cass. ch. mixte 21 juillet 2023
n° 20-10.763, 21-17.789, 21-19.936

INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX		
	EN NIVEAU	ÉVOLUTION ANNUELLE EN %
2021 T4	118,59	+ 2,42 %
2022 T1	120,61	+ 3,32 %
2022 T2	123,65	+ 4,43 %
2022 T3	126,13	+ 5,37 %
2022 T4	126,05	+ 6,29 %
2023 T1	128,68	+ 6,69 %

source : INSEE

Selon la Loi 2014-626 du 18 juin 2014 (article 9) qui modifie l'article L145-34 du Code de commerce, deux indices peuvent être utilisés pour la révision des baux commerciaux :

- l'indice des loyers commerciaux pour les activités commerciales ou artisanales ;
- l'indice des loyers des activités tertiaires pour les activités autres que commerciales.

SÉCURITÉ SOCIALE PLAFOND MENSUEL	
2023 : 3 666 €	
Le nouveau montant du plafond est valable toute l'année, le gouvernement ayant décidé de fixer désormais un seul plafond par an (43 992 €)	

BARÈME KILOMÉTRIQUE 2023			
VOITURES	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
PUISSANCE FISCALE	JUSQU'À 5 000 KM	DE 5 001 À 20 000 KM	AU-DELÀ DE 20 000 KM
3 CV	d x 0,529	(d x 0,316) + 1 065 €	d x 0,370
4 CV	d x 0,606	(d x 0,340) + 1 330 €	d x 0,407
5 CV	d x 0,636	(d x 0,357) + 1 395 €	d x 0,427
6 CV	d x 0,665	(d x 0,374) + 1 457 €	d x 0,447
7 CV et plus	d x 0,697	(d x 0,394) + 1 515 €	d x 0,470
VÉLO-MOTEUR	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
CYLINDRÉE	JUSQU'À 2 000 KM	DE 2 001 À 5 000 KM	AU-DELÀ DE 5 000 KM
moins de 50 cm ³	d x 0,315	(d x 0,079) + 711 €	d x 0,198
MOTOS	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
PUISSANCE	JUSQU'À 3 000 KM	DE 3 001 À 6 000 KM	AU-DELÀ DE 6 000 KM
1 ou 2 CV	d x 0,395	(d x 0,099) + 891 €	d x 0,248
3, 4 ou 5 CV	d x 0,468	(d x 0,082) + 1 158 €	d x 0,275
plus de 5 CV	d x 0,606	(d x 0,079) + 1 583 €	d x 0,343

INDICE DES PRIX (BASE 100 EN 2015 À PARTIR DE 2016) CE CHANGEMENT DE BASE NAFFECTE EN RIEN LE NIVEAU DE L'INDICE ET SON ÉVOLUTION			
	JUIN 2022	JUIN 2023	AUGMENTATION SUR UN AN
INDICE D'ENSEMBLE	112,55	117,65	+ 4,5 %
INDICE HORS TABAC	111,8	116,75	+ 4,4 %
INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS - IRL			
TRIMESTRE DE RÉFÉRENCE	IRL DES LOYERS		VARIATION ANNUELLE EN %
3 ^e TRIMESTRE 2022	136,27		+ 3,49 %
4 ^e TRIMESTRE 2022	137,26		+ 3,5 %
1 ^{er} TRIMESTRE 2023	138,61		+ 3,49 %
SMIC			
HORAIRE		MENSUEL (35 H)	
11,52 €		1 747,20 €	

TENDANCES BOURSE



**SÉBASTIEN
HÉNIN**

Directeur de la Gestion Privée
Alienor Capital

INDICES ACTIONS							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2023		Pays
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
CAC 40	7 252,88	-1,2%	12,0%	14,5%	7 577,00	6 594,57	France
SBF 120	5 525,42	-1,2%	11,1%	12,9%	5 764,67	5 063,88	France
EURO STOXX 50	4 242,27	-1,8%	11,8%	16,3%	4 471,31	3 856,09	Europe
S&P 500	4 472,34	0,2%	16,5%	8,8%	4 588,96	3 808,10	USA
NASDAQ 100	15 348,74	2,1%	40,3%	20,5%	15 841,35	10 741,22	USA
FOOTSIE 100	7 527,53	0,0%	1,0%	0,7%	8 014,31	7 256,94	Royaume-Uni
DAX 30	15 715,53	-0,7%	12,9%	17,3%	16 469,75	14 069,26	Allemagne
SMI	10 987,13	-0,9%	2,4%	0,0%	11 595,25	10 516,40	Suisse
NIKKEI	32 776,37	0,9%	25,6%	14,8%	33 753,33	25 716,86	Japon
SSE COMPOSITE	3 137,06	-1,6%	1,5%	-3,8%	3 395,00	3 064,08	Chine
VALEURS RÉGIONALES							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2023		Rendement 2022
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
AELIS FARMA	13,80	0,0%	1,9%	36,6%	14,28	13,54	-
AIR MARINE	1,07	0,0%	0,0%	0,0%	1,07	1,07	-
ASHLER ET MANSON	3,40	-7,1%	-25,1%	18,1%	4,58	3,40	-
BLUE SHARK PS	3,78	0,0%	0,0%	0,0%	3,78	3,78	-
CERINNOV GROUP	3,48	-3,1%	205,8%	180,2%	4,20	1,12	-
CHEOPS TECHNOLOGY	67,00	8,9%	14,5%	1,6%	67,00	54,00	2,2%
DOCK.PETR.AMBES AM	472,00	-1,7%	-0,4%	6,3%	530,00	458,00	8,1%
EAUX DE ROYAN	84,00	-2,3%	1,8%	-5,1%	94,00	76,50	7,3%
EUROPLASMA	0,03	-72,8%	-96,4%	-99,6%	2,38	0,03	-
FERMENTALG	0,63	2,6%	-59,0%	-76,2%	1,66	0,60	-
GASCOGNE	3,99	-2,2%	-10,7%	12,1%	4,48	3,91	-
GPE BERKEM	3,70	-11,3%	-23,6%	-53,8%	7,12	3,70	-
GPE PAROT (AUTO)	2,16	4,9%	0,9%	20,7%	2,21	1,74	-
HYDROGENE DE FRANCE	15,90	-8,8%	-23,9%	-39,4%	22,70	13,50	-
HUNYVERS	15,15	6,3%	27,8%	36,5%	15,85	11,90	-
I.CERAM	3,60	-33,3%	-64,7%	-69,0%	13,95	3,60	-
I2S	5,60	-9,7%	-8,2%	-11,8%	6,45	5,60	2,5%
IMMERSION	2,48	-12,1%	-3,1%	-57,2%	4,60	2,32	-
IMPLANET	0,12	-16,8%	-27,5%	-36,3%	0,26	0,12	-
KLARSEN DATA	3,54	2,0%	129,9%	66,2%	3,86	1,47	-
LECTRA	27,90	-5,3%	-20,7%	-15,6%	40,70	25,70	1,7%
LEGRAND	88,14	-3,7%	17,8%	15,2%	93,00	75,22	2,2%
MON COURTIER ENERGIE	9,66	0,4%	-	-	9,69	9,10	-
MULTIMICROCLOUD	0,09	-52,6%	-77,5%	-79,1%	0,44	0,08	-
O SORBET D'AMOUR	2,44	0,0%	101,7%	10,9%	2,46	1,20	-
OENEO	13,90	1,8%	-0,7%	-10,3%	15,50	12,85	2,5%
POUJOULAT	24,60	-5,7%	-11,5%	4,1%	32,60	22,80	-
SERMA TECH.	430,00	0,0%	0,0%	31,9%	430,00	428,00	-
UV GERMI	5,14	0,0%	55,8%	14,2%	6,20	3,40	-
VALBIOTIS	4,19	2,2%	16,4%	-26,7%	5,26	3,00	-



**GESTION PRIVÉE, GRANDS MANDATS
ET GESTION DE FONDS**

18 allées d'Orléans, 33000 Bordeaux – Tel : **05 56 81 17 22**

www.alienorcapital.com

Sources : Euronext, Banque de France, CPoR

« Les renseignements inclus au présent avis ne constituent en aucune sorte une offre, sollicitation ou recommandation d'achat ou de vente, de placement ou d'engagement dans toute autre transaction. Aucune information contenue ou à laquelle il est fait référence dans cet avis ne peut être considérée comme créatrice de droits ou d'obligations. »

A close-up portrait of a middle-aged man with short, graying hair and a light beard. He is smiling slightly and looking towards the camera. He is wearing a light blue button-down shirt over a dark t-shirt. The background is a soft-focus green, suggesting an outdoor setting with foliage.

Charles

**ASSISTER À
UNE FINALE DE
ROLAND-GARROS
PARTICIPER À
UNE EXPÉDITION
EN ANTARCTIQUE
ME REMETTRE
À LA BASS**

Soigné pour un mélanome

**Il n'y a pas
de petits rêves,
il n'y a pas
de petits dons**

**C'est le cancer qui doit renoncer,
pas les malades.**

Votre entreprise est prête à s'engager ?
Quelle que soit sa taille et ses capacités
financières, votre entreprise peut
contribuer à la lutte contre le cancer


**FONDATION
Bergonié**
Fondation d'Entreprises

Plus d'informations sur
www.fondationbergonie.fr

